

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
CORRECTION PATERNELLE
ET
L'ÉCOLE DE RÉFORME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Mardi 19 Juin 1900 à 10 heures.

PAR

GEORGES DELEGORGUE

Avocat à la Cour d'appel

Attaché au Parquet du Procureur Général

Président : M. SALEILLES, professeur.

Suffragants { *MM. LE POITTEVIN, professeur.*
GARÇON, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE et FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1900

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
CORRECTION PATERNELLE
ET
L'ÉCOLE DE RÉFORME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Mardi 19 Juin 1900 à 10 heures.

PAR

GEORGES DELEGORGUE

Avocat à la Cour d'appel

Attaché au Parquet du Procureur Général

Président : M. SALEILLES, professeur.

*Suffragants { MM. LE POITTEVIN, professeur.
GARÇON, professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le droit de correction est, ainsi que le droit de garde, le corollaire et le complément nécessaire du droit d'éducation. Ce dernier n'est, d'ailleurs, écrit nulle part dans la loi ; le seul texte qu'on invoque pour fonder ce droit est l'article 203 du Code civil ainsi conçu : « Les époux contractent ensemble, par le seul fait du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants ». Ce texte ne parle donc pas de droit ; il se borne à poser le principe d'un devoir.

Et ce devoir qui incombe au père pendant le mariage, au survivant des père et mère après la mort d'un des conjoints, constitue lui-même un des plus graves problèmes que puisse soulever la question sociale.

En effet, l'éducation qui inculque à la nouvelle génération le sens moral et le respect des lois, qui développe, dans cet esprit, ses facultés intellectuelles, constitue la base et la condition du bien-être et du progrès de la nation.

La force nationale se consolide ou décline selon que les citoyens ont le sentiment plus ou moins vif de leurs devoirs ; or, le sens moral, l'ordre social et la force pro-

ductive de l'ensemble de la nation résultent de l'esprit de suite apporté à l'éducation des individus.

Pour asseoir sur une base solide le sort de la génération à venir, il faut, dès leur enfance, former les individus qui constituent la société; il faut songer que l'enfant d'aujourd'hui sera l'homme de demain et le tenir, par conséquent, à l'écart de toute atmosphère susceptible de vicier son corps ou son âme ou de le mettre sur la pente de la décadence physique et morale.

Or, cette mission de protéger l'enfant contre toute influence immorale, de le surveiller avec soin, de lui donner les exemples d'honnêteté, de former et de consolider son sens moral, incombe, en premier lieu, aux parents, en raison des liens naturels qui les attachent à l'enfant et en vertu de l'amour paternel qui leur confère l'autorité requise pour cette mission.

Mais, lorsque ces protecteurs naturels sont impuissants à maintenir l'enfant dans le droit chemin, s'ils manquent eux-mêmes des qualités morales et intellectuelles qu'ils devraient inculquer à l'enfant, s'ils sont viciés par ce penchant au crime qu'il s'agit d'étouffer dans ses germes, ou si la mort les empêche d'accomplir cette mission jusqu'au bout, alors, c'est l'Etat qui a le droit et le devoir de protéger l'enfant, d'inculquer dans son âme, encore facile à former, le sens moral, l'amour du bien, le penchant au travail honnête. La nécessité de sauvegarder l'enfant en temps utile par des mesures tutélaires, au lieu d'attendre que la répression elle-même soit devenue inefficace constitue un devoir à la fois pour le père et pour l'Etat.

Or, l'école et le patronage sont, pour la famille, de puissants auxiliaires capables de les aider à prévenir chez l'enfant l'éclosion de mauvais instincts; malheureusement, quelle que soit la valeur de ces moyens, ils ne parviendront jamais à vaincre chez tous l'indiscipline, la paresse, l'immoralité; il y aura toujours des cas où la famille se sentira impuissante et viendra demander appui à la société.

Mais cette intervention de l'Etat dans la famille a fait l'objet de vives controverses.

Certains auteurs, se plaçant au point de vue philosophique, n'admettent pas que le père puisse abdiquer les droits et les devoirs qu'il détient de la puissance paternelle : le père de famille est le dépositaire de l'autorité la plus respectable, le meilleur protecteur de son enfant, le meilleur juge de ce qui lui convient. Et lorsque ce père va demander à l'Etat de lui enlever un devoir qui lui incombe, il est choquant que celui-ci accepte cette mission qui est désorganisatrice de la famille. De deux choses l'une, en effet, ou bien le mineur commet des actes qui tombent sous le coup de la loi pénale et la loi l'atteint, ou il n'a encore que de mauvais instincts, et c'est au père qu'il faut laisser le soin de les réprimer...

Assurément la famille, et non pas l'Etat, est constituée pour donner l'éducation aux enfants : l'ingérence de l'Etat dans la famille ne se conçoit qu'autant que les parents manquent à leur mission. Mais puisque nul ne conteste aujourd'hui à l'Etat le droit de se substituer parfois entièrement à la famille, pourquoi lui refuser de

s'y substituer en partie seulement et lorsque la famille le demande ? Laisser au sein de la Société sans surveillance efficace ces insubordonnés, ces paresseux, ces vagabonds et ces souteneurs de demain, c'est laisser s'accroître de parti pris la criminalité et préparer la récidive.

Et lorsqu'un père vient, sans motifs plausibles, requérir la détention de son enfant, que le juge, après examen des motifs qui ont dicté sa requête, se refuse à retirer l'enfant à son père, peut-on soutenir qu'il y ait véritablement ingérence de l'État dans la famille ? C'est le père lui-même qui vient avouer son impuissance à l'autorité publique et lui demander appui ; quoi de plus naturel, dès lors, que celle-ci ait le droit d'apprécier les raisons pour lesquelles on vient demander son concours ?

Evidemment, il y a là une présomption de défiance contre la famille, mais c'est le Code lui-même qui, dans les articles 377, 381 et 382 établit cette présomption à l'état de principe.

Donc, en prêtant son concours au père de famille et en suppléant son action à celle de parents impuissants ou indignes, la Société accomplit plus qu'une action charitable. Pour peu qu'elle procède avec esprit de suite, elle accomplit une fonction de politique sociale et judiciaire ; elle ne prête pas simplement secours à un mineur abandonné, elle a recruté un ouvrier producteur pour le travail national, elle a prévenu des actes d'agression qui menaçaient l'ordre des choses et la sécurité des biens.

Toutefois, si légitime que soit l'intervention de l'État,

encore faut-il qu'il offre aux parents plus et mieux qu'ils ne peuvent faire eux-mêmes vis-à-vis de l'enfant, à savoir : une éducation moralisatrice dont la discipline, assez ferme pour mâter les plus rebelles, soit pourtant assez souple pour s'adapter aux caractères infiniment variés des enfants et dont le régime ne soit pas un danger pour le corps et l'intelligence du mineur interné. Or, il faut bien croire que la législation actuelle ne satisfait pas à ces conditions et qu'elle est pratiquement inapplicable car, si passant du domaine théorique à celui des faits, nous en examinons les résultats, nous constatons que « la législation de la correction paternelle ne procure pas le redressement du mineur et se borne à châtier. Elle interne dans les mêmes établissements pénitentiaires des mineurs coupables de simples incartades, suspects de penchants vicieux et des condamnés pour crimes et délits ; elle inflige même la cellule aux moins coupables et réserve le traitement plus doux de l'éducation en commun et du travail en plein air aux délinquants de l'article 67. Elle assimile des faits accomplis, qualifiés par la loi pénale, avec des instincts, des craintes, des penchants qui, pour la plupart, n'arriveront jamais à l'état d'actes » (1). Si nous ajoutons à ces termes si précis : dispositions ambiguës, lacunes graves que vient combler une interprétation qui en viole souvent le texte, abus les plus odieux possibles pour le père de famille, risque d'erreur pour l'enfant, inefficacité des mesures prises et danger de corruption plus grande, nous aurons, nous semble-t-il, résumé aussi

1. V. *Revue Pénitentiaire*, 1893. Rapport de M. Brueyre.

brièvement que possible, les critiques qui peuvent être formulées contre la législation sur l'emprisonnement par voie de correction paternelle.

Et la nécessité de la modifier va ressortir encore de ces deux faits dont le premier est la conséquence immédiate des imperfections que nous avons signalées et le deuxième, la conséquence, le complément du premier : nous voulons parler de l'inapplication de la correction paternelle et de la progression constante de la criminalité des mineurs.

I. La correction paternelle est, on peut le dire, absolument inappliquée. Trop facilement employée par les mauvais parents, elle ne l'est presque pas par l'ensemble de la population.

« La moyenne des ordonnances de correction rendues chaque année par toute la France n'atteint pas 1.200. Dans les départements, il existe des ressorts, comme ceux d'Agen, de Riom, de Grenoble, de Limoges, où aucune ordonnance n'a été rendue dans l'année ; c'est à peine si l'on en trouve une dans chacun des ressorts de Pau, d'Amiens, de Chambéry. Tandis que, sur ces 1.200 ordonnances, la ville de Paris en fournit à elle seule près de la moitié, l'ensemble des six autres départements du ressort en présente une seule. En réalité, il n'est guère fait usage de la loi que dans les grandes villes, à Paris, d'abord, puis à Lille, à Lyon, à Marseille, et dans des proportions de plus en plus faibles, à Toulouse, à Bordeaux, à Nantes et à Rennes » (1).

1. Statistique de M. Joly. V. *Réforme sociale*, avril 1895.

A Paris même, d'après les dernières statistiques établies par le Ministère de la Justice, on constate, chaque année, une diminution, peu sensible, il est vrai, mais inquiétante cependant, des ordonnances de correction rendues. Tandis qu'elles s'élèvent à 573 en 1892, elles tombent à 561 en 1893, 539 en 1894, 502 en 1895, 473 en 1896 (1). Si l'on ajoute qu'un grand nombre de ces ordonnances ne servent aux parents que comme moyen d'intimidation, leur permettant d'obtenir par la menace de l'exécution de l'ordonnance plus de docilité ou de soumission de la part de leur enfant, on sera peu surpris de constater que sur 6.606 enfants détenus pénalement au commencement de 1896 dans nos colonies pénitentiaires et nos maisons d'arrêt, on en compte à peine 211 détenus par voie de correction paternelle (2).

1. *Etude statistique sur les enfants traduits en justice*, par M. Albalanel. Malgré nos recherches personnelles, nous ne pouvons donner les statistiques postérieures à 1896, celles-ci n'étant pas encore établies. Nous n'omettrons pas cependant d'exprimer à M. Tarde, chargé jusqu'aux premiers mois de cette année du service de la statistique au Ministère de la Justice, notre plus vive gratitude pour les précieux renseignements qu'il a bien voulu nous fournir.

2. Mineurs détenus dans nos colonies pénitentiaires au 1^{er} janvier 1896 :

5.086 garçons,

1.126 filles

Total : 6.212

Mineurs détenus dans nos maisons d'arrêts : 394. — Total : 6.606.

Mineurs de la correction paternelle dans nos colonies pénitentiaires : 6 garçons — 125 filles.

Mineurs de la correction paternelle dans nos maisons d'arrêt : 80. — Total ; 211.

On peut remarquer qu'en ce qui concerne les filles, l'internement par voie de correction paternelle est plus fréquent que pour les gar-

La correction paternelle est donc un remède inusité (1); ce devrait-être le contraire pourtant si cette institution répondait réellement au but préventif qui est sa raison d'être. Et lorsque les parents se décident enfin à user de la correction paternelle, ce n'est que lorsque le mal à guérir a pris des proportions décourageantes et que l'enfant est plus difficile à amender parce qu'il est plus corrompu. La preuve nous en est donnée par cet aveu unanime des directeurs de quartiers correctionnels que les mineurs de la correction paternelle sont plus pervers et plus débauchés que ceux de l'art. 66 (2). Et nous verrons, en faisant la critique de la législation actuelle sur l'emprisonnement par voie de correction paternelle, combien les méfiances des parents peuvent se justifier par les inconvénients et les dangers que présente l'internement dans la manière dont il est le plus souvent exécuté.

Mais alors, si la correction paternelle est un remède inusité, si elle n'est pas le premier obstacle mis à la manifestation des mauvais penchants, que vont devenir

gous. Cela tient à l'intervention de la police des mœurs, qui, lorsqu'elle se trouve en présence d'un personnel trop considérable de débauchées et de prostituées, fait signer aux parents une lettre préparée d'avance, demandant au Tribunal l'envoi en correction. Communication de M. Joly, R. P. 1894.

1. Il convient d'ailleurs de remarquer que cette marche décroissante s'est fait principalement sentir dans ces dernières années, depuis la création du service des moralement abandonnés fondé en 1881 par le Conseil Général de la Seine.

2. V. R. P. années 1894, p. 11, 12, 164 et 1895, p. 492. Opinion des directeurs de la Petite-Roquette, Nanterre, St-Lazare, Ste-Foy, de Mme Dupuy.

ces enfants indisciplinés et vicieux, aujourd'hui vagabonds et mendiants, demain voleurs, souteneurs et meurtriers. Certes, nous avons deux lois qui permettent d'arrêter l'enfant sur cette pente par laquelle il glisse de la paresse au vice et du vice au crime, les lois de 1889 et 1898 dans l'étude desquelles nous entrerons ultérieurement. Certes, depuis 1889, un mouvement d'ardent intérêt s'est développé presque partout en faveur de l'enfance vicieuse ou abandonnée ; l'initiative privée a multiplié les œuvres de préservation, les asiles et les refuges pour les enfants en danger, les maisons de redressement moral pour les enfants abandonnés, vicieux et indisciplinés. Seulement, ici encore, on n'a aperçu le danger moral que lorsque l'enfant qui, socialement, n'est pas encore coupable, est, moralement, plus ou moins souillé. Et, malgré tous ces louables efforts pour arrêter dans son germe la mauvaise graine semée dans l'âme de l'enfant, sa dépravation de plus en plus précoce, non réfrénée par l'application de la correction paternelle, est devenue la principale cause de la progression constante de la criminalité des mineurs.

II. — La criminalité augmente ! tel est le cri d'alarme poussé chaque année au moment où sont mises au jour les statistiques judiciaires : et cette alarme n'est que trop justifiée, non seulement par la comparaison des comptes criminels d'une première partie de ce siècle avec ceux qui ont été promulgués dans la période subséquente, mais encore lorsqu'on constate que l'accroissement de cette criminalité porte tout particulièrement sur les jeu-

nes gens compris entre 13 et 21 ans. Si l'on consulte les statistiques correctionnelles, les seules qui puissent donner des chiffres concluants, on constate que les délinquants mineurs de 21 ans, déférés aux Tribunaux correctionnels, ont passé du chiffre moyen de 9.732 entre les années 1831 et 1835 à celui de 43.505 entre les années 1887 et 1895 inclusivement, et, dans ces nombres, les chiffres relatifs aux mineurs de 16 ans passent de 2.753 à 8.118. Pour ces derniers, le Grand Compte Criminel indique chaque année un certain nombre de mineurs de 16 ans qui sont déférés aux Cours d'assises en vertu de l'art. 68 du Code pénal. Or, en faisant un total récapitulatif des statistiques qui nous sont fournies à ce sujet par M. Albanel, Juge d'instruction au Tribunal de la Seine, spécialement chargé jusqu'à la fin de 1899 d'instruire les affaires concernant les mineurs, statistiques relatives à ceux qui ont comparu devant la Cour d'assises entre les années 1887 et 1895, on trouve les chiffres de 197 garçons et de 75 filles. Ces nombres sont trop minimes assurément pour ne pas éveiller le soupçon. C'est qu'en effet l'art. 68 ne rend pas justiciables de la Cour d'assises les mineurs de 16 ans « qui n'ont pas de complices présents au-dessus de cet âge, et qui ne sont pas prévenus de crimes que la loi punit de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, de la déportation ou de la détention. » Les deux totaux que nous avons rapportés sont donc incontestablement inexacts et, par suite, peu instructifs. Ils ne comprennent, en effet, que les mineurs renvoyés seuls devant la Cour d'assises en raison de la pénalité encourue et ne tiennent pas compte de ceux qui

y ont comparu pour des crimes moins graves que ceux qu'a prévu l'article 68, parce que ceux-ci avaient des complices âgés de 16 ans ou au-dessus (1).

Ainsi, le nombre des jeunes gens inculpés, de 16 à 21 ans, a quadruplé. A Paris, de 1880 à 1893, l'augmentation des mineurs poursuivis s'est singulièrement accentuée; plus de la moitié des individus arrêtés avaient moins de 20 ans et presque tous avaient commis des fautes graves (2). En 1894, sur 40.000 mineurs délinquants et criminels, il y en avait 32.849 de 16 à 21 ans.

La statistique de 1895 constate que 554 jeunes gens, de 16 à 21 ans, ont été poursuivis en assises (3). En outre, 35.387 autres jeunes gens du même âge passaient devant le tribunal correctionnel. D'une année à l'autre, l'augmentation a donc été de 3.092 (4).

1. Il convient d'ajouter que les parquets tendent de plus en plus à transformer fictivement les crimes en délits, afin d'enlever par la correctionnalisation les inculpés à la Cour d'assises. On laisse volontiers de côté certaines circonstances aggravantes, comme la préméditation en cas de coups et blessures ou la qualité de salarié en cas de vol au préjudice d'un patron. La statistique ne donne pas d'ailleurs le nombre de mineurs de 16 ans traduits en correctionnelle pour crimes en vertu de l'art. 68 du C. pénal.

En outre, nous omettons volontairement les poursuites de simple police qui sont des faits d'une trop minime gravité pour indiquer une réelle démoralisation.

2. En une seule année, celle de 1880 par exemple, on relève à la charge de ces mineurs : 30 assassinats, 39 homicides, 3 parricides, 2 empoisonnements, 184 infanticides, 4.312 coups et blessures, 25 incendies, 153 viols, 80 attentats à la pudeur, 458 vols qualifiés, 11.862 vols simples. Statistique de M. Albanel.

3. Leurs crimes se répartissent ainsi : 32 assassinats, 20 meurtres, 3 parricides, 44 infanticides, 2 empoisonnements, 91 viols et attentats à la pudeur, 7 avortements.

4. « C'est toute une armée », dit avec raison M. Guillot, dans son

La progression est donc bien manifeste et elle est effrayante. Elle prouve que « l'enfant devient vraiment terrible, non plus par ses propos, mais par ses actes ; l'étude de la criminalité, l'observation quotidienne montrent qu'il n'est plus un être inoffensif, dont les défauts pouvaient être plaisants, mais un être souvent redoutable ; son imagination surchauffée est de plus en plus capable des conceptions les plus abominables, et sa conscience, obscurcie par de fausses doctrines, affranchie de toute contrainte morale, ne sait plus l'éclairer ;... l'atmosphère au milieu de laquelle il vit développe prématurément ses instincts, devance la marche régulière de la nature elle-même, et si rien n'intervient à temps, le moment arrive rapidement où le mal l'aura tellement pénétré qu'il sera comme un fruit gâté dont on ne peut plus rien tirer » (1).

Voilà le péril de l'enfance délinquante tracé par la main d'un maître, M. Guillot. Il suggère, il faut le reconnaître, de bien lugubres pronostics ; car on doit songer que chacune de ces unités malfaisantes et vicieuses multiplie considérablement son germe par ses relations, son exemple et ses conseils et forme souche d'une sorte de famille criminelle. Est-ce à dire que les jeunes Français sont plus pervers que les enfants de certaines autres nations qui se flattent de voir diminuer chaque jour leur criminalité infantile ? Assurément non ; mais il nous manque ce qu'elles possèdent : des moyens de préserva-

rapport lu à la séance de rentrée du Comité de Défense des enfants traduits en justice le 19 janvier 1898.

1. V. *L'enfant vagabond et l'école de préservation*, par M. A. Guillot, *Nouvelle Revue*, 1^{er} juin 1893.

tion. Aussi peut-on aisément prévoir que l'extension de cette plaie sociale n'est pas encore achevée. Nous n'avons pas, quant à nous, l'intention d'entrer dans la description des causes innombrables qui peuvent expliquer cette aggravation de la criminalité des mineurs ; nous laissons aux théoriciens et aux sociologues le soin de découvrir si « les causes de cet affaiblissement ne doivent pas être recherchées dans la désorganisation de la famille, résultat elle-même de la dépravation des mœurs, malheureusement accélérée par la législation du divorce, l'extension du fléau de l'alcoolisme, la diffusion des doctrines socialistes et l'influence du développement de la grande industrie au point de vue de la destruction de la famille ouvrière » (1). Nous voulons simplement essayer de découvrir le remède préventif, le vaccin de cette maladie sociale, et, disons-le dès maintenant, c'est par un sage régime d'éducation, se substituant à la mesure d'un châtiment, base actuelle de l'idée de correction, c'est par une refonte rationnelle et pratique de la législation sur la correction paternelle, que nous pensons enrayer ou sinon ralentir dans une très notable proportion l'expansion d'un ulcère social qui ronge la santé de notre pays.

« On peut croire à la liberté humaine, dit M. Guillot, on peut croire au repentir, on peut croire à la résurrection du bien dans une âme déchue et on a raison ; mais on peut penser en même temps que, dans l'ordre naturel des choses, ces transformations ne sont possibles que jusqu'à un certain moment ; l'heure de l'irréparable sonne

1. Nourrisson, *Etude critique sur la puissance paternelle et ses limites*, Larose 1898.

fatalement pour ceux qui n'ont pas su se hâter, et pour l'adolescent qui vit, abandonné, sans frein, sans surveillance, cette heure est prochaine » (1).

Et dans ces dernières années, les voix autorisées de praticiens entièrement dévoués à la cause de l'enfance, des Congrès et des Sociétés, se préoccupaient de ce grave problème de l'éducation. MM. Guillot (2), Bonjean (3), Rollet (4), Joly (5), Brueyre (6), Albanel (7), pour ne citer que ceux-là, nous montraient dans des récits saisissants de scènes vécues, constatées par la pratique journalière, les milieux démoralisateurs où la pire négligence des parents s'allie à la plus honteuse exploitation de l'enfant, les dangers de corruption plus nombreux pour lui que la famille est illégitime, partant plus pervertie moralement et physiquement, enfin l'influence désastreuse de la détention cellulaire infligée à l'enfant.

Cette préoccupation se retrouve également manifestée au Congrès national du Patronage des Libérés tenu à Lille (juin 1898) (8), où figurait à l'ordre du jour cette

1. Guillot, *op. cit.*

2. *Les prisons de Paris et les prisonniers*, 1890, par M. Guillot.

3. *Enfants révoltés et parents coupables*, 1895, par M. G. Bonjean.

4. *Enfance abandonnée, vicieuse, insoumise*, etc, 1899, par M. C. Rollet.

5. Article du *Journal des Débats* : « Une Bastille démocratique », 1898. La *Réforme sociale* : « Les abus actuels de la loi sur la correction paternelle ». 1^{er} avril et 15 mai 1895 ; 22 janvier 1898, par M. H. Joly.

6. *De l'internement par voie de correction paternelle*, par M. L. Brueyre R. P. 1893.

7. *L'enfance criminelle à Paris*, 1899, par M. L. Albanel.

8. R. P. mars 1898.

question : Des améliorations à introduire dans la pratique judiciaire en matière d'internement par voie de correction paternelle (1) ; au sein de la Société générale des prisons, notamment à la suite des rapports de M. Joly et des communications de MM. Bonjean et Berthélémy, ainsi qu'au Comité de Défense des enfants traduits en justice, créé en 1891 par MM. Guillot et Cresson et qui a été le promoteur de toutes les réformes opérées dans l'intérêt de la jeunesse coupable dans le ressort du tribunal du département de la Seine.

Enfin, et c'est volontairement que nous le mentionnons en dernier, le Congrès International tenu à Anvers en 1890 (voir le compte rendu analytique dans la *Revue pénitentiaire*, 1891), adoptant la formule qu'avait proposée dans son remarquable rapport M. le professeur Berthélémy, décidait à l'unanimité que « l'emprisonnement par voie de correction paternelle devait être supprimé ».

C'est ce vœu, si éloquent dans sa simplicité, si gros de conséquences sociales, dont nous nous proposons d'aborder l'étude. Nous plaçant avant tout sur le terrain pratique, nous porterons tous nos efforts sur l'étude de l'application et des résultats de la détention par voie de correction paternelle. Après avoir combattu, dans une première partie, le point de départ inexact de la législation actuelle qui assimile dans un régime de répression un mineur qu'il s'agit de réformer à un coupable qu'il

1. La discussion s'est d'ailleurs concentrée surtout autour d'un point capital : la question de savoir si le père doit conserver le droit de faire détenir « arbitrairement » son enfant âgé de moins de 16 ans. La solution unanimement adoptée a été la négative.

faut punir, nous rechercherons ce que vaut pour l'enfant le régime cellulaire. Puis, étudiant avec la loi de 1850, les établissements pénitentiaires où sont détenus les enfants de la correction paternelle, nous établirons l'opportunité de substituer à l'emprisonnement, mesure d'ordre pénal, l'internement en école spéciale, mesure d'ordre pédagogique. Mais que seront ces écoles qu'on substituera aux maisons d'arrêt et de correction ? Sur ce point, de quelque manière qu'on s'exprime, comme M. Bonjean, qui appelle cela l'extension de la correction paternelle ; comme M. Brueyre qui l'appelle la modification, ou comme M. Berthélémy qui y voit le remplacement de l'institution ancienne, on tombe d'accord sur l'utilité de recourir à des établissements spéciaux. Ce sont ces établissements spéciaux que nous préconisons sous le nom d'Ecoles de Réforme.

Cette question des Ecoles de Réforme, si jeune encore qu'on n'est pas tombé d'accord sur la définition qu'il convient de leur donner, formera le sujet d'étude de notre seconde partie. Nous aurons à nous demander si l'Ecole de Réforme qui, au point de vue pénitentiaire, existe déjà depuis plusieurs années est bien celle qui répond à elle seule aux nécessités pratiques que nous avons esquissées. Nous contenterons-nous des établissements privés actuellement existants où pourrait s'exécuter l'internement par voie de correction paternelle ou demanderons-nous, comme complément des lois de 1850 et de 1889, la création de nouveaux asiles ? Et si le nombre restreint des ordonnances d'envoi en correction ne permet pas de construire à cette seule fin des maisons

spéciales, n'y a-t-il pas d'autres catégories d'enfants auxquels pourrait convenir le régime d'éducation que nous demandons pour les enfants de la correction paternelle ? Et si la nécessité de créer de nouveaux établissements, des Ecoles dites de Réforme, découle de l'examen auquel nous nous serons livré, quel sera le caractère, quel sera le régime de ces nouveaux établissements ?

Tels sont les points sur lesquels portera cette étude. Après avoir dénoncé le mal, nous aurons sollicité le remède, avec l'espoir que d'un mouvement de l'opinion éclairée sortira bientôt le perfectionnement du régime pénitentiaire par la création des Ecoles de Réforme et la mise en pratique de cette idée humaine et sociale au premier chef : « *Pœna instituitur in emendationem infantis* ».

Nous n'estimerions point notre tâche achevée si nous ne remplissions un devoir de reconnaissance envers M. Salelles, professeur à la Faculté de Droit de Paris, qui, après avoir été l'initiateur du sujet même de cette étude, a bien voulu nous fournir les renseignements bibliographiques que nécessitait l'exposé de ses développements. Nous adressons nos respectueux remerciements à M. Albanet, juge d'instruction au tribunal de la Seine, un des membres les plus autorisés du Comité de défense des enfants traduits en justice, qui a bien voulu nous faire part de quelques-unes de ses opinions personnelles et nous communiquer un certain nombre de documents intéressants, à MM. Berthélemy, Flandin, Brueyre, Louis Rivière, qui nous ont fait profiter de leurs connaissances si approfondies dans toutes les questions de l'Enfance.

MM. Brun, directeur de la colonie des Douaires, Cluze, directeur de la Maison Paternelle de Mettray, le pasteur Pénisson, directeur de la colonie de Ste-Foy, l'abbé Valadier, aumônier de la Petite-Roquette et les directeurs de maisons d'arrêt qui nous ont si obligeamment guidé dans nos visites recevront ici l'expression de notre respectueuse gratitude.

PREMIÈRE PARTIE

LA CORRECTION PATERNELLE

Comme sanction de son droit d'éducation, le père a sur son enfant deux moyens de correction.

L'un, peu grave, salulaire et légitime quand il ne dépasse pas les limites d'une sage modération, non prévu par le Code civil parce qu'il est en quelque sorte dicté par la nature, mais dont la loi de 1889 et principalement celle de 1898 ont prévenu les abus : nous voulons parler des réprimandes, punitions et châtimens corporels. L'autre, plus grave, subsidiaire, mettant en jeu l'appareil judiciaire, régi, en ce qui concerne les droits du père, par le titre IX du Code civil, art. 375 à 383, et en ce qui concerne les droits du tuteur, par le titre X, art. 468, complété par les articles ci-dessus cités : nous avons nommé la détention par mesure de correction.

Avant d'aborder, dans un deuxième chapitre, l'étude approfondie de ce dernier moyen, il nous paraît utile, en présence des lois de 1889 et 1898, de dire quelques mots des punitions et châtimens corporels.

Un troisième chapitre condensera les imperfections et les principales critiques qui auront été relevées au cours de cette étude et ouvrira ainsi la voie à notre deuxième partie : l'Ecole de Réforme.

Nous consacrerons donc à la correction paternelle trois chapitres :

Premier chapitre : *Les punitions et châtiments corporels* ;

Deuxième chapitre : *La détention par mesure de correction* ;

Troisième chapitre : *Critique de la législation*.

CHAPITRE PREMIER

LES PUNITIONS ET CHATIMENTS CORPORELS

(Lois du 24 juillet 1889 et du 19 avril 1898)

Sans entrer dans l'étude historique et législative du droit de correction manuelle (1), il nous faut cependant constater que ce système n'est point nouveau. On pourrait en trouver l'origine première dans cette constitution de l'empereur Alexandre : « Si ton fils manque au respect qu'il doit à son père, tu auras le droit de le châtier en vertu de la puissance paternelle ; s'il persévère dans sa désobéissance, tu pourras le conduire devant le Président de la Province qui devra confirmer la sentence que tu auras rendue toi-même » (Livre III au Code, 8, 47). Cependant, vers le xiv^e siècle, après le grand mouvement imprimé à l'esprit humain par les Croisades, le pouvoir paternel perdit de son caractère absolu. Il devint protecteur, ce qu'exprimait généralement les mots « mainbour-

1. V. *Etude critique et législative dans la puissance paternelle*, de M. Taudière, p. 78.

Petit traité des punitions et des récompenses de M. Félix Hément.

nie », « vourie », « advourie » (1), dont les coutumes se servaient pour le désigner.

On vit même prévaloir dans les pays de coutume la maxime : « Droit de puissance paternelle n'a lieu », ce qui signifiait, non pas l'abolition de l'autorité du père, mais la proscription de l'institution toute romaine de la puissance paternelle en faisant de celle-ci, non plus « un droit », mais « un moyen » d'accomplir un devoir (2). On retrouve encore cette idée exprimée en des termes plus précis que le terme latin « *Potestas* » dans les vieux coutumiers Allemands, où l'on emploie les mots « *Pflege* » (devoir) ou « *Vormundschaft* » (tutelle).

Puis, le pouvoir familial reprit toute son énergie, en même temps que la royauté tendait au pouvoir absolu, l'autorité du père étant considérée comme « le supplément nécessaire de la puissance paternelle ».

Variations successives qui se produiront de nouveau presque d'années en années, à partir de 1789 jusqu'au Code de 1804, ce qui prouve que les réglementations du pouvoir paternel ne dérivent pas de son essence naturelle, mais obéissent seulement aux considérations politiques de l'époque qui en opère les évolutions successives.

Or, ce droit de correction manuelle existe-t-il encore à notre époque ? Assurément le Code civil est muet sur ce

1. *Mainbournie* signifie puissance paternelle mais correspond au mot « tutelle », *vousrie*, *advousrie* signifient bail ou garde. (V. Beaumanoir, *Cout. de Beauvoisis*, tome I, p. 312.

2. Art. 221 de la coutume de Senlis. V. Loysel, liv. I^{er}, règle XXXVII.

point, mais la loi de 1898 n'en autorise-t-elle pas implicitement l'usage par cela même qu'elle en réprime les abus? « Les parents, disent MM. Aubry et Rau (1), sont en vertu de leur droit d'éducation, autorisés à infliger à leurs enfants, dans un but d'amendement moral, des punitions domestiques ». Et M. Demolombe (2), après avoir posé le principe du droit de correction, s'exprime ainsi : « Il ne s'agit pas ici, bien entendu, de ces punitions que le père et la mère peuvent infliger à leurs enfants dans l'intérieur de leur famille « *in domo* » ; le législateur ne pouvait que s'en remettre aux mœurs et aux usages qui ont consacré les règles de la discipline domestique. On peut dire d'ailleurs qu'il les consacre tacitement lui-même en plaçant l'enfant sous l'autorité des pères et mères, à la condition toutefois que cette autorité ne deviendra pas oppressive ou violente » (3). Sous cette dernière condition, il nous semble donc qu'en droit, les corrections manuelles sont parfaitement légitimes, d'abord parce qu'aucun texte ne les prohibe et qu'ensuite elles sont inscrites par la nature dans le cœur du père pour en apprécier la mesure et la légitimité.

Mais que valent, en fait, ces corrections physiques ?

Il y a quelques années, les châtimens corporels étaient

1. Aubry et Rau, tome VI, § 550.

2. Demolombe, tome VI, n° 309.

3. V. dans le même sens : Chardon, *Traité des Trois puissances*, t. II, n° 26 ; Leloir, *Code de la puissance paternelle*, tome I, Droit de correction. En sens contraire, Laurent, *Droit civil*, t. IV, n° 275. — Bonjean, *Enfants revoltés et parents coupables*.

considérés, même en France, et de la part des meilleurs esprits, comme ayant seuls une efficacité réelle, non pas seulement au sein de la famille, mais encore dans les écoles.

Dans les familles, des châtimens corporels légers « consistant plutôt dans la crainte de la douleur que dans la douleur elle-même, des mises au cachot noir pendant un temps court, ou encore le pain sec pour toute nourriture pendant un ou deux repas (1) » étaient fort usités pour corriger les mauvais instincts des enfans, les astreindre au travail, les éloigner des mauvaises fréquentations, leur inspirer la crainte du mal et les façonner au bien. C'étaient des punitions inoffensives que l'on trouvait toute naturelles et qui ne semblaient diminuer en rien l'affection pour les parents. Elles étaient alors dans les mœurs courantes : elles sont considérées aujourd'hui par certains philanthropes dont l'affection pour l'enfant dégénère en une sensiblerie peut-être exagérée comme une épave des idées romaines et un restant de barbarie. Et on les a remplacées par des punitions, telles que l'emprisonnement cellulaire, qui sont beaucoup moins efficaces et certainement plus préjudiciables à la santé de l'enfant.

Dans les écoles et dans les collèges universitaires, on infligeait couramment, il y a une centaine d'années, une punition que nous voudrions voir réappliquer, du moins à certains enfans, car il faut tenir compte ici du tempérament et du caractère de celui que l'on corrige et ne

pas éveiller chez lui des sentiments de rancune et de vengeance : cette peine est celle du fouet (1). « Dans ma ville natale, disait M. Joly (2), il y avait en 1789 au collège, comme dans tous les collèges d'alors, un fonctionnaire spécialement chargé de donner le fouet. Il allait en ville, les familles le demandaient et l'usage était que l'enfant fouetté remit lui-même à genoux les honoraires dûs pour la correction ». Et M. Brueyre ajoutait : « J'ai reçu plus d'une fois en pleine classe, devant mes camarades, certain châtiment manuel qu'on appelle le fouet et le souvenir de cette punition ne m'a laissé aucune amertume vis-à-vis d'un maître de pension, le plus brave homme du monde et que je n'ai jamais cessé d'aimer jusqu'à sa mort ».

Cette peine, qui réunit au minimum de répression le maximum d'intimidation produirait sur certains enfants d'excellents résultats, pourvu qu'elle soit entourée de toutes les précautions désirables comme savent le faire les Anglais (3).

1. V. Observations sur cette peine du fouet, à la Société des Prisons, R. P. janvier 1894 et 1897, page 244. — *Contrà* : « *Enfants révoltés*, p. 290.

2. R. P., janvier 1894. — Rapport lu à la Société des prisons par M. Joly.

3. En Angleterre, le fouet est une pénalité consacrée par la loi ; elle n'est appliquée qu'aux garçons, et si l'enfant semble délicat qu'après avis du médecin. La peine est appliquée avec le consentement des parents ou gardiens de l'enfant et, s'ils le demandent, en leur présence même : un constable et un officier de police assistent toujours à l'application de la peine. Le nombre des coups varie avec l'âge.

Comment. de M. Brueyre, R. P. 1897, p. 1.322.

Et il n'y a pas qu'en Angleterre que la peine du fouet soit encore en honneur ; dans certains pays, la Suède, par exemple, le père n'a pas à sa disposition d'autre moyen de correction : s'il croit avoir des sujets de plainte à l'égard de son enfant, il le fait châtier à domicile par la police... C'est simple, expéditif et on s'en contente (1).

Donc, nous pensons que les punitions ne sont que l'auxiliaire du droit d'éducation et qu'à ce titre elles sont parfaitement légitimes.

Mais si elles n'ont pas pour fin unique l'intérêt exclusif de l'enfant, si elles ne se proposent pas son redressement, elles sont blâmables philosophiquement, et lorsque les parents en abusent au point de compromettre sa santé ou sa moralité, elles appellent sur eux les rigueurs de la loi. Et cette préoccupation de protéger l'enfance contre des parents indignes, nous ne la rencontrons tout spécialement chez le législateur moderne, dans les lois du 24 juillet 1889 et du 19 avril 1898 qui sont venues remédier à l'exercice abusif de la puissance paternelle et qu'il nous faut maintenant étudier dans leurs grandes lignes, nous réservant d'en approfondir certains points dans notre deuxième partie.

1. Communication de M. d'Olivecrona, conseiller à la Cour suprême de Stockolm.

§ 1. — *Loi du 24 juillet 1889*
sur la protection des enfants maltraités ou moralement
abandonnés.

Si l'on recherche l'origine de ces délinquants et criminels de 16 à 20 ans qui vont peupler les établissements pénitentiaires, ou expier leurs forfaits sur l'échafaud, on trouve que ce sont, pour la plupart, des enfants moralement abandonnés que rien ne retenait plus sur la pente du vice et du crime où les avait placés la coupable insouciance des parents. Cette constatation faite, les dépositaires du pouvoir n'avaient-ils qu'à l'enregistrer avec résignation et la Société à subir ce mal comme une invincible fatalité et une inévitable conséquence de la corruption humaine ? C'est ce que se sont refusés à admettre les hommes d'Etat, moralistes, magistrats, qui se sont voués, de notre temps, à la science pénitentiaire et à la moralisation de l'enfant malheureux ou coupable. L'étude approfondie de réformes à opérer dans l'éducation correctionnelle des jeunes délinquants avait abouti à cette conclusion que ces réformes ne donneraient jamais que des résultats peu appréciables, tant qu'elles ne seraient pas soutenues par des mesures préventives propres à assurer une éducation morale et une protection efficace à la trop nombreuse classe des enfants non encore coupables, mais à la veille de le devenir.

C'est, en effet, dans cette catégorie d'enfants, pépinière des jeunes détenus, que la perversité se rencontre

presque toujours associée à l'absence, aux défaillances ou aux abus de la puissance paternelle, en un mot à l'indignité des parents.

Pour certains de ces parents, l'enfant est une chose dont ils disposent pour leur avantage personnel, un objet d'exploitation ; ils s'en servent pour la mendicité, la prostitution et le vol, afin d'en tirer un revenu. « C'est ainsi que se forme, se recrute et se perpétue, dans les grandes villes, une population dont la profession est de mal faire, de tirer ses moyens d'existence de la violation des lois. C'est de cette population que sortent incessamment les voleurs d'habitude, les récidivistes incorrigibles et les assassins (1). »

L'éducation préventive de cette classe dangereuse avait été organisée, en Angleterre, par une série d'actes législatifs, dont le premier remonte à 1866.

A côté des « écoles de réforme » avec éducation correctionnelle, s'élevèrent des « écoles industrielles » avec éducation forcée pour les enfants délaissés mais non coupables. Ces écoles d'éducation préventive prirent un rapide développement et l'on ne tarda pas à constater qu'à mesure que le nombre de leurs pupilles augmentait, celui des jeunes délinquants des écoles de réforme diminuait (2). C'est qu'en effet le point de départ du système tout entier était des plus sûrs : du moment que

1. Rapport de M. Courcelle-Seneuil, conseiller d'Etat.

2. V. notes et documents sur l'éducation préventive des enfants abandonnés et sur l'éducation correctionnelle des jeunes délinquants en Angleterre. — Annexes au rapport de M. Théophile Roussel, sénateur.

l'on permettait d'enlever la garde d'un enfant à sa famille à cause de l'incapacité de celle-ci, il était tout simple de le permettre, non seulement lorsque l'enfant aurait commis quelque infraction à la loi pénale, mais aussi lorsque l'impuissance ou le vice de ses parents ferait prévoir qu'il glisserait fatalement sur cette pente du délit. Et l'« Act relating to industrial schools » de 1866, complétant une première loi de 1857, disposait dans son article 14 :

« Toute personne peut amener devant deux juges ou devant un magistrat tout enfant paraissant âgé de moins de 12 ans et qui se trouve dans les cas suivants, savoir :

« Celui qu'on trouve mendiant ou recevant l'aumône, soit réellement, soit sous le prétexte de vendre ou d'offrir quelque chose en vente, ou se tenant dans la rue, ou sur la place publique, dans le but de demander ou de recevoir l'aumône ;

« Celui qu'on a trouvé en état de vagabondage, n'ayant ni chez soi, ni demeure fixe, ni protecteur, ni moyens d'existence connus ;

« Celui qui est sans appui, soit parce qu'il est orphelin, soit parce qu'il a son père ou sa mère condamné à la servitude pénale ou à l'emprisonnement ;

« Celui qui fréquente la compagnie des gens connus comme voleurs ;

« Celui qui étant nourri dans une école de Work-house (c'est-à-dire des pauvres de la commune) est insoumis ;

« Aussi les enfants au-dessus de 12 ans, accusés d'un

délit punissable de la peine de l'emprisonnement, mais n'ayant subi auparavant aucune condamnation ;

« Les juges ou magistrats devant lesquels l'enfant est amené comme se trouvant dans l'un des cas ci-dessus, si les faits après enquête sont prouvés, et s'il paraît expédient d'user envers lui des dispositions de cet acte, peuvent ordonner qu'il soit envoyé dans une école industrielle reconnue. »

Les résultats des plus concluants de ces Ecoles industrielles, montraient clairement que la voie dans laquelle on s'était engagé, en Angleterre, était la bonne et qu'il était nécessaire d'y entrer résolument. Non pas qu'il s'agisse, bien entendu, d'introduire de toutes pièces, en France, la méthode des « Industrial schools », car elle est assurément fort loin d'être à l'abri de toute critique : un patronage efficace fait généralement défaut pour faciliter la libération des pupilles et leur rentrée dans la société, sans compter que, dans l'établissement même, la confusion d'enfants de toutes catégories, orphelins, vicieux, abandonnés, délinquants, ne saurait, et avec raison, être favorablement accueillie par les idées françaises. Mais l'idée directrice de la loi Anglaise était rationnelle, car elle reconnaissait en même temps cette vérité, devenue l'un des premiers axiomes de la science pénitentiaire, que les mineurs seuls offrent un terrain propice à une solide régénération morale.

Est-ce à dire, qu'en notre pays, on ne se soit, jusqu'alors, jamais préoccupé du sort de l'enfant maltraité ou abandonné ? En 1886, il existait en France 1.110 associations, œuvres ou établissements se consacrant à la

garde et à l'éducation des enfants autres que les enfants assistés ; l'Administration de l'Assistance publique elle-même, depuis le 1^{er} janvier 1881, étendait, à Paris, sa protection à diverses catégories d'enfants moralement abandonnés, ce qui n'empêchait pas que le grand refuge de ces enfants fut encore ou la maison d'éducation correctionnelle ou la prison. En règle générale, en effet, la charité privée, comme la bienfaisance officielle, repoussait l'enfant dès qu'il avait dépassé 12 ans et la plupart des œuvres n'acceptaient pas les enfants naturels, cette pépinière de moralement abandonnés et par conséquent de délinquants. C'est qu'il faut bien reconnaître aussi que l'initiative et le zèle des sociétés charitables rencontraient, dans cette œuvre de relèvement, une entrave qui paralysait leurs efforts et compromettait leur salubre entreprise. On obtenait assez facilement la garde des enfants qui ne constituaient alors qu'une charge dont les parents se débarrassaient volontiers ; on les élevait et lorsqu'ils devenaient une valeur, le garçon capable de gagner sa vie, la fille nubile, le père, au nom de la puissance paternelle, venait les réclamer pour les exploiter ou les livrer au vice. En vain lui opposait-on l'engagement que souvent on avait eu soin de lui faire souscrire, de laisser l'enfant jusqu'à sa majorité dans l'établissement qui l'avait recueilli, si non de rembourser les frais de son entretien et de son éducation ! Cet expédient étant absolument illégal, les sociétés charitables ne pouvaient se prévaloir d'un dessaisissement consenti en leur faveur de tout ou partie des droits de puissance paternelle : un semblable contrat est interdit par le Code. Quant à l'obli-

gation de rembourser les frais d'entretien de l'enfant, elle était assurément valable, mais le père, fut-il insolvable, avait fatalement gain de cause, la personne de l'enfant ne pouvant être conservée comme gage de la créance. Aussi, s'explique-t-on le profond découragement que ces mécomptes inspiraient à ceux qui, voulant faire le bien, constataient chaque jour l'inanité de leurs sacrifices. Un certain nombre de parents refusaient, du reste catégoriquement de se dessaisir, ne fut-ce que provisoirement, de la garde de leurs enfants qu'ils continuaient impunément à maltraiter ou à dépraver.

L'exercice de la puissance paternelle par des parents indignes était donc l'obstacle qu'il importait d'écartier. Cet obstacle ne se rencontrait d'ailleurs pas dans tous les pays ; il n'existait pas notamment en Angleterre où le droit du père à la garde, à l'éducation et à la tutelle de l'enfant, est dominé par le principe en vertu duquel, le lord Chancelier, au nom du Roi, chef de toutes les familles, a le contrôle supérieur de la puissance paternelle. A New-York, la société qui a fondé l'asile de la jeunesse (Juvenile Asylum) exige des parents une déclaration par laquelle ils reconnaissent confier leur enfant à l'asile. Par le seul fait de cette déclaration signée de leur main, le droit de garde est, en vertu de la loi, confié à l'établissement (1).

Mais, on eut, en France, pour arriver à retirer à des

1. La société de protection des enfants protestants insoumis, fondée à Paris, rue Clavel, avait essayé d'obtenir un résultat analogue en faisant contracter par les parents l'engagement de payer une indemnité au cas de retrait de l'enfant. La société put se rendre

parents indignes l'exercice abusif de la puissance paternelle, à vaincre de sérieuses résistances. Toucher, en effet, à cette puissance paternelle, c'était, disait-on, porter atteinte à la plus ancienne institution des pays civilisés et si la loi civile a bien expressément consacré les droits du père, il ne paraissait pas qu'elle eût également sanctionné ses obligations corrélatives. Au titre « de la puissance paternelle », le Code civil, dans les articles 203 et 385, impose la nourriture, l'entretien et l'éducation des enfants comme les seules charges de la paternité; il ne prévoit aucunement les conséquences de l'incapacité ou de l'inconduite du père de famille.

Le législateur, sans méconnaître évidemment les devoirs du père, avait, sans doute, jugé qu'il était inutile d'en parler, tant il allait de soi qu'ils ne fussent jamais oubliés. Il n'avait probablement en vue que les familles où l'enfant est appelé à grandir entre un père et une mère soucieux de ces devoirs. L'expérience devait donner tort à cet optimisme exagéré et montrer qu'il pouvait arriver que des parents n'usassent pas toujours de leurs droits dans l'unique intérêt de l'enfant. On dut se rendre à l'évidence et, tout d'abord, restreindre l'autorité paternelle, lorsqu'elle exigeait de l'enfant plus que ses forces ne pouvaient donner, lorsqu'elle lui imposait une profession dangereuse ou dégradante, ou bien encore, lorsque, guidée, soit par l'insouciance, soit par

compte combien cette garantie était illusoire, ces parents étant régulièrement insolubles! — Communication du Pasteur Robin à la Société des prisons. R. P. 1880, p. 862.

la cupidité, elle le condamnait à l'ignorance : tel a été le but des lois du 19 mai et du 7 décembre 1874, du 2 novembre 1892 et du 18 mars 1882. Mais il fallait aller plus loin encore et déclarer que la puissance paternelle pouvait être retirée à celui qui en abusait au point de compromettre la santé ou la moralité de ses enfants, à celui qui les pervertissait par sa conduite et ses détestables exemples ; il était nécessaire d'étendre à toutes les manifestations patentes de l'indignité des parents les dispositions de l'article 335 du Code pénal qui ne visaient qu'un cas particulier. L'article 29 du même Code frappe, il est vrai, d'interdiction tout condamné à une peine criminelle, mais cette interdiction qui n'est que transitoire, cesse lorsque la peine est subie. Quant aux articles 28 et 42, ils ne touchent pas à la puissance paternelle.

L'enfant coupable, élevé dans une maison de correction, était, en réalité, le seul qui pût être efficacement protégé contre l'abus de l'autorité paternelle ; cette anomalie devait disparaître avec la loi du 24 juillet 1889.

Mais tandis que les savants et les législateurs étudiaient la question et élaboraient des projets de lois, des institutions charitables, devançant la réforme législative, vinrent s'adapter aux nouvelles exigences du moment. C'est ainsi qu'en 1878, sur le chaleureux appel de M. Bonjean, se fonda la Société de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable ; c'est ainsi que, de son côté, l'abbé Rousselle transformait son œuvre en une école professionnelle où il initiait au travail de jeunes vagabonds recueillis dans la rue, amenés par leurs parents ou envoyés par la police ou le Procureur de la

République. Le Conseil général de la Seine, lui aussi, vota en 1880 les dépenses nécessaires à la création d'un nouveau service dont l'organisation avait été préalablement élaborée par le directeur du service des assistés, M. Brueyre, qui a été le véritable initiateur de cette grande innovation (1). Ce service était créé :

1° « Pour les enfants âgés de moins de 16 ans dont les parents auront été condamnés à des peines emportant une détention de plus de 6 mois ;

2° « Pour les enfants de moins de 16 ans, non vicieux, arrêtés pour vagabondage et mendicité ;

3° « Pour les enfants arrêtés pour diverses causes par les agents de la préfecture de police, dont la plupart sont relâchés après un court séjour au dépôt et même simplement au poste, ou remis entre les mains des parents qui les réclament et dont les autres sont déférés au parquet ;

4° « Pour les enfants moralement abandonnés qui seront signalés par les autorités municipales, maires et conseillers municipaux, comme délaissés par leurs parents ».

La mise à l'étude du service des moralement abandonnés, tout comme le premier projet qui devait amorcer la préparation de la loi du 24 juillet 1889, avaient été l'un et l'autre provoqués par une étude sur les jeunes vagabonds, que présenta à la Société des prisons, M. le pasteur Robin (2). L'idée dominante était d'organiser en France, comme on l'a fait en Angleterre et en Amérique,

1. V. article de M. Brueyre. R. P. 1880, p. 138.

2. V. R. P. 1878, p. 7.

un régime préventif pour recueillir de très bonne heure l'enfant abandonné, au lieu d'attendre qu'il soit assez corrompu pour tomber sous le coup de la loi. La Société des prisons, admettant le principe des « Industrial schools », rédigea elle-même un projet de loi d'après lequel le ministère public pouvait, si l'enfant était en état d'abandon moral, requérir que le père soit privé du droit de garde et l'enfant confié à un gardien chargé de son éducation.

Mais la même année où M. Rousselle déposait ce projet de loi sur le bureau du Sénat, le gouvernement présentait, lui aussi, le 8 décembre 1881, un projet élaboré par une commission instituée le 15 décembre 1880. Or, les vues de cette commission étaient entièrement opposées à celles de la Société des prisons. Tandis que celle-ci évitait avec le plus grand soin de toucher à la puissance paternelle, en revendiquant la simple privation du droit de garde et d'éducation, les jurisconsultes de la commission extra-parlementaire faisaient de la déchéance paternelle le pivot de leur système.

Assurément le principe de la déchéance existait à bon droit dans notre législation, mais la loi du 7 décembre 1874 l'y avait introduit à titre de répression contre les parents coupables, et non pas à titre de protection pour les enfants victimes.

D'ailleurs, la loi de 1874 enlève l'enfant à son père, mais elle n'organise aucune tutelle pour remplacer le protecteur naturel dont l'enfant va être privé (1). Quoi

1. V. *Observations de M. Bonjean sur les lacunes de la loi de 1874*, R. P. 1880, p. 133 et 569.

qu'il en soit, les jurisconsultes de la commission tinrent essentiellement au procédé de la déchéance, mais ils comblèrent les lacunes reprochées à la loi de 1874 en donnant à cette déchéance des conséquences tutélaires pour l'enfant. C'est dans cet ordre d'idées que fut votée la loi du 24 juillet 1889.

La loi du 24 juillet 1889 comprend une série de dispositions qui s'appliquent à la déchéance de la puissance paternelle et à l'organisation de la tutelle lorsque cette déchéance a été prononcée ; elle régularise ensuite la situation des mineurs recueillis, avec ou sans le concours des parents, par des particuliers ou des établissements charitables.

Les droits dont le père indigne est déchu sont énumérés dans l'art. 1^{er} ; cette énumération, toutefois, n'est pas limitative et l'on peut poser en principe que les seules obligations, entre ascendants et descendants, qui survivent à la déchéance, sont celles qui résultent des art. 205, 206 et 207 du Code civil et qui ont trait à la dette alimentaire. Il était inadmissible, en effet, qu'un enfant dans l'aisance s'autorisât de l'inconduite ou même du crime de son père, pour le laisser mourir de faim. Tout autre lien, s'il eût été maintenu, aurait permis l'intervention fâcheuse du père dans la vie nouvelle de l'enfant dont elle aurait entravé la régénération ; la déchéance « partielle » a donc été rejetée, l'enfant ne pouvant être utilement soumis à deux puissances parallèles et rivales, celle du père et celle du tuteur.

La déchéance est prononcée, non pas seulement à l'égard de l'enfant victime de l'abus d'autorité, mais à

l'égard de tous les enfants et petits-enfants nés et à naître ; elle est tantôt de droit, tantôt facultative, selon la nature des condamnations encourues ou le caractère des faits qui les ont motivées ; elle peut même être prononcée, en dehors de toute condamnation des parents, mais seulement dans deux cas : lorsque l'enfant aura été envoyé dans une maison de correction, en vertu de l'article 66 du Code pénal, et lorsque les parents, par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite « notoire et scandaleuse » ou par de mauvais traitements, compromettent soit la santé, soit la moralité de leurs enfants.

En exigeant que l'inconduite des parents soit, non seulement « notoire », mais encore « scandaleuse », le législateur indique bien la réserve qu'il désire voir apporter dans l'application de cette déchéance facultative ; il ne s'agit pas de rechercher les abus de la puissance paternelle, mais seulement de relever ceux qui éclatent au grand jour ; les cas douteux sur lesquels les opinions pourraient être partagées, doivent être laissées de côté, car de semblables recherches pourraient jeter inutilement le trouble dans les familles.

L'action en déchéance est intentée, soit par des parents, soit par le Ministère public ; mais, ainsi qu'on pouvait le prévoir, dès le début « l'indignité ou l'indifférence des père et mère n'est généralement pas un cas isolé dans les familles dont il s'agit, et, en fait, c'est sur les parquets que repose l'application de la loi de 1889 (1) ».

La procédure, les mesures provisoires relatives à la

1. *Circulaire de la Chancellerie* du 21 septembre 1889.

garde des enfants, l'attribution ou le refus à la mère de la puissance paternelle enlevée au père, puis les recours contre les décisions judiciaires, font l'objet d'un certain nombre de dispositions ; puis vient ensuite l'organisation de la « tutelle ».

Dès que la puissance paternelle disparaît, l'enfant devient « un orphelin légal », dont la tutelle doit être organisée. Cette tutelle est constituée, si faire se peut, dans les termes du droit commun, si non, elle est remise aux mains d'une administration reconnue comme une sorte de tuteur universel, aux mains de l'Assistance publique, dont la puissante organisation et l'expérience déjà longue des tutelles administratives sont autant de sérieuses garanties.

Mais, comme il s'agissait d'une œuvre charitable, il y avait lieu de faire appel à toutes les bonnes volontés et d'encourager toutes les initiatives ; aussi l'Assistance publique a-t-elle la faculté, tout en conservant la tutelle, de confier ses pupilles à d'autres établissements hospitaliers (1), voire même à des particuliers ; c'est ce qu'en langage administratif, on nomme « le placement sous réserve de tutelle ».

La loi organise enfin et facilite une tutelle officieuse qui permet à un homme bienfaisant, sans arrière-pensée d'adoption, de s'attacher à un enfant, de l'élever, de le mettre en état de gagner sa vie. On peut être admis à cette tutelle au cours de l'instance en déchéance ou lors-

1. C'est cette faculté que nous proposerons plus loin de substituer pratiquement au régime actuel de la correction paternelle.

qu'on a conservé, pendant trois ans, un enfant confié par l'Assistance publique.

La déchéance prononcée devait-elle être irrévocable ?

A n'envisager que l'intérêt de l'enfant, l'affirmative n'est pas douteuse : on assurait de la sorte au pupille une éducation stable, sans changement possible de direction ; on le maintenait à l'abri de procès irritants et l'on éloignait, en même temps, cette perspective redoutable pour le tuteur, de se voir enlever son pupille par une résurrection de la puissance paternelle.

L'opinion contraire a, cependant, prévalu, et à bon droit. Le père indigne, privé de son autorité sur ses enfants, pouvait s'amender, revenir au bien et donner, plus tard, l'exemple d'une conduite irréprochable ; il était donc juste qu'on lui tint compte de cet amendement ; aussi, le père déchu, sans antécédents judiciaires ou réhabilité, est-il autorisé à réclamer devant la justice, après un certain laps de temps, la restitution de la puissance paternelle. Cette demande, cependant, ne sera jamais formée qu'une seule fois, car la condition du mineur en tutelle ne saurait demeurer indéfiniment en suspens.

La loi du 24 juillet 1889 règle ensuite la situation de fait que nous avons déjà signalée, celle des enfants recueillis par l'Assistance publique, des sociétés de bienfaisance ou des particuliers, avec ou sans l'assentiment des parents.

L'abandon de ces enfants sera, dans un grand nombre de cas, un motif suffisant pour prononcer la déchéance paternelle ; mais, lorsque les circonstances ne comporte-

ront pas cette mesure, une décision judiciaire consacrerait, s'il y a lieu, dans l'intérêt de l'enfant, ce dessaisissement volontaire, exprès ou tacite, mettant, pour l'avenir, à l'abri des revendications des parents, ceux qui ont pris la garde de l'enfant. Les parents seront bien admis à réclamer, dans la suite, leur autorité première, mais il appartiendra aux tribunaux de décider si leur réclamation doit être accueillie.

C'est à l'Etat, représenté par l'Assistance publique, que sont dévolus les droits qui découlent de la puissance paternelle ; l'exercice seul de ces droits est conféré aux sociétés de bienfaisance et aux particuliers gardiens de l'enfant ; il s'ensuit que l'Assistance publique peut toujours demander à l'autorité judiciaire que son pupille lui soit rendu.

Cette loi, dont nous nous sommes borné à décrire les principales dispositions, est le véritable couronnement de l'œuvre humanitaire et sociale de la protection de l'enfance. L'importance des services qu'on doit en attendre ressort de cette constatation, que l'administration de l'Assistance publique de la Seine parvient à sauver près des trois-quarts environ des enfants moralement abandonnés qu'elle recueille depuis vingt ans, et à les transformer, de jeunes insoumis qu'ils étaient, en bons ouvriers et en honnêtes citoyens.

Est-ce à dire qu'elle est à l'abri de toute critique ? Assurément non. D'une part, le juge ne peut pas atteindre, à cause de la rigueur de la loi, les enfants abandonnés dont la situation n'a pas été prévue par le texte : ce sont les enfants légitimes dont les parents sont morts

ou disparus, les enfants naturels non reconnus, c'est-à-dire les trois quarts des enfants naturels. Pour eux, pas de protection possible puisque pas d'autorité paternelle dont on puisse prononcer la déchéance ; or, n'est-ce pas parmi ces enfants sans parents que l'on rencontre le plus de moralement abandonnés ? D'autre part, la peine de la déchéance n'est pas susceptible de division et il faut que le juge disloque entièrement la famille pour atteindre un seul enfant, procédé trop brutal qui répugne aux magistrats.

Reste aussi la question de l'éducation de ceux de ces orphelins légaux que l'Assistance publique n'aura pas ou n'aura pas cru devoir confier soit à des particuliers, soit à des établissements charitables. Il faut bien, en effet, reconnaître que la classe des enfants moralement abandonnés comprendra bon nombre d'enfants démoralisés, qui auront déjà contracté des habitudes d'oisiveté et de vagabondage, des natures rebelles à la discipline, accusant déjà des penchants vicieux.

A l'égard de ceux-là, nous verrons si le système du placement individuel qui, dans des conditions données, est si fécond en bons résultats, pourrait présenter les garanties désirables.

Le relèvement moral de ces enfants commande une surveillance de tous les instants et une discipline réelle, qu'on ne saurait trouver que dans l'école professionnelle ou la colonie agricole et, pour émettre dès à présent notre opinion personnelle, c'est au régime du « plein air », à la colonie agricole, à l'Ecole de Réforme dont nous allons faire sentir la nécessité pour les enfants de

la correction paternelle, que nous donnerions la préférence pour les moralement abandonnés vicieux. Voici donc déjà une première catégorie d'enfants auxquels il faut un long régime d'éducation ; notons-le en passant car nous retrouverons la question dans notre II^e Partie.

Mais, si la loi de 1889 constituait déjà un grand progrès au point de vue de la protection de l'enfant, il restait encore, vis-à-vis des parents, une lacune grave que la loi de 1898, dont nous allons maintenant aborder l'étude, est venue combler.

§ 2. — *Loi du 19 Avril 1898*

La loi du 24 juillet 1889 qui comprend une série de dispositions relatives à la déchéance de la puissance paternelle et à l'organisation de la tutelle qui la remplace, permettait au juge de prononcer cette déchéance, en dehors de toute condamnation des parents, lorsque, entre autres cas, ceux-ci, par de mauvais traitements, compromettaient la santé ou la moralité de l'enfant.

Mais cette loi ne semble pas avoir donné jusqu'à ce jour, tous les bons résultats que ses auteurs en attendaient et son application, il faut bien le reconnaître, a rencontré de nombreuses résistances de la part des tribunaux, en ce qui concerne, bien entendu, la déchéance facultative. En effet, les juges reculent souvent devant l'application d'un texte trop rigoureux qui les oblige à retirer tous les droits de puissance paternelle, non seulement à l'égard de l'enfant victime, mais de tous ses

frères et sœurs. Si l'on ajoute à cette considération, celles résultant de la lenteur de la procédure et de la difficulté pour le Ministère public de connaître les faits qui pourraient motiver son intervention et de rapporter des preuves indiscutables des mauvais traitements exercés, on comprendra qu'il était déjà nécessaire de modifier la loi de 1889, en ne lui laissant pas des conséquences obligatoires aussi absolues que celles qui y sont inscrites.

Une lacune grave existait d'ailleurs dans les dispositions législatives qui nous occupent.

Aucun texte spécial n'édicte une répression sévère contre les parents dénaturés qui exerçaient des mauvais traitements sur la personne de leurs enfants, alors que l'article 312 du Code pénal sévissait rigoureusement contre ceux qui avaient porté des coups à leurs ascendants légitimes, à leurs père et mère légitimes, adoptifs ou simplement naturels.

Nous nous étions, ici encore, laissés distancer dans cette voie par les législations étrangères qui, presque toutes, établissent une échelle graduée de peines, suivant la gravité des mauvais traitements infligés aux enfants, et suivant la qualité des coupables chargés ou non de leur garde, soit en droit, soit en fait.

L'opinion publique s'était émue, à différentes reprises, au récit des cruautés infligées à ces petits êtres, cruautés quelquefois poussées jusqu'à la barbarie. Les tribunaux, mal armés par la loi pénale, ne prononçaient contre les coupables que des peines qui ne paraissaient pas proportionnées aux sévices commis. Chacun sentait la nécessité d'une réforme en cette matière sans se déci-

der à en prendre l'initiative et comprenait qu'il fallait chercher, dans une aggravation des pénalités, un moyen de répression plus énergique et plus efficace, quand l'affaire Grégoire vint démontrer, une fois de plus, au commencement de l'année 1897, l'urgence des mesures à prendre.

Est-il nécessaire de rappeler cette lamentable histoire d'un enfant privé de nourriture, couché dans une caisse à charbon, le corps couvert de plaies, les mains carbonisées par les brûlures du poêle, martyrisé par une concubine et un père, et finalement abandonné la nuit, dans une allée obscure de la rue Vaneau, à Paris, pour y mourir de faim, de froid ou de maladie ?

Ce fut un cri d'indignation générale, et, c'est pour obéir au sentiment public que plusieurs députés s'empressèrent de déposer des propositions de loi tendant à aggraver les pénalités relatives aux coups portés aux enfants, à leur exposition et à leur délaissement (1).

Il était en effet inexplicable de ne pas les voir protégés plus efficacement, au point de vue des voies de fait, que les adultes et ceux en état de se défendre eux-mêmes, avec d'autant plus de raison qu'il ne fallait guère

1. Proposition de M. Henry Cochin, présentée le 16 janvier 1897, tendant à la répression des violences et voies de fait envers les enfants. *Journal officiel* du 15 mars 1897, annexe 2.192, p. 9.

— Proposition de M. Odilon Barrot, présentée le 16 janvier 1897, tendant à compléter l'article 352 du Code Pénal, *Journal officiel* du 26 mars 1897, annexe 2.216, p. 17.

— Proposition de M. Julien Goujon, déposée le 16 janvier 1897, tendant à réprimer les actes de cruauté commis envers les enfants. *Journal officiel* du 26 mars 1897, Annexe 2.210, p. 132.

songer à l'application des articles 309 et 310 du Code pénal, prévoyant certaines aggravations résultant d'une incapacité de travail ou d'une maladie de plus de vingt jours, de la préméditation, du guet-apens.

Sauf les cas de mutilation, d'amputation, de privation de l'usage d'un membre ou de perte d'un œil et enfin de mort, l'art. 311 du Code pénal trouvait seul son application.

Ainsi il était permis de frapper un enfant, de le martyriser, de couvrir son petit corps de plaies, d'appliquer ses mains sur un poêle rouge. Comme il ne pouvait y avoir d'incapacité de travail personnel pour lui et qu'il n'en résultait le plus souvent aucune maladie bien définie, en l'absence d'une infirmité permanente, son bourreau risquait tout au plus deux ans de prison.

Telle fut, en effet, la peine appliquée aux époux Borlet, ou tout au moins à la mère (le père ayant bénéficié de l'indulgence des juges) (1); et, cependant, ils frappaient leur petite fille avec une cruauté inouïe, lui mouillaient notamment les organes génitaux avec de l'eau sédative pure, lui appliquaient sur les cuisses et introduisaient dans ses parties sexuelles des pincettes rougies au feu ! Mais ces traitements barbares n'avaient pas déterminé l'incapacité de travail exigée par la loi pour aggraver la peine.

Il ne faut pas non plus perdre de vue le caractère particulier des attentats de ce genre, souvent couverts pendant de longs mois par le mystère impénétrable du

1. Arrêt de la Cour d'appel de Paris du 8 janvier 1892.

domicile privé, sans parler de l'inertie, du silence calculé, et de l'indifférence des voisins, habituellement très au courant des sévices commis, mais peu soucieux d'être mêlés, par une dénonciation, à une affaire judiciaire, pour si intéressante que puisse être la situation d'un enfant sans défense, par suite de son état de jeunesse, de faiblesse, de maladie ou de débilité.

« Maltraiter un enfant, dit M. Henry Cochin dans l'exposé des motifs de sa proposition, le faire souffrir, le torturer systématiquement, est une des actions les plus lâches et les plus honteuses qui soient, une de celles qui répugnent le plus à la nature humaine. Et cependant cette infâmie se renouvelle sans cesse. Chaque jour presque découvre une nouvelle victime, un nouveau martyr.... Ce qui est affreux, c'est de penser que les cas révélés l'ont été par un hasard, une indiscretion, une dénonciation anonyme... — Combien y a-t-il de malheureux enfants qui souffrent en silence, affolés de terreur et d'horreur, victimes de brutes alcooliques, de monstres cruels et inexorables? C'est dans l'intérieur du domicile privé que la férocité se donne cours, protégée par la loi qui rend les foyers domestiques inviolables et sacrés. Là même où l'enfant devrait trouver un refuge contre tous les dangers de la vie, c'est là même que le guette le plus odieux des dangers, le plus inévitable et le plus secret. »

Enfin, l'honorable sénateur, M. Bérenger, dans son rapport au Sénat disait (1) : « Un enfant en bas âge

1. V. *Journal officiel* du 10 juin 1898, Annexe 69, p. 101.

peut être victime, sans motifs, des plus lâches brutalités. Il peut-être de la part de ceux même dont le soin de sa vie et le souci de son existence sont le devoir le plus strict, l'objet d'un long martyre, de cruautés répétées, de sévices calculés peut-être pour compromettre sa vie, sans que ces actes révoltants soient menacés d'une peine plus grave que le fait de la simple violence commise par une personne quelconque contre un majeur en état de se défendre ».

Telle a été la genèse de la loi du 19 avril 1898 qui, imposée par les circonstances, constitue une amélioration manifeste sur l'état antérieur de la législation, parce qu'elle proportionne la peine au délit, en tenant compte de la qualité des coupables, et de toutes les circonstances qui l'ont accompagné.

Elle crée tout d'abord une répression pénale contre quiconque a volontairement blessé un enfant de moins de quinze ans, lui a porté des coups et l'a privé des aliments et des soins nécessaires au point de compromettre sa santé, avec des aggravations résultant tant de la gravité et des conséquences des blessures, que de la situation des délinquants vis-à-vis des victimes, et à l'égard desquels la peine est augmentée d'un degré, si ce sont les père et mère, légitimes, naturels, adoptifs, ou autres ascendants légitimes, ou même toutes autres personnes ayant autorité sur l'enfant ou en ayant la garde.

Ce nouveau texte contient trois innovations : il réprime d'abord les coups portés aux enfants de moins de quinze ans ; il punit, ce qui n'existait pas sous l'ancienne législation, et ce que n'admettait pas la jurisprudence, à part

un arrêt de la Cour de Nîmes, du 11 janvier 1879, la privation volontaire des aliments ou des soins; et enfin, il assimile à l'assassinat ou à la tentative d'assassinat les sévices habituellement pratiqués avec l'intention de provoquer la mort.

On comprend aisément l'importance de ces deux derniers points, car combien de parents barbares privent leurs enfants de nourriture, dans l'espoir, non pas de les châtier, mais de compromettre irrémédiablement leur santé, et se livrent sur leurs personnes à des mauvais traitements avec la secrète espérance de déterminer la mort dans un délai plus ou moins rapproché!

Toutefois, en garantissant l'enfant jusqu'à l'âge relativement avancé de quinze ans contre les violences présentant un caractère de cruauté et de brutalité manifeste, empressons-nous d'ajouter que la loi n'a pas voulu atteindre de simples vivacités, des emportements passagers, des corrections quelquefois intempestives de la part des ascendants; en d'autres termes, elle a sauvegardé l'exercice du droit de correction qui découle de l'investiture, soit de la puissance paternelle, soit de la tutelle.

C'était donc là un grand pas fait par le législateur; mais puisque nous sommes entrés, au sujet des châtiments corporels infligés par le père, dans l'étude de la loi de 1898, il nous faut mentionner un second progrès accompli par cette loi. Prévenir les abus des mauvais traitements était beaucoup, mais il fallait aussi réprimer plus efficacement l'abandon dont sont victimes les enfants, de la part de parents poussés par la misère ou par tout autre motif. Sous l'empire du Code pénal de 1810, qui exigeait à la fois,

pour constituer le délit, et l'exposition et le délaissement, il était permis d'exposer son enfant dans un endroit désert, pourvu que l'on eût la patience d'attendre, en se dissimulant, qu'il fût recueilli par une âme charitable ; ou bien encore, on pouvait le confier à un tiers et disparaître ensuite, pour échapper à toute répression (1). De plus, la loi ne protégeait que l'enfant âgé de moins de sept ans, comme si, à partir de cet âge, il était toujours capable de se faire comprendre, de donner les renseignements nécessaires pour retrouver sa famille, de résister physiquement aux conséquences d'une exposition ou d'un délaissement plus ou moins prolongé.

Avec la loi de 1898, tout enfant, quel que soit son âge (2), lorsqu'il ne peut se défendre lui-même, à raison de son état physique ou mental, est protégé, soit contre l'exposition, soit contre le délaissement, sans qu'il soit nécessaire que les deux circonstances soient réunies, et la peine est aggravée d'un degré contre tous ceux qui exercent la puissance paternelle, soit en droit, soit en fait, et suivant les conséquences entraînées par le délit commis.

Une autre question devait préoccuper le législateur, celle de la garde des enfants pendant la détention de leurs parents, en attendant le jugement à intervenir.

1. V. sur l'étrangeté de ces distinctions consacrées par la jurisprudence : Rapport de M. de Folleville de Bimorel à la Chambre des députés. *Journal officiel* du 27 juillet 1897, documents parlementaires, annexe 237.

2. V. sur la discussion soulevée au Sénat au sujet de l'absence de la fixation d'une limite d'âge, et notamment la critique de M. Monsservins : Séance du Sénat du 11 mars 1898 ; *Journal officiel* du 12 mars, p. 286.

C'est dans cet esprit qu'une proposition fut déposée par M. Odilon Barrot (1). Le texte modifié devint l'article 4 de notre loi, qui donne au juge d'instruction, en tout état de cause, le ministère public entendu, le droit de confier provisoirement la garde de l'enfant à un parent, à une personne ou à une institution charitable, ou enfin à l'Assistance publique, avec réserve pour la juridiction saisie de l'affaire, de statuer définitivement sur ce point particulier.

C'est là une innovation importante de la loi de 1898, innovation qui bat en brèche le droit, presque intangible jusqu'alors, de la puissance paternelle, malgré les prescriptions de la loi du 7 décembre 1874, restées lettre morte, à défaut d'indication de la procédure à suivre, et malgré celles de la loi du 24 juillet 1889, qui, comme nous l'avons dit, ne reçoit qu'une application fort restreinte, en raison de la répugnance des tribunaux à dépouiller le père de famille de ses droits sur tous ses enfants, à la suite d'une enquête qui laisse souvent des doutes dans l'esprit des magistrats.

Les articles 4 et 5 de la nouvelle loi donnent satisfaction à ceux qui s'occupent de la protection de l'enfance, et qui demandaient depuis longtemps que, dans tous les cas où la loi de 1889 autorisait la justice à prononcer facultativement la déchéance de la puissance paternelle, les juges aient, en outre, suivant les circonstances, le pouvoir de se borner à enlever aux parents le droit de garde ; ils répondent aux vœux de ceux qui pensent qu'il

1. *Journal officiel* du 11 mai 1898, annexe 2.298.

ne faut toucher à l'autorité paternelle que dans la mesure strictement nécessaire.

Il n'était question dans le texte adopté par la Chambre que des crimes ou délits commis sur des enfants et, lors de la discussion au Sénat, M. Béranger, tout en approuvant cette disposition, proposa de l'étendre à tous les crimes ou délits commis par des enfants. C'était à la fois logique et rationnel ; et l'extension fut adoptée sans difficulté.

Sous l'empire de la législation antérieure, les tribunaux * qui avaient à se prononcer sur le sort d'un mineur de 16 ans, se trouvaient dans l'alternative, soit de le condamner, soit de l'acquitter comme ayant agi sans discernement en le rendant à ses parents ou en l'envoyant dans une maison de correction, sans avoir le droit d'indiquer l'établissement ou de confier l'enfant à une société charitable (1). Désormais, le juge d'instruction pouvant, suivant les circonstances, ajourner sans inconvénient le règlement de l'affaire, aura la faculté, par une mise en observation plus ou moins prolongée, de se rendre compte du degré d'amendement dont l'enfant est susceptible, et de l'avantage qu'il peut trouver dans la remise à une société de patronage, à une personne charitable, ou à l'Assistance publique, plutôt que d'être enfermé (2).

1. Arrêt de la Cour de cassation du 20 juillet 1873.

2. L'expérience d'un pouvoir semblable à celui donné par la loi du 19 avril 1898 est déjà faite depuis plusieurs années, et la loi n'a fait qu'étendre à toute la France une mesure pratiquée à Paris depuis l'ouverture en 1891 de l'asile temporaire de la rue Denfert-Rochereau qui dépend de l'assistance publique, et qui reçoit les enfants mis en observation par les juges d'instruction.

Car il ne faudrait pas tomber dans un excès contraire et vider les maisons de correction en encombrant les sociétés charitables. Ce serait un mauvais service à rendre aux enfants susceptibles de revenir au bien, que de les mêler à ceux dont la nature est déjà trop viciée. La sélection doit être faite et elle est la condition indispensable du bon fonctionnement de la loi.

On s'est ému dans certains milieux du pouvoir donné au magistrat instructeur en le qualifiant d'exorbitant. Sans doute ce pouvoir est considérable, mais est-il aussi redoutable que l'on veut bien le dire ? En lui attribuant ce nouveau droit, la loi l'a entouré d'un contrôle sérieux, contrôle du ministère public, contrôle des parents jusqu'au cinquième degré, contrôle du tuteur et du subrogé-tuteur, qui peuvent former opposition à l'ordonnance de remise, devant le tribunal réuni en chambre du conseil, lequel a finalement, en vertu de l'article 5, le dernier mot et peut maintenir ou réformer les mesures prises.

Et puis n'est-il pas évident que les juges d'instruction, ayant conscience de la responsabilité que fait peser sur eux l'exercice de cette nouvelle attribution, en useront, non pas pour soustraire des enfants pervertis et corrompus à la détention préventive, mais pour éviter à ceux plus malheureux que coupables une flétrissure aussi inutile que nuisible, et pour les remettre au plus tôt à des mains connues d'eux, expérimentées et capables de les ramener dans la bonne voie.

La loi de 1898 ouvre un champ d'action des plus vastes à toutes les sociétés charitables qui ont pour but de moraliser, d'amender les enfants, de les protéger et

d'en faire de bons citoyens, au lieu de les laisser se perdre par les mauvaises fréquentations. Nous avons vu qu'avant sa promulgation, leur rôle était souvent ingrat et que l'exercice de la puissance paternelle par des parents indignes était l'obstacle qu'il importait d'écarter. La loi de 1889 eut pour but de remédier à cette situation, mais elle ne recevait pas toute l'application désirable et elle ne donnait aucun droit légal aux sociétés de patronage déléguées seulement par l'Assistance publique dans l'exercice du droit de garde. A l'heure actuelle, elles n'ont plus besoin de cet intermédiaire et le législateur leur donne même un droit de préférence sur l'Assistance publique. C'est là rendre un hommage au dévouement et à l'expérience de tous ces philanthropes grâce aux efforts desquels est intervenue la solution qu'ils préconisaient depuis tant d'années. « Le droit de garde, disait M. Félix Voisin, dans son rapport au Congrès pénitentiaire international de 1895, confié à des mains sûres, sera une barrière des plus utiles, des plus morales et des plus nécessaires. En laissant aux magistrats le choix des mesures à prendre en faveur des enfants, on fera œuvre utile, car on pourrait craindre que l'application de la loi du 24 juillet 1889 n'eût à souffrir de la rigueur du principe adopté ».

Il est cependant un point sur lequel le Sénat leur a refusé satisfaction en ne votant pas la proposition de sa Commission : nous faisons allusion au droit des particuliers de citer directement en police correctionnelle les auteurs de violences envers les enfants (1). Les auteurs

1. Proposition de MM. Strauss et Roussel.

du projet avaient cependant, au cours de la discussion, consenti d'importantes concessions. Refusant le droit de poursuite à un simple particulier, ils ne l'accordaient qu'aux sociétés reconnues d'utilité publique, sur l'avis du tribunal de première instance ; les membres de cette société ne pouvaient même pas agir individuellement, mais seulement par l'organe d'un des leurs, désigné par le garde des sceaux. Les défenseurs de la proposition, s'appuyant sur ce fait que tout citoyen, même l'homme le moins recommandable, a le droit de citer devant la juridiction correctionnelle les personnes les plus honorables, et cela sur une accusation que nul n'a le droit de vérifier, demandaient à ce que l'intérêt général fût sauvegardé aussi efficacement que l'intérêt privé, par des associations offrant toutes les garanties désirables. Citant l'exemple de l'Angleterre et des Etats-Unis où le droit de citation est exercé par les associations, il ne s'agissait, disaient-ils, que de fortifier l'action répressive, grâce à un concours offrant toutes garanties d'impartialité, d'honorabilité, et il n'était pas douteux que dans ces conditions on atteindrait plus facilement les parents coupables, en raison de la préoccupation exclusive d'imprimer à la justice une action plus décisive et plus éclairée (1).

Sans entrer dans la discussion du droit de citation directe des associations, il nous semble que le refus du Sénat de sanctionner ce droit est parfaitement rationnel. On aban-

1. V. Séance du Sénat du 21 mars 1899. *Journal officiel* du 22 mars p. 361, et notamment la vive opposition de M. Béranger.

donnerait ainsi, en effet, aux sociétés une parcelle de l'exercice de la puissance publique, et l'on créerait à côté du Parquet, un autre ministère public qui ne pourrait faire que double emploi avec le premier, et dans des conditions de nature à inspirer la défiance. Il aurait pu arriver que la société obéît à d'autres préoccupations que celle d'une juste répression, usât de ses pouvoirs pour pénétrer dans les foyers et procédât, par excès d'ardeur ou de zèle, à une certaine inquisition dans les familles. Et puis, comme l'a dit M. Greffier : « la dénonciation répugne au cœur français et il ne faut pas faire violence à ce beau côté de notre caractère ». Qu'on n'invoque pas non plus l'exemple de l'Angleterre et des Etats-Unis, pays où les associations sont libres, où elles ont d'autres moyens d'action que les nôtres, des pouvoirs plus étendus, des agents reconnus comme officiers de police judiciaire, procédant à des informations et même à des arrestations (1).

En résumé, et comme conclusion de ce chapitre, le père peut infliger à son enfant des punitions et châti-ments corporels, légitimes et salutaires suivant le caractère et le tempérament de l'enfant. Guidé par son affection qui l'en fait le meilleur juge, son autorité vient se heurter, lorsqu'elle fait défaut, aux prescriptions des lois du 24 juillet 1889 et du 19 avril 1898, qui constituent un réel progrès en permettant d'atteindre plus efficacement et plus sévèrement le père qui exerce des mauvais

1. Rapport de M. Paul Nourrisson à la Société générale des Prisons. séance du 18 mars 1896.

traitements sur son enfant et en assurant sa garde toutes les fois qu'il est victime ou coupable. Mais, comme nous le verrons, elles ne ferment pas définitivement la porte des réformes en la matière délicate qui nous occupe et elles ne constituent qu'une nouvelle étape dans la voie de la préservation.

Abordons maintenant l'étude du second moyen de répression que nous avons signalé, celui-là régi par le Code civil : l'emprisonnement par voie de correction paternelle.

CHAPITRE II

L'EMPRISONNEMENT PAR VOIE DE CORRECTION PATERNELLE

Le système du Code civil, contenu dans les articles 375 à 383, peut se résumer dans ses grandes lignes ainsi qu'il suit :

Le père ou celui qui est revêtu de la puissance paternelle peut obtenir du président du tribunal la détention de son enfant pour un mois si celui-ci a moins de seize ans, pour six mois, lorsqu'il a dépassé cet âge.

L'action s'exerce de diverses manières, tantôt par voie d'autorité, et alors le magistrat n'intervient que pour légaliser la volonté du père, tantôt par voie de réquisition, et alors le magistrat est constitué juge des motifs de la correction. D'ailleurs, le droit n'est pas régi entièrement par les mêmes règles, lorsqu'il est exercé par le père ou la mère : le père peut agir par voie d'autorité lorsque son enfant a moins de seize ans ; il doit agir par voie de réquisition, s'il est remarié, si l'enfant a plus de seize ans ou même lorsqu'au-dessous de cet âge, celui-ci a des biens ou exerce un état ; la mère survivante ne peut faire détenir son enfant qu'avec le concours des deux plus

proches parents paternels et par voie de réquisition ; si elle est remariée, elle n'a plus aucun droit de correction, à moins qu'elle ne soit tutrice (Art. 468 du Code civil). Contre l'ordonnance de détention, l'enfant a une voie de recours : il peut adresser un mémoire au Procureur Général qui provoquera, s'il y a lieu, de la part du président de la Cour d'appel, une révocation ou modification de l'ordonnance.

Enfin, la loi, dans l'intérêt de l'enfant, ne veut ni écritures, ni formalités judiciaires, si ce n'est l'ordre d'arrestation, et le père peut toujours abréger la durée de la détention, même en réclamer une nouvelle, si l'enfant tombe dans de nouveaux écarts après sa sortie.

Le régime d'éducation auquel est astreint le mineur interné est déterminé par la loi du 5 août 1850 : c'est le régime de la séparation individuelle, en d'autres termes, de la cellule. Des circulaires ministérielles et le règlement général du 10 avril 1869, encore en vigueur, bien que quelques articles en soient tombés en désuétude, pourvoient aux détails d'exécution de la loi. Mais ils sont essentiellement modifiables dans leur teneur par d'autres décisions ministérielles postérieures, à la seule condition de ne pas déroger à la loi de 1850.

Afin d'apporter plus de netteté à l'étude et à la critique de la détention par voie de correction paternelle, nous diviserons ce chapitre en trois paragraphes.

Dans le premier, sous le titre « de l'ordonnance d'envoi en correction », nous examinerons toutes les phases antérieures à la mise en détention ; un second paragraphe sera consacré à l'étude pratique de la détention effective de l'en-

fant; enfin, indépendamment des critiques que nous aurons soulevées au cours des deux précédents paragraphes, nous en consacrerons un troisième à celle du mode d'éducation qui résulte de l'emploi du régime cellulaire.

§ 1. — *L'ordonnance d'envoi en correction.*

A quelles personnes appartient le droit de correction et comment peut-il être exercé ?

« *Le père.... aura les moyens de correction suivants....* » (Art. 375).

« *Si le père est remarié, il sera tenu, pour faire détenir son enfant du premier lit, lors même qu'il serait âgé de moins de 16 ans.... de se conformer à l'art. 377* » (Art. 380).

« *La mère survivante et non remariée ne pourra faire détenir un enfant qu'avec le concours des deux plus proches parents paternels, et par voie de réquisition, conformément à l'art. 377* » (Art. 381).

« Les art. 376, 377, 378 et 379, seront communs *aux pères et mères des enfants naturels légalement reconnus* » (Art. 383).

« *Le tuteur qui aura des sujets de mécontentement graves sur la conduite du mineur pourra porter ses plaintes à un conseil de famille, et, s'il y est autorisé par ce conseil, provoquer la réclusion du mineur.....* » (Art. 468).

Telles sont, quant aux personnes, celles à qui appartient, d'après le Code civil, le droit de correction et, quant à l'exercice de ce droit pour les familles désorganisées, les formalités que la loi impose dans l'intérêt du mineur.

Dans son rapport présenté au Comité de Défense des Enfants traduits en justice (janvier 1899), M. Berthélémy a fait ressortir la première lacune que présentent les dispositions du Code et la conséquence nécessaire, pour suppléer au silence du législateur dans un certain nombre de cas, et les plus fréquents, de légiférer à sa place (1). Nous ne reviendrons donc pas sur cette critique, trop magistralement exposée par le rapporteur. Constatons, une fois de plus, que « ces lacunes sont graves, parce que les situations anormales auxquelles on n'a pas songé sont celles où le droit de correction peut être le plus utilisable ; elles sont graves aussi et surtout parce que, pour les combler, le magistrat n'a pas d'analogies qui l'éclairent et ne peut s'attacher qu'à des principes fuyants et d'ailleurs contestables ».

Prenant donc comme exemple, dans le cours de nos

1. Voici, à titres d'exemples, quelques cas prévus par M. Berthélémy :

1^o Lacunes relatives aux personnes : Accordera-t-on le droit de correction au père divorcé qui n'a pas la garde de l'enfant ? à la mère gardienne en cas de divorce ou de séparation de corps ? à la mère survivante qui n'est pas tutrice ? à la mère d'un enfant naturel reconnu quand le père l'a aussi reconnu mais ne l'élève pas.

2^o Lacunes relatives aux conditions d'exercice : La mère survivante et non remariée doit, par exemple, pour exercer le droit de correction, obtenir le concours des plus proches parents paternels de l'enfant. Or, cette condition ne pouvant être imposée à l'exercice de ce même droit par la mère naturelle, il en résulte que celle-ci va avoir des droits plus étendus que la mère légitime. Ou bien : la mère survivante ayant la garde de l'enfant n'est-elle pas tutrice ? Le concours des deux plus proches parents paternels va lui suffire. Au contraire, cette mère a-t-elle la tutelle de son enfant ? Elle devra se faire autoriser par le conseil de famille. (art. 468, C. Civ.) — Rapport de M. Berthélémy au Comité de Défense. Janvier 1899.

explications et pour en faciliter l'étude, un père légitime dans une famille normale, recherchons quels sont ses pouvoirs sur l'enfant quant à l'exercice de son droit.

« Le père, dit l'art. 375, qui aura des sujets de mécontentement *très graves* sur la conduite d'un enfant... »

Et d'abord, comment doit-on apprécier la gravité des motifs ?

M. Albanel, juge d'instruction au tribunal de la Seine, a démontré au congrès des Sociétés Savantes de 1898 par des chiffres extraits des dossiers du parquet que les cas où la meilleure volonté de la famille ne peut plus rien sur le moral de l'enfant sont loin d'être exceptionnels (1), et tout en tenant compte de ces hypothèses, que nous examinerons, où les parents sont réellement coupables et ne cherchent qu'à se débarrasser de leur enfant, on peut affirmer que la plupart d'entre ceux-ci ne tombent dans le vice que malgré leurs parents.

L'indiscipline, la paresse, l'immoralité, tels sont les motifs que viennent alléguer devant le président du tri-

1. Sur une base d'étude de 60 familles ayant 238 enfants sur lesquels 60 avaient été arrêtés pour un premier délit dénotant une démoralisation complète, M. Albanel constate, ce qu'il appelle « les Archives morales, familiales et sociales de l'enfant », que sur les 178 frères et sœurs restant, 9 seulement avaient été condamnés ; on trouve également sur ces 178 enfants, 9 qui vivaient en concubinage (peut-être les mêmes ayant déjà été condamnés). En tout cas, en les défalquant eux aussi, on trouve encore 160 sujets indemnes. Ces chiffres prouvent donc que, dans ces familles d'où sont sortis de mauvais sujets, les 2/3 des enfants ont été suffisamment bien élevés ; on peut en induire que les parents étaient, en majorité, de bons parents, qui auraient pu mener à bien l'éducation de leur enfant, s'ils ne se fussent heurtés à son tempérament vicieux.

bunal des pères impuissants à maintenir leurs enfants. Combien en avons-nous vu, par nous-même, dans le cabinet d'un de nos magistrats, de ces parents d'une moralité irréprochable, venant à la suite d'un fait particulièrement grave, avouer leur impuissance, leur découragement vis-à-vis de bambins de dix ans et requérir, les larmes dans les yeux, leur envoi pour quelques jours à l'Assistance publique ! Et, il faut bien le dire, on retrouve parmi les enfants soumis à la correction paternelle les mêmes types que parmi ceux dont les articles 66 et suivants du Code pénal règlent la situation. On y rencontre des intelligences à imagination vive, avides de tout connaître, révoltées contre toute discipline et dont le caractère « dépend surtout de leur tempérament à prédominance nerveuse » : elles fournissent le plus souvent la classe des délinquants d'aventure. On y voit également des perversis, des apathiques, des instinctifs à appétits égoïstes (1), fuyant la famille et sans attachement pour personne, ayant l'horreur du travail et indifférents pour le mal comme pour le bien : délinquants d'occasion, au début, ils arrivent vite à la perversion des délinquants d'habitude. On y trouve encore des dégénérés, descendants d'alcooliques ou marqués d'une autre tare héréditaire, abandonnés par les familles pour lesquelles ils sont une charge et incorrigibles par l'imperfection même de leur organisme cérébral : ce sont des impulsifs redoutables et dangereux auxquels l'hôpital conviendrait mieux que la prison.

1. L'enfant pervers n'est pas pour cela un malade. V. note médicale. R. P. 92, p. 143.

Et pour tous ces degrés dans la perversion, une vigilance constante parviendrait à préserver les enfants, non seulement contre toutes les tentations extérieures, mais contre leurs propres instincts. Malheureusement les parents, absorbés par les difficultés de la vie matérielle, sont trop souvent impuissants à remplir par eux-mêmes leur rôle d'éducateur. Dans la classe ouvrière notamment où se recrute la majeure partie des jeunes délinquants, le père de famille va le matin à son travail et ne rentre que dans la soirée, la mère est retenue chez elle par les soins du ménage, par des occupations sédentaires, ou bien se rend elle aussi à l'atelier. Et l'enfant est livré à lui-même ou confié à des mains inhabiles, déserte l'école ou l'apprentissage et ce n'est que lorsqu'il est complètement contaminé, que le père recherche le remède extrême qui demeurera le plus souvent inefficace.

L'incapacité de la famille, c'est là, en réalité, le « motif grave » qui se cache la plupart du temps sous la demande d'envoi en correction ; incapacité le plus souvent involontaire et malheureuse, mais parfois aussi, incapacité coupable, car si le caractère et le tempérament de l'enfant sont souvent les seuls responsables, il faut bien aussi imputer parfois le mal à la spéculation et à la débauche de parents dénaturés. On voit dans les grandes villes des enfants dressés par leur père, leur mère, à la mendicité, au vol, et même à la prostitution, des enfants qui reçoivent l'éducation constituant pour d'autres les « motifs graves » de la répression. Et lorsque ces enfants, suivant eux-mêmes les exemples de paresse et de débauche qu'ils ont sous les yeux, se refu-

sent à rapporter à leur famille le prix de leur spéculation, ne voit-on pas les pères invoquer comme motifs d'une demande d'envoi en correction, les vices même qu'ils ont développés chez eux. Nous voici donc amenés à parler, à côté des demandes légitimes, des « motifs graves » qui, trop souvent, ne résident que dans le désir du père de se débarrasser de son enfant.

La législation sur la correction paternelle est, il faut en convenir, essentiellement théorique. Elle a pris, comme l'a dit M. Brueyre « un enfant théorique dans une famille théorique », sans tenir compte des abus auxquels elle pouvait donner lieu. Or, est-ce bien, en réalité, ce père de famille idéal qu'elle a placé devant nous, et dont elle a consacré l'autorité, qui se sert le plus souvent du droit de détention. N'est-ce pas aussi un certain père très différent de celui que la loi a envisagé ?

A Paris, qui fournit à lui seul les $\frac{2}{3}$ des ordonnances de correction rendues par toute la France, il y a eu, en 1894 (1), 8 0/0 de demandes dont les motifs étaient notoirement insuffisants ; 4 0/0 dont les requérants ont refusé de venir donner des renseignements verbaux, attitude suspecte qui les place dans une situation intermédiaire entre celle qui précède et celle des requêtes qui ont amené des poursuites en déchéance de la puissance paternelle, lesquelles ont atteint la proportion de 3 0/0. Si l'on ajoute encore les quelques demandes qui ont abouti au placement de l'enfant dans des asiles d'aliénés

1. Ces chiffres sont les plus récents qui aient paru sur cette question : V. Enfants révoltés et parents coupables. p. 337 et 387.

ou autres, on atteint la proportion de 16 demandes pour cent qui eussent abouti, sans la bienfaisante enquête pratiquée par le tribunal de la Seine et sur laquelle nous reviendrons, à un internement à la fois injustifié et criminel.

Et combien, malgré cela, ont été rendues contre des enfants irréprochables. L'inspecteur général, M. Puybaraud, dans une communication adressée à la Société générale des prisons, disait : « Tous les pères de famille ne sont pas également soucieux de leurs devoirs. Il n'en manque pas, à Paris, qui font interner leurs enfants pour s'en débarrasser pendant un mois, pour faire un voyage ou pour se livrer plus commodément à des fantaisies partagées ». Et M. J. Bonjean chargé pendant longtemps au Palais des intérêts de l'enfance, ajoutait : « Parmi les demandes qui nous sont adressées, il y en a un nombre très grand dans lesquelles la menace de la correction paternelle n'est autre chose, de la part des parents, que le désir de vaincre des résistances de leurs enfants à se livrer au vice, à la débauche ou à une exploitation scandaleuse ». Voilà comment un directeur de prison voyait arriver un jour un père muni d'une pareille ordonnance et qui venait faire interner un malheureux enfant dont la seule faute était d'être épileptique. Et n'est-il pas véritablement touchant ce mot d'un enfant de 10 ans qui, dans l'obscur cellule d'une maison d'arrêt, expliquait ainsi à ses gardiens la cause de sa détention : « Maman ne me voulait plus parce que j'avais dit à papa que l'autre venait quand il n'était pas là ! » Ces faits sont-ils exceptionnels ? Nullement, mais bien plutôt d'un

usage, d'un abus très répandu ; et nous n'en voulons comme preuve que l'intéressant rapport de M. Joly sur les résultats d'une enquête conduite par lui au nom de la Société des prisons (1).

En présence de pareils abus, la nécessité de mesures de protection pour l'enfant, sérieuses et efficaces, s'impose d'une façon absolue. Or, comment la loi, d'abord, la pratique, ensuite, assurent-elles la sécurité de l'enfant sous le coup d'une demande d'envoi en correction ?

La loi d'abord. Aux termes de l'article 376 du Code civil, le père peut exiger du président du tribunal une ordonnance de correction contre son enfant, mineur de 16 ans, qui n'a ni bien ni état (art. 382), et le président qui constate chez le requérant et l'enfant les qualités voulues par la loi ne peut refuser l'ordonnance, quelle que soit son opinion sur l'opportunité de la détention.

Si, au contraire, l'enfant a plus de 16 ans, le père peut seulement requérir la détention de son enfant, et le président du tribunal, après examen des motifs, délivre l'ordre d'arrestation ou le refuse.

Donc, au-dessous de 16 ans, le père est seul juge de l'opportunité de la détention ; au-dessus de cet âge, c'est le magistrat seul qui, par une enquête, peut éclairer sa religion.

Eh bien ! et c'est là une des plus grosses critiques qu'on a élevées contre le législateur : comment peut-on admettre que, dans le premier cas, la loi affranchisse de toute espèce de contrôle l'exercice du droit d'incarcéra-

1. V. *Réforme sociale*. Avril 1895, p. 561 à 577.

tion et abandonne l'enfant, sans défense, aux abus odieux du père ?

Pour trouver un remède à ces abus, y aurait-il lieu de supprimer purement et simplement le droit d'autorité ? Il convient de distinguer. En ce qui concerne les requêtes émanant de parents notoirement indignes, ce n'est pas cette suppression qui pourrait remédier aux sévérités méchantes et calculées dont l'enfant est victime ; car, en s'opposant à une détention inique, le magistrat n'aboutit, en réalité, à d'autres résultats que de rejeter l'enfant entre les mains de ses indignes parents et, dans ces conditions, la détention vaudrait encore mieux pour lui que la vie de famille. Lorsque les parents sont vraiment coupables, la société doit leur enlever l'enfant : la loi du 24 juillet 1889 permettait en principe cette solution, mais nous avons vu qu'en fait les magistrats reculaient de plus en plus devant l'extrême rigueur de ses procédés (1). La loi du 19 avril 1898, en permettant de retirer aux parents l'enfant victime de leurs mauvais traitements, sans obliger pour cela à recourir à une déchéance absolue de la puissance paternelle, vient de donner aux tribunaux un moyen pratique qu'on les voit utiliser souvent (2).

Mais il y a des cas nombreux où le magistrat se trouve en présence d'un père bien loin de mériter qu'on lui enlève la garde de son enfant, et qui requiert sans motifs

1. C'est ainsi qu'en 1894, sur 42 dossiers de déchéance que le service de la correction paternelle transmet au parquet, 2 seulement, en mars 1896, avaient été soumis à la chambre du conseil.

2. Communication de M. Bonjean. R. P. 96; p. 509.

plausibles la détention de celui-ci. Dans ces hypothèses, l'intérêt de l'enfant exige que le juge puisse s'opposer à la requête injuste sans qu'il soit obligé pour cela de retirer l'enfant à son père. Or, la loi le lui permet-elle si l'enfant a moins de 16 ans? Nullement, et les abus que nous avons signalés parviendraient à la hauteur d'une institution si la pratique, bienfaisante mais illégale, n'était venue en arrêter le cours.

Les magistrats de certains tribunaux (1), refusant de participer à ces abus odieux et agissant plutôt en philanthropes qu'en juriconsultes, remarquaient que la loi ne permettait au père d'agir par voie d'autorité, pour l'enfant âgé de moins de 16 ans, que s'il avait contre lui des « motifs très graves ». Quoi de plus naturel, dès lors, que l'autorité publique ait le droit d'apprécier les raisons pour lesquelles le père vient demander son concours ?

Et, sous prétexte d'examiner ses motifs, on procède à de véritables enquêtes, aussi bien lorsque le père agit par voie d'autorité que par voie de réquisition. Enquêtes bien sommaires, il est vrai, bien insuffisantes et bien contradictoires quelquefois de la part des commissaires de police (2) mais bienfaisantes cependant car elles ont eu pour effet, non seulement d'arrêter des demandes injus-

1. M. Joly, à la Société générale des prisons, a présenté cette innovation comme une création du tribunal de la Seine (V. R. P. 1894, p. 173). M. Berthélemy affirme qu'elle était pratiquée à Lyon avant que M. Beaudoin fût nommé président du tribunal et même dans les autres tribunaux de province (V. note, p. 10. Rapport au Comité de défense, de M. Berthélemy. Janvier 1899).

2. V. Enfants révoltés. Parents coupables.

tes, mais de déterminer, dans sa famille, la situation exacte de l'enfant.

Mais, si bienfaisante et nécessaire que soit cette pratique, elle est, nous l'avons dit, en droit, parfaitement illégale. En effet, l'art. 376 dit que si l'enfant a moins de 16 ans, le père pourra le faire détenir et que le président du tribunal *devra, sur sa demande*, délivrer l'ordre d'arrestation : or, il n'y a pas plusieurs façons de comprendre ce texte. Théoriquement, c'est le père qui est seul juge et juge souverain de l'opportunité de la détention de son enfant ; point de contrôle de la part du juge, point d'examen des motifs, point d'enquête ; le magistrat n'a qu'un rôle essentiellement passif, « son ministère se réduit à imprimer à la volonté du père le sceau de la volonté publique, c'est-à-dire à délivrer l'ordre d'arrestation, et il ne peut s'y refuser » (1).

L'enquête est donc un progrès certain auquel on ne peut qu'applaudir, mais progrès illégal quand, se basant sur ses résultats, le juge se refuse à sanctionner la volonté du père en ne lui délivrant pas l'ordonnance de détention. « Tout ce qu'ont fait nos tribunaux, dit M. Berthélémy, est un droit prétorien : mais nous ne sommes plus à Rome et nos magistrats n'ont plus l'« imperium ».

Tout ce qu'il nous est permis de faire, en présence de

1. Commentaire que donne en 1807, Locré, secrétaire du Conseil d'Etat, dans son ouvrage sur l'esprit du Code (t. V. p. 620).

V. également : Demolombe, cours de Code civil, t. VI. p. 256.

Laurent, t. IV, n° 276. Leloir, Code de la puissance paternelle, t. I, n° 141, etc. Dans le même sens Valette, Aubry et Rau, Bufnoir, Beudant, Fuzier-Hermann, Taudière, Demante.

cette idée inacceptable qu'un père de famille le plus dénaturé peut, sans légitimer ses motifs, requérir l'emprisonnement de son enfant, c'est demander la consécration législative de l'enquête, par voie d'autorité comme par voie de réquisition et, nous associant au vœu de M. Bonjean, voir modifier ainsi les articles 376 et 377 du C. civ. « Le Président devra, dans tous les cas, ordonner une enquête sur l'honorabilité du requérant et sur la conduite de l'enfant. » Et, lorsque le principe général de l'enquête sera entré dans le Code, comme l'équité de la décision dépendra en grande partie de la manière dont l'enquête aura été conduite, on peut exprimer le désir que les commissaires de police, à Paris, s'acquittent de leur mission avec un peu plus de soin. Il n'est pas rare, en effet, que le président du tribunal se voit obligé de faire contrôler les renseignements par le service de la Sûreté, et que les nouveaux renseignements que celui-ci apporte soient absolument contraires aux premiers.

Grâce à ces précieux auxiliaires du juge, nous verrons assurée davantage la protection de l'enfant, et nous terminerons, sur ce point, par ces belles paroles de M. l'Avocat général Talon au Parlement de Paris : « Les pères qui exercent leur bonté envers leurs enfants sont alors juges souverains ; mais quand ils exercent leur justice et qu'ils châtent leurs enfants, leur pouvoir est soumis aux juges qui doivent juger leurs jugements : *judicia vestra judicabo* ».

Une seconde garantie accordée à l'enfant contre les abus signalés, réside dans l'art. 382, alinéa 2 : « L'enfant détenu pourra adresser un mémoire au Procureur géné-

ral près la Cour d'appel. Celui-ci se fera rendre compte par le Procureur de la République près le tribunal de première instance, et fera son rapport au président de la Cour d'appel, qui, après en avoir donné avis au père, et après avoir recueilli tous les renseignements, pourra révoquer ou modifier l'ordre délivré par le président du Tribunal de première instance ». C'est dans cette voie de recours, absolument illusoire comme nous allons l'établir, que les partisans du maintien de la voie d'autorité trouvent légalement les garanties que l'équité exige dans l'intérêt de l'enfant.

Or, nous croyons tout d'abord qu'il y a contradiction absolue à vouloir défendre la voie d'autorité en lui donnant comme contrepoids un droit de recours pour l'enfant. En effet, ce droit de recours est la négation même du principe de l'autorité sans contrôle puisque de deux choses l'une : ou bien le père est juge souverain des motifs de correction et, dès lors, ni le juge ni l'enfant ne peuvent s'immiscer dans sa résolution, ou bien on enlève au magistrat seul un droit d'appréciation que l'enfant peut lui rendre par la rédaction d'un mémoire à lui adressé et on supprime du même coup le pouvoir absolu du père, par conséquent, son droit d'autorité. Or, il vaut beaucoup mieux, pour le prestige du père, que sa résolution ne puisse s'exécuter sans contrôle que de la voir entravée, en cours d'exécution, par une action émanant de l'enfant lui-même.

Ce sont, d'ailleurs, ces raisons qui ont amené de nombreux jurisconsultes à dénier à l'enfant interné par voie d'autorité, ce droit de recours de l'article 382. Mais, en

présence de la loi, au point de vue de l'interprétation du texte, reconnaissons-lui ce droit, cette garantie du mémoire, et nous allons voir qu'en pratique elle est absolument illusoire.

Le plus souvent, en effet, l'intéressé ignore la loi, ou, s'il la connaît, il n'ose s'en servir. M. Bonjean qui estime que le mémoire est une mesure nécessaire à généraliser, serait d'avis d'assurer à l'enfant, dans le texte même de la loi, « la connaissance et l'exercice éventuel de son droit d'appel. Le Directeur pourrait être tenu de faire placarder dans la cellule de l'enfant l'indication des formalités à remplir... de même que dans les hôtels on affiche que les objets non déposés ne sont pas garantis » (1). « J'ai fait au parquet de la Seine, dit plus loin M. Bonjean, la recherche des réclamations qui ont été adressées au Procureur général. J'ai trouvé une seule réclamation et voici dans quelles circonstances » (2). Et l'auteur nous montre un détenu de 18 ans, se refusant, à la suite de deux enquêtes absolument contradictoires, et malgré le conseil du président, à se plaindre au procureur parce qu'il craint cette procédure qu'il ne comprend pas et redoute la vengeance de son père. « Et il a fallu plusieurs visites pour le décider à signer une pièce de forme qui permette au procureur général de demander des explications (fournies d'avance) et au premier Président de faire cesser une détention inique. »

La valeur du mémoire comme garantie accordée à

1. Rapport de M. Boujean à la Société des Prisons. R. P. 93, p. 25.

2. id. page 26.

l'enfant, surtout s'il a moins de 16 ans, nous paraît suffisamment jugée. Cette voie de recours, qui est un non-sens si l'on veut en faire le contrepoids de l'arbitraire du père, a sa raison d'être contre une décision judiciaire qui doit toujours être susceptible d'appel. Mais pour lui donner une valeur effective, il faudrait qu'elle appartînt à la mère, aux ascendants, en un mot à tous les parents désignés par la nature comme les protecteurs de l'enfant contre les sévérités de l'autorité paternelle. D'ailleurs, et sans préjudice de ce droit, il vaut beaucoup mieux encore que le juge puisse interroger ces parents eux-mêmes dont les dispositions l'éclaireront sur l'opportunité de la correction requise.

Certains ont été jusqu'à demander que la comparution de ces parents fût rendue obligatoire ; d'autres auraient voulu que l'enfant fût toujours amené devant le magistrat ; sa présence permettrait assurément de mieux apprécier la situation et de lui donner la solution convenable en rendant possible une réconciliation. A Paris, dit-on, 15 0/0 des demandes sont, en moyenne, annuellement retirées par suite de l'intervention conciliatrice du juge (1).

Assurément ce pouvoir conciliateur du magistrat aboutira, dans nombre de cas, à d'excellents résultats, mais il faut convenir qu'en fait il ne pèse qu'un bien petit poids dans la balance du salut de l'enfant. Jusqu'à la fin de 1894, où l'on prenait la précaution de faire venir les enfants avec leurs parents, il n'y en eut pas plus de 5

1. Enfants révoltés et parents coupables. p. 387.

à 6 0/0 qui répondirent à cette invitation. Les autres invoquaient le refus ou la fuite de l'enfant et, comme le dit M. Bonjean, il eut été utile vérifier l'exactitude de ces allégations car les parents contre les demandes desquels l'enfant aurait pu équitablement protester sont bien souvent ceux qui ne se sentent pas à l'aise dans le cabinet du Président. Nous verrions, en outre, un très gros inconvénient, en cas de refus de réconciliation, à l'examen des faits par le juge en la présence des parents et de l'enfant.

Il est en effet dangereux de soumettre les décisions du père à un examen judiciaire en présence de l'enfant ; comme on l'a fort bien dit, celui-ci se rendra bien compte que le magistrat juge son père en même temps que lui et, s'il se montre plus indulgent pour sa conduite, l'autorité paternelle et le respect filial seront battus en brèche par le fait de cette comparution. « La balance, dit M. Bonjean, doit être maintenue égale entre le père et l'enfant. » Soit ! mais aux yeux de l'enfant il ne faut pas que le magistrat semble juger entre lui et son père, mais bien plutôt lui sur la demande du père.

Il nous semble cependant que dans l'intérêt même de l'enfant, il convient de laisser au juge toute latitude sur la manière de conduire l'enquête. Et puisque, en toute hypothèse, nous voudrions lui donner une liberté absolue d'appréciation, nous ne voyons point l'utilité de maintenir ces restrictions que le Code apporte au droit de requête de la mère ou du tuteur ; elles ne peuvent qu'entraver, par leur formalisme, l'exercice de cette correction paternelle qui est déjà, comme nous l'avons dit, si peu utilisée en France.

Il est enfin un troisième moyen, mis par la loi au service du juge pour démasquer les requêtes injustifiées du père et assurer davantage la protection de l'enfant. Il réside dans l'art. 378, al. 2 : « Le père sera tenu de souscrire une soumission de payer tous les frais et de fournir les aliments convenables ». « Sur cette simple perspective, dit M. Joly, généralement le père disparaît sans esprit de retour ». Nous allons établir, ici encore, que le remède est purement illusoire.

On a reproché à la législation actuelle sur la correction paternelle d'être trop aristocratique, accessible seulement aux riches mais impraticable pour les pauvres. L'obligation « de souscrire une soumission de payer tous les frais et de fournir les aliments convenables » est, dit-on, une des principales causes de l'emploi peu fréquent de la correction paternelle. Les rédacteurs du Code civil n'ont pas songé que leur législation s'appliquerait à la masse des enfants, c'est-à-dire à des enfants pauvres. Or, comme on ne peut pas légalement dispenser le père de payer une pension pour son fils lorsqu'il s'exonère des dépenses qu'il aurait eu à faire s'il l'avait gardé, il s'ensuit que cette loi n'est jamais exécutée, parce que jamais les parents ne consentiront à payer des sommes que d'ailleurs le plus grand nombre d'entre eux sont incapables de payer. Il va de soi, d'abord, que lorsque le père obtient le placement du mineur dans un établissement privé, il doit acquitter le prix de la pension.

Quant aux établissements publics, certains, comme la Petite Roquette, apportent des tempéraments dans le remboursement à faire par les familles, mais dans ceux qui

sont soumis au régime de l'entreprise, ces mesures gratuites ne sont pas possibles, puisqu'il faudrait que l'Etat remboursât à l'entrepreneur les prix de journée (1).

Donc la législation sur la correction paternelle, dit-on, a été préparée pour des enfants de familles aisées ; donc, elle est avant tout une législation aristocratique.

Ce raisonnement nous semble contredit par les faits. De deux choses l'une : ou bien l'enfant appartient à une famille aisée, et alors, plutôt que de mettre en jeu l'appareil judiciaire et d'étaler au grand jour la corruption de l'enfant, le père, usant de son droit de le mettre dans tel établissement d'éducation qui lui convient, de lui imposer même le régime cellulaire, du moment que la cellule prolongée est, non pas un cachot, mais une chambre fermée aux mauvaises influences, l'internera dans une maison d'éducation à régime sévère, à la Maison Paternelle de Mettray, par exemple, où, dans un isolement qui ne ressemble en rien à une séquestration, il recevra une éducation et une instruction des plus salutaires, mais aussi des plus onéreuses. Ou bien l'enfant appartiendra à une famille d'ouvriers et deux cas se présentent : ou bien la famille pourra subvenir aux frais d'une éducation moins onéreuse, nécessairement moins parfaite, et alors elle s'adressera à d'autres établissements privés. Dans ces colonies privées qui sont, en réalité, des internats sévères, l'enfant recevra une instruction primaire et sera occupé à des travaux industriels et agricoles qui lui enseigneront le métier dont il vivra plus tard. Les établissements

1. Le prix est, en moyenne, de 1 franc par jour.

de Cîteaux et de Brignais, ce dernier rouvert sous une autre forme, ont été longtemps, avant leur suppression comme colonies pénitenciaires, des ressources précieuses pour les parents peu fortunés. Ou bien enfin, et c'est le cas le plus fréquent, la famille ne pourra ou ne voudra payer aucun frais d'internement et, si elle n'attend pas que son enfant tombe sous l'application de l'art. 66 ou de l'art. 67 du Code pénal, elle le conduira devant le magistrat qui, n'ayant pas à se préoccuper de la question de frais, délivrera son ordonnance sans en tenir compte. Puis, ce sera à ceux qui exécuteront cette ordonnance qu'il appartiendra de réclamer le prix de la pension et le règlement du 11 novembre 1885 prescrit même d'exiger le prix d'avance. Mais, quand il faudra payer, la famille exhibera un certificat d'indigence que les maires délivrent si complaisamment à tous ceux qui produisent un certificat de non-imposition aux contributions directes, et, comme dans la plupart des grandes villes, on n'impose pas les petits loyers, la grande majorité des ouvriers est à même de se procurer le précieux certificat. L'art. 378, al. 2, et le règlement du 11 novembre 1885 resteront donc lettre morte. Par conséquent, comme ce sont les familles peu aisées qui réclament le plus souvent l'intervention du magistrat, il nous est permis de retourner la proposition et de dire que ce sont les pauvres, seuls, qui usent de l'emprisonnement par voie de correction paternelle.

Et si, comme nous le faisons pressentir plus haut, la famille nécessiteuse ne veut pas infliger à son enfant la honte de la prison, ne pouvant le soumettre à un solide régime d'éducation, il est triste de reconnaître qu'elle

préfèrera lui laisser appliquer l'art. 66 ou même l'art. 67 du Code pénal. Et l'Etat se trouvera ainsi, du fait de sa mauvaise législation paternelle, supporter, en définitive, les frais qu'avait cherché à lui éviter l'article 378, alinéa 2, du Code civil et être, en outre, incidemment, la cause de la démoralisation de l'enfant.

Ce qu'il est vrai de dire, c'est que ce n'est pas la législation actuelle sur la correction paternelle qui est aristocratique, mais bien plutôt le moyen de correction réservé aux seuls enfants de famille aisée, la classe pauvre n'ayant à son service qu'un court châtiment dans une prison, où est laissée de côté toute idée d'éducation et de réformation. Or, que réclame le père, riche ou pauvre ? Le moyen d'amender son enfant. Et on met à la disposition du premier des établissements privés, parfaits mais très onéreux, qui sont de véritables internats, où l'isolement exigé par la loi y est sans doute observé puisque chaque enfant y est séparé des autres, mais combien différent de la cellule de la maison d'arrêt ordinaire, des cachots du dépôt de la Préfecture de police, ou de la cellule de la Petite-Roquette que l'on met à la disposition du second !

A l'enfant qui peut payer une forte rétribution : une éducation et une instruction soignées, une cellule vaste et confortable, un régime salubre, des distractions appropriées. A l'enfant pauvre, l'étroite cellule dans une prison, le voisinage des pires malfaiteurs, le régime des prisonniers, la courte promenade dans un préau sombre et sans air, aucune autre influence moralisatrice que les visites de dévoués aumôniers qui viennent apporter à l'enfant quelques paroles d'encouragement et de consolation.

Entre l'établissement payant, au caractère réformateur, et la prison gratuite, au caractère répressif, il n'y a place que pour les patronages particuliers qui, le plus souvent, refusent d'admettre l'enfant au nombre des pupilles qu'ils reçoivent gratuitement dès qu'ils ne sont pas sûrs de pouvoir le garder jusqu'à l'achèvement complet de son éducation. Entre ces deux catégories extrêmes d'établissements apparaît dès lors la nécessité de créer des maisons spéciales, revêtant à la fois le caractère moralisateur des premiers et moins onéreux des seconds, et nous voyons ainsi se dessiner encore l'utilité de ces établissements que nous préconisons : les Ecoles de Réforme.

Est-ce à dire qu'il faut poser le principe absolu de l'exonération pour tous et accorder aux enfants vicieux le droit à l'internat gratuit ? On ne saurait l'admettre : la dispense doit être restreinte aux seuls indigents. La lettre ministérielle du 20 février 1822 permet au président d'accorder cette dispense aux requérants qui produiront un certificat d'indigence. Or, accordée avec une sage réserve par le président du tribunal, l'exonération des frais pourra assurément rendre la voie de la correction paternelle accessible à certaines familles vraiment nécessiteuses. A l'égard des maisons de réforme publiques, ce serait le droit, pour le magistrat, d'y envoyer gratuitement l'enfant indigent ; à l'égard des établissements privés, ce serait la même faculté laissée au juge, à cette condition que l'établissement recevrait de l'Etat une subvention pour chaque enfant comme cela a lieu d'ailleurs dans nos maisons de correction privées. Cette subvention nous paraît nécessaire car, trop souvent, les œuvres pri-

vées sont limitées dans leurs ressources. On nous objectera que c'est offrir ainsi aux familles nécessiteuses un moyen de s'exonérer de l'entretien de leurs enfants aux dépens du budget (1) et ouvrir la porte aux abus que nous avons signalés. On nous représentera l'exemple de l'Italie où la maison de Pise, sur 500 pensionnaires, en contient 400 de ce genre. « Là, dit M. Joly (2), les parents font enfermer leurs enfants tout simplement pour leur faire donner une éducation professionnelle jusqu'à 21 ans aux frais de l'Etat... Des directeurs m'ont montré, à propos de ces mêmes enfants, des lettres de parents où on lisait : « Monsieur le Directeur, je serais désolé que vous eussiez une mauvaise opinion de mon fils; il n'a manqué en rien, seulement je suis un père de famille ayant éprouvé des malheurs; j'ai donc été obligé de me séparer de mon enfant. Je vous prie d'avoir des égards pour lui, de lui faire donner une bonne éducation : je vous en serai reconnaissant ».

Nous répondrons que, tout d'abord, la perspective pour la famille de ne point pouvoir reprendre l'enfant, comme nous le demanderons, au delà d'un minimum fixé par le juge et qui devra dépasser l'âge où il pourra « rapporter », contribuera à diminuer le nombre de ces spéculateurs. En outre, parmi ces pensionnaires dont les tristes parents cherchent à se décharger avec tant d'empressement, il faut faire deux catégories : ceux pour lesquels l'internement est opportun, et ceux, au contraire, qu'il

1. V. en ce sens : Rapport de M. Berthélemy.

2. Joly. R. P. 1895, p. 30.

vaut mieux laisser aux soins et à la charge de leur famille. Pour les premiers, il n'y a point lieu de regretter leur envoi en correction, il faut seulement contraindre les parents à en supporter les frais : il suffit pour cela de maintenir dans la loi l'obligation de notre article 378 et de n'accorder de dispense qu'aux indigents. Et puisque les familles sont, comme nous l'avons dit, si facilement nauties d'un certificat d'indigence, pourquoi le magistrat, toujours libre d'accorder ou de refuser la dispense, n'userait-il pas de son droit d'enquête pour contrôler au besoin une indigence qui lui paraîtrait suspecte ? Il y aurait d'ailleurs un moyen très efficace pour contraindre les maires à agir avec plus de circonspection dans la délivrance des certificats d'indigence : ce serait, comme l'édicte l'article 34 de la loi Belge, du 27 novembre 1891, de mettre pour moitié les frais d'entretien du jeune indigent à la charge de la commune ! En admettant même que des parents parviennent malgré cela à se soustraire injustement à l'obligation qu'ils devraient supporter, il nous semble que le remède sera meilleur que le mal s'il s'agit d'enfants en danger moral ; il vaut mieux que la société supporte les frais d'une éducation capable de lui donner un bon citoyen plutôt que d'attendre, pour avoir un jour cet enfant à sa charge, le moment où il sera devenu un coupable et un incorrigible.

Reste la seconde catégorie des mineurs, ceux qui, sur la demande des parents indignes, ont été envoyés gratuitement, mais tout-à-fait inutilement, en maison de réforme. Pour ceux-là, on ne peut s'en prendre qu'aux magistrats qui appliquent une législation avec tant de

légèreté et si peu de jugement. Le garde des sceaux d'Italie a reconnu lui-même, dans la circulaire du 24 juin 1897, que les magistrats ne contrôlaient pas suffisamment les déclarations des parents et étaient loin, par conséquent, d'apporter aux affaires de correction l'attention qu'exige le grand intérêt de l'enfance.

Cela prouve avant tout qu'une critique qui n'atteint une législation qu'à raison de sa mauvaise application ne peut s'exercer qu'après celle de la magistrature capable de l'appliquer.

Conformément au but que nous poursuivons, nous nous arrêtons ici dans l'étude des premières critiques qu'on peut élever contre la législation sur la correction paternelle, celles qui ont trait à la protection de l'enfant. Nous avons vu que, des trois moyens établis par la loi qui sembleraient devoir écarter les demandes injustes et prévenir les abus odieux, l'un, véritablement, nous dirions volontiers uniquement, efficace, l'enquête, reçoit de la loi une limitation injustifiée dont la pratique ne tient pas compte ; quant aux deux autres, ils sont purement illusoires.

Voyons maintenant, avant d'aborder la plus grosse critique que l'on a faite au législateur, celle relative à l'éducation et à l'amendement du mineur interné, comment, en pratique, s'exerce la détention prononcée contre lui. Une courte étude des principaux établissements pénitentiaires nous fixera sur ce point. Supposons donc une demande d'envoi en correction légitimement formée et voyons comment elle s'exécutera pour le plus grand bien de l'enfant.

§ 2. — *La détention.*

D'après les instructions du Ministre de la justice, aucun enfant ne peut être admis, même dans les établissements privés, comme la Maison Paternelle de Mettray, sans que les parents aient préalablement obtenu du Président du tribunal d'arrondissement, en vertu des articles 376 et 377 du Code civil, une ordonnance qui régularise le séjour du mineur dans ces établissements. Le Code étant muet sur le lieu où l'enfant pourra subir son internement, les présidents peuvent toujours, sur la demande des parents, désigner tel établissement privé dont ils consentiront à payer le prix de pension. Pour les autres, aux termes de la loi du 5 août 1850 (articles 1 et 16), l'internement par voie de correction paternelle est subi, pour les garçons, dans les maisons d'arrêt ; pour les filles, dans les colonies pénitenciaires. Il ne faut pas d'ailleurs s'exagérer la portée de la demande à adresser au Président du tribunal. L'article 378 stipule, et cela est bien important à remarquer, qu'il n'y aura dans les deux cas aucune écriture ni formalité judiciaire, si ce n'est l'ordonnance même dans laquelle les motifs ne sont pas énoncés. Aussi n'entraîne-t-elle aucune flétrissure pour celui qui en est l'objet et est-elle le seul acte de procédure qui soit délivré sur minute, sans être enregistré nulle part.

Une fois l'ordonnance rendue, l'enfant est conduit par les soins du père ou par ceux de la force publique, dans

l'établissement qui lui aura été désigné. C'est, en province, pour les garçons, la maison d'arrêt ou bien des institutions privées, comme la colonie de Mettray, de Bologne, de Brignais, comme l'école Saint-Louis, près de Bordeaux, de Saint-Genest-de-Lerpt; pour les filles, la colonie pénitentiaire, mais en ce qui les concerne, la loi est souvent violée, et la maison d'arrêt devient pratiquement le réceptacle commun, ou bien des établissements privés, comme les maisons du Bon-Pasteur, les refuges de Notre-Dame de la Charité, la maison de la Solitude à Lyon, etc. A Paris, garçons et filles de la correction paternelle ont leurs quartiers cellulaires spéciaux, les premiers à la Petite-Roquette, les seconds à Nanterre.

Nous ne nous occuperons dans le cours de notre étude que des garçons. Les deux tiers des filles envoyées en correction se composant de débauchées et de prostituées, nous croyons que, pour elles, il existe, dès à présent, un assez grand nombre d'établissements au régime sévère, à la surveillance constante et aux résultats satisfaisants.

Voyons donc, pour les garçons, par un court aperçu sur deux types d'établissements : 1^o la Maison Paternelle de Mettray; 2^o les maisons d'arrêt et la Petite-Roquette, le caractère et la nature de leur détention.

1^o *Mettray*. — La Maison Paternelle de Mettray, fondée en 1853 par M. Demetz, trop connue pour qu'il soit nécessaire d'entrer dans de bien longs développements, est, pour les familles aisées, l'établissement type de réformation.

Elle est, à proprement parler, un collège de répression, pourvu de toutes les ressources nécessaires pour procurer aux enfants une instruction complète. Elle renferme un personnel de professeurs chargés de leur enseigner les lettres et les sciences et même, sur la demande des parents, des arts d'agrément. Les enfants y sont rangés en deux catégories : ceux dont le caractère est violent, indomptable, et ceux qui, par suite de dissipation ou de paresse, se laissent aller à des vices ou tout au moins se montrent incapables de faire des études régulières. Aux uns et aux autres, M. Demetz a appliqué ce remède : l'isolement, mais l'isolement salubre. Bâtie derrière la chapelle de la colonie et complètement séparée des autres bâtiments, la Maison Paternelle est divisée en cellules, vastes, larges et bien éclairées. Chaque élève occupe un logement séparé où, soustrait à toute influence nuisible, il ne voit que ses surveillants, ses professeurs, l'aumônier et le directeur. A son arrivée, le nouveau pensionnaire est conduit dans une des cellules les plus étroites à titre d'observation, puis, suivant les dispositions qu'il manifeste, on le fait passer dans une cellule plus confortable. Est-ce à dire que l'élève de la Maison Paternelle ne quitte pas sa cellule et ne prend point l'exercice si nécessaire à son développement ? Nullement ; chaque jour, l'enfant fait une longue promenade, en compagnie d'un surveillant ou d'un professeur, et les heures de classe et d'étude, les leçons d'arts d'agrément, sont disposées de telle sorte qu'ils sont fort peu de temps laissés à eux-mêmes.

L'enseignement, placé sous la direction du préfet des

études, est individuel et les résultats en sont indéniables : sur 58 élèves présentés au baccalauréat de 1892 jusqu'à la fin de 1898, 40 ont été reçus, 10 admissibles, 1 est entré à l'école de Grignon. Cette statistique est d'autant plus remarquable que les jeunes gens qu'elle comprend se sont généralement distingués par leur paresse, leur dissipation et même leur indiscipline ; que, même chez les plus intelligents, il y a d'énormes lacunes à combler, et que, pour tous, il faut d'abord leur faire prendre le goût et l'habitude du travail.

Mais, est-il besoin de le répéter, un pareil établissement d'éducation, au caractère pédagogique, ne se comprend que pour les enfants de familles aisées.

En effet, une telle organisation entraîne nécessairement des frais considérables et le prix de la pension est, par suite, très élevé (1). Mais il ne se justifie pas seulement par la nécessité de bien rétribuer les professeurs, ou par les exigences de l'éducation isolée ; les bénéfices, lorsqu'il y en a, sont employés à améliorer la situation des jeunes détenus de la colonie agricole, et les enfants riches indisciplinés contribuent ainsi à l'éducation des enfants pauvres dont l'indigence est, le plus souvent, la seule cause de la corruption et de la culpabilité.

1. 100 francs, en entrant, pour amortir les frais de premier établissement.

250 francs par mois pour les classes élémentaires.

300 francs par mois pour les classes supérieures, à partir de la seconde.

500 francs d'acompte que doit déposer la famille à l'arrivée de l'enfant.

En plus, les langues étrangères, les arts d'agrément, les livres et les fournitures de bureau et de dessin.

Aussi ne nous arrêterons-nous pas plus longtemps sur un régime qui n'a de cellulaire que le nom et qui « sauf les communications et les jeux avec les camarades, offre à ses pensionnaires un bien-être inconnu aux internes des anciens collèges de Paris ».

Ce qui nous intéresse davantage, c'est le sort des enfants de la classe ouvrière et pauvre, pour lesquels s'ouvrent toutes grandes les portes des cellules construites dans les maisons d'arrêt où ils doivent rester, conformément à la loi de 1850 et aux termes de l'article 30 du décret du 11 novembre 1885, soumis à l'isolement de jour et de nuit.

2° *Les maisons d'arrêt et la Petite-Roquette.* — « Le règlement sur les prisons, écrit M. Guillot, prescrit que les enfants en correction soient placés dans des quartiers séparés : il aurait dû dire dans des maisons spéciales, en dehors du voisinage des condamnés ordinaires ; c'eût été le seul moyen de ne pas rendre plus dangereux que salulaire cet usage de l'autorité paternelle ». En effet, en province, la loi de 1875 sur le régime cellulaire des prisons est loin d'avoir reçu son application ; il en résulte que la plupart du temps les jeunes insoumis de la correction paternelle se trouvent mélangés avec tous les mineurs condamnés ; encore est-ce là un grand progrès par rapport à bien des prisons où il n'existe même pas de quartier spécial pour les mineurs. Pervertis déjà lorsqu'ils sont entrés dans ce milieu de gangrène morale, les jeunes insoumis ne peuvent être que pires encore lorsqu'ils en sortent, et si, par

hasard, il se trouve quelques enfants faisant exception à la règle de perversité générale, vingt-quatre heures d'un pareil internement auront suffi pour faire aussi complète que possible leur éducation au vice.

Mais là où existent des quartiers spéciaux dans les maisons d'arrêt, le régime qui est appliqué à l'enfant répond-il au but d'amendement que s'est proposé le père en le faisant interner ? Nous ne saurions, à cet égard, prendre un meilleur type que celui de la prison de la Petite-Roquette où est réservé, pour les enfants de Paris, un quartier spécial de correction.

La prison de la Petite-Roquette dont le nom officiel est « Maison des jeunes détenus » est une véritable forteresse, à l'aspect lugubre, bien faite pour effrayer les parents qui se proposent d'y faire interner leur enfant.

A l'intérieur, le spectacle est plus navrant encore. Ce ne sont qu'étroits couloirs, sur lesquels viennent s'ouvrir une quantité de petites cellules, peu spacieuses, où la lumière ne peut pénétrer que par une étroite fenêtre, solidement fermée, et dont les murs délabrés sont ornés de petites inscriptions qui offrent au nouvel arrivant un bien triste exemple de la moralité de ses prédécesseurs. Là, pour égayer ses longues heures de solitude et d'inaction, on occupe l'enfant à de petits travaux manuels insignifiants : il a environ huit heures de ce travail industriel, une heure d'école, une heure de travail scolaire en cellule et une heure de récréation dans un promenoir étroit et sans air. Le service de la maison est fait par des gardiens hommes ; nulle part, même à l'infirmerie, aucune femme ne remplace la mère absente. La visite de l'au-

môner, du directeur, quelquefois d'un membre de la société de Patronage, le parloir où, de temps à autre, on voit ses parents à travers des barreaux, telles sont les seules distractions qui viennent rompre un peu la monotonie de l'encellulement.

L'instruction morale et religieuse est professée dans une tourelle où viennent converger les couloirs cellulaires et où les enfants sont enfermés dans des stalles disposées en amphithéâtre. C'est de l'intérieur de ces boîtes, d'où émergent seulement leur tête, qu'ils entendent le dimanche la messe et le sermon que leur fait l'excellent aumônier, M. l'abbé Milliard qui leur donne les paroles de consolation et d'encouragement si nécessaires pour atténuer les rigueurs d'un pareil régime.

Tel est, brièvement exposé, le sort des enfants envoyés dans les établissements de l'Etat par mesure de correction paternelle. Voyons quelle en est la valeur, quels en sont les résultats et quel peut être, d'une façon générale, l'effet de la cellule comme moyen d'amendement.

§ 3. — *Critique de l'emprisonnement cellulaire par voie de correction paternelle.*

Un célèbre jurisconsulte des Pays-Bas, messire Josse de Damhoudère, racontait, en 1573, dans sa « *Pratique judiciaire ès causes criminelles* » : « Que d'excellents pères, après avoir vainement usé vis-à-vis d'enfants désobéissants, oisifs et contentieux, de toutes les admonestations, châtiments et corrections paternelles, se décidèrent à

commettre le salut de leurs enfants, quasi à l'arbitre de fortune en les envoyant aux galères pour deux, trois ou quatre ans ». L'auteur affirme qu'il a vu cette mesure, qu'il attribue « à bénignité plutôt qu'à sévérité paternelle, produire un efficace et salutaire effet ». Mais il a soin d'ajouter aussitôt : « Si quelques-uns de ces enfants ont amendé leur vie, et même sont parvenus aux plus grands états et dignités, il le faut certainement attribuer à la providence divine et miséricorde de Jésus-Christ, vu que la plupart des autres, tant s'en faut qu'ils s'amendent aux galères ; ils deviennent encore plus méchants, dont il ne faut s'émerveiller, vu qu'ils ont si longtemps conversé avec les mauvais, selon que dit le prophète David (Ps. 17) : « Tu seras saint avec le saint, et avec l'innocent tu seras innocent, et avec l'élu tu seras élu, et avec le mauvais tu seras perversi ».

Nous ne sommes plus au temps où les pères pouvaient envoyer aux galères leurs enfants indisciplinés, mais combien les paroles, pleines de sens pratique, du jurisconsulte que nous venons de citer seraient encore d'actualité ! Ce qui se passait en 1573, et qui nous semblerait odieux aujourd'hui, nous le retrouvons dans notre législation actuelle sous la forme de cette critique fondamentale du droit de correction paternelle : idée de châtimement pour l'enfant et identité de régime entre celui qui n'est qu'un indiscipliné et un paresseux et celui dont la perversité s'est déjà traduite par des actes délictueux ou criminels.

La loi, disons-nous, met à la disposition du père un châtimement et un châtimement cruel : l'isolement cellulaire.

« Le soldat qui commet une faute d'indiscipline se voit aussi puni de prison ; la prison militaire est une rigueur, mais elle ne comporte aucune infâmie et de fort honnêtes gens y sont passés. C'est dans la prison infamante, dans la prison où se mettent les voleurs et les escrocs qu'on incarcérera l'enfant par voie de correction paternelle » (1). Et cela en vertu du Code civil ! Or, il est contraire aux principes du droit qu'une loi civile édicte un châtiment qui ne doit être imposé que par la loi pénale et qu'on ne vienne pas, par des déguisements de mots, tels que *séparation individuelle* au lieu d'internement cellulaire, transformer en système d'éducation ce qui est un emprisonnement (2). Assurément, pour remplir son devoir d'éducateur, le père doit pouvoir faire sentir à l'enfant son autorité, mais cette autorité est d'ordre disciplinaire et non pas d'ordre pénal ; « elle ne permet pas plus au père, en droit français, de condamner son fils à la prison qu'elle ne lui permet de le condamner à mort ou aux travaux forcés. Aller plus loin, comme l'ont fait les Romains, c'est substituer à la puissance paternelle d'ordre naturel une puissance paternelle d'ordre artificiel et social ».

Or, l'enfant ne doit pas être châtié, s'il n'a pas commis un délit pour lequel il serait châtié s'il était homme, il ne doit pas être châtié pour de mauvais instincts, c'est-à-dire pour des actes qui ne se sont pas produits et qui ne se produiront peut-être jamais. Ce qu'il faut à l'enfant, c'est un régime d'éducation et de réforme ; or,

1. Rapport de M. Berthélemy. Janvier 1899.

2. V. à ce sujet les pages émouvantes de M. Guillot dans « les Prisons de Paris ».

son isolement absolu, sa claustration cellulaire, constitue-t-il un régime propre à amener son retour à de bons sentiments ?

Voilà deux cents ans que cette question est posée dans la pratique, deux cents ans, c'est-à-dire du jour où l'abbé Filippo Frani a ouvert à Florence le premier établissement cellulaire. Nombreux sont encore aujourd'hui les partisans de la cellule ; et plusieurs praticiens qui vivent en contact journalier avec les jeunes détenus de la correction paternelle se plaisent à en reconnaître l'efficacité. Pendant ses longues heures de solitude et d'inaction, l'enfant, dit-on, fait de sérieuses et salutaires réflexions ; il compare le foyer qu'il a momentanément perdu à la prison où sa mauvaise conduite l'a fait enfermer ; il est pris bientôt d'un sincère et sérieux repentir que suivent les bonnes résolutions. L'abbé Milliard, l'aumônier de la Petite-Roquette, nous vantait les bons résultats auxquels il arrivait grâce à l'isolement cellulaire où dans un entretien familial, écartant toute fausse honte, l'enfant écoute et fait fructifier les bons conseils et les pieuses exhortations. « Pour les enfants de la correction paternelle, disait l'abbé Croze, la cellule est seule possible ». « Il leur faut un collège cellulaire », disait M. Demetz. « Ils n'en souffrent pas, ajoutait le Dr Motet, et nous n'avons pas vu qu'ils fournissent un plus grand nombre de malades (1) ».

Il nous semble, quant à nous, qu'il faut éviter les sys-

1. V. également le rapport de M. L. Rivière : « Du système d'isolement comparé au régime en commun ». R. P. 1892, p. 776.

têmes absolus et ne pas tomber dans cette faute capitale de l'éducation commise par tant de pères de famille qui consiste à traiter tous les enfants de la même façon, sans tenir compte de leur tempérament et de leurs aptitudes. Ce qui convient à l'un est détestable pour les autres et il y a des jeunes gens pour lesquels la cellule est bonne et d'autres qui y trouvent leur perte. L'application du régime cellulaire est, avant tout, une question d'individualisation : il faut tenir compte de la nature et du caractère de l'enfant. Mais, quelle que soit, dans un petit nombre de cas, l'efficacité de ce régime, il nous paraît, d'une façon générale, entièrement condamnable au double point de vue du développement physique et moral de l'enfant.

Au point de vue physique d'abord, la cellule, dont nous sommes le partisan le plus convaincu pour le majeur condamné parce que, dans la peine qu'il subit, il y a une partie qui doit être afflictive, nous semble une barbarie pour l'enfant dont la société n'a pas le droit d'arrêter le développement physique à un âge où le grand air et le mouvement lui sont nécessaires. « La cellule, disait M. Jules Simon, lorsqu'elle est appliquée à l'enfant, constitue une véritable torture ; elle engendre, sinon l'aliénation mentale, du moins l'atrophie intellectuelle et l'anémie physique ; elle arrête son développement en le privant de jeu et d'exercice ; elle empêche le fonctionnement de ses facultés intellectuelles et de ses aptitudes professionnelles ; elle ne peut inspirer que l'hypocrisie et les habitudes solitaires ». Et puis, pourquoi appliquer aux enfants de la correction pater-

nelle qui n'ont encore commis aucun acte punissable par la loi pénale un régime plus sévère que celui auquel sont soumis les mineurs délinquants ? Tous les enfants qui sont enfermés dans les colonies publiques ou privées reçoivent une éducation en plein air ; or pourquoi, parmi des enfants de même âge, les uns, chez lesquels le père a seulement surpris de mauvais instincts, les autres qui auront, au contraire, commis des délits et même des crimes, les premiers seraient-ils astreints à un régime aussi pénible que l'emprisonnement cellulaire, tandis que les seconds bénéficieraient du régime moins rigoureux et plus hygiénique des colonies publiques ou privées ? En présence de cette augmentation constante de la criminalité des mineurs, il ne suffit plus de la prison où l'on punit, de l'hôpital où l'on guérit la maladie déclarée, il faut aujourd'hui le sanatorium où l'on préserve les tempéraments débiles dès les premières atteintes du mal ; là, tout le traitement est dans l'hygiène, mais cette hygiène exige au point de vue du régime, de l'aménagement et du règlement de la surveillance, un ensemble de conditions qui ne sont pas pratiquement réalisables dans nos maisons d'arrêt et c'est pourquoi, ici encore, nous voyons ce type de sanatorium pour l'hygiène physique et morale dans l'Ecole de Réforme dont nous arrivons peu à peu à dégager l'opportunité.

Le régime cellulaire, avons-nous ajouté, est condamnable au point de vue du développement moral de l'enfant. Il est tel, en effet, que l'amendement du mineur n'en peut résulter que d'une manière tout-à-fait exceptionnelle et il n'est malheureusement pas rare qu'il

produise la corruption définitive de celui qui, pris autrement, eût été réformable. Examinons ces deux résultats : 1^o absence d'amendement ; 2^o danger de corruption.

1^o Tout le monde est aujourd'hui d'accord sur ce point que le redressement des mauvais instincts, des penchants au vice, ne peut être obtenu que par des efforts poursuivis pendant un assez long temps. Comment espérer que de l'emprisonnement de l'enfant pendant un mois au moins et six mois au plus, sortira de pareils résultats ? En aussi peu de temps, l'administration pénitentiaire ne peut songer à s'occuper sérieusement de l'éducation de l'enfant ; elle se contente de le déténir et de veiller à son entretien, et, par conséquent, ce qu'elle peut encore faire de mieux, c'est de le mettre à l'abri d'une promiscuité pernicieuse en le condamnant à l'isolement absolu.

La paresse et l'insubordination, en effet, qui sont le plus souvent les vices que l'on entend réformer par l'envoi en correction, ne peuvent se réprimer par un emprisonnement de quelques semaines et nous touchons ainsi à l'un des points les plus défectueux de cette partie de notre législation qui a rendu inefficace le châtimant qu'elle infligeait à l'enfant en se voyant contrainte d'en abrégier la durée.

L'ancien droit pour la « punition des enfants de famille » édictait un long régime d'éducation ; la transformation en un court emprisonnement a été malheureuse. Les mineurs de la correction paternelle figurent, nous l'avons dit, parmi les plus mauvais de tous ceux qui

passent par nos institutions pénitenciaires, et, sur ce point, il y a une unanimité remarquable.

En effet, ces derniers « ont pu accomplir des actes abominables, mais ils ne sont pas nécessairement pervers; chez les autres, l'intelligence est déformée et le cœur est corrompu : ce sont des caractères à reconstituer ». Or, pour les mineurs délinquants, on estime de plus en plus qu'il faut prononcer l'envoi en correction jusqu'à la majorité; par quelle bizarrerie peut-on trouver que pour les mineurs de la correction paternelle, dont l'éducation est à refaire, un internement de un ou de six mois soit suffisant? Si on ajoute à la brièveté du régime cette considération qu'aux termes de l'art. 379 du Code civil, le père est toujours maître d'abréger la durée de la détention par lui ordonnée ou requise, on aura, ce semble, fait justice de l'efficacité de cette mesure de correction.

Mais, qu'on le remarque bien, en proposant la substitution d'un long régime d'éducation au procédé de la correction par la prison, on touche, en ce qui concerne le droit de grâce, à l'un des points les plus délicats de l'autorité paternelle. Certains auteurs demandent purement et simplement la suppression de ce droit, car, disent-ils, il engendre les pires abus. En effet, à Paris, il y a environ un tiers des requérants qui, après avoir obtenu l'ordre d'arrestation, ne le font même pas suivre d'un commencement d'exécution et un autre tiers qui abrège sans motifs plausibles la durée de l'internement. Les directeurs d'établissements pénitenciaires protestent

contre ces détentions si maladroitement écourtées, d'autant que la raison du retrait n'est pas toujours dans la tendresse et l'indulgence des parents, mais dans ce sentiment pratique qu'ils sont privés du gain du travail de leurs enfants. Il importe, dès lors, d'assurer à ce long régime d'éducation l'efficacité qui doit découler de sa durée et, pour cela, mettre l'éducation du pupille à l'abri des caprices de parents trop sensibles ou cupides.

Priver l'autorité paternelle de son droit de miséricorde nous paraît cependant chose fort grave, car, en définitive, c'est la dépouiller de l'un de ses droits au profit d'une autorité étrangère. Cette théorie nous paraît entièrement subversive de l'idée de famille, car si le père a toujours le droit de choisir l'établissement où il veut faire élever son enfant, il a aussi celui de le reprendre quand bon lui semble et de substituer à cette éducation celle d'un autre établissement et même celle de la famille, sans avoir à solliciter aucune autorisation. Comment, dès lors, peut-on admettre que la Société, alors même qu'elle assume la responsabilité de l'éducation de l'enfant, en ordonnant son internement, puisse substituer son autorité à celle du père et élever la prétention de garder l'enfant aussi longtemps qu'il lui plaira. Et puis, comme le disait si éloquemment M. le professeur Garçon : « Est-on bien sûr que les sévères et savantes méthodes pédagogiques d'éducation correctionnelle vaudront mieux, pour toucher le cœur de l'enfant et le ramener au bien, qu'un acte de généreuse miséricorde paternelle ? On a protesté, et avec quelle passion ? au nom des droits du père de famille, lorsqu'une loi très légitime et très sage a rendu l'ins-

truction primaire obligatoire. Eh bien ! je proteste à mon tour et je revendique pour le père de famille le plus beau, le plus sacré de tous les droits : le droit au pardon » (1). Il convient d'ajouter que la suppression du droit de grâce aura pour conséquence de rendre la correction paternelle encore plus impopulaire, car les parents ne voudront pas d'une correction qui les dépouille de leur droit de miséricorde.

Aussi, pour parer à cet inconvénient possible et concilier la durée du régime d'éducation avec le droit sacré du père, a-t-on proposé plusieurs solutions. Les uns, parmi lesquels M. Bonjean, voudraient que le juge fixât une limite maxima d'internement, un an par exemple. D'autres font une distinction : l'intérêt de l'enfant n'exige-t-il qu'une correction de courte durée ? Le magistrat délivrerait une ordonnance de détention pour un maximum de six mois et le père conserverait son droit de grâce. Le Président estime-t-il, au contraire, qu'il faut un long régime d'éducation ? alors il préviendrait le père que son acquiescement à l'ordonnance d'envoi en correction vaudrait de sa part abdication de son droit de garde et le juge resterait toujours maître de sa décision, libre d'accorder ou de refuser la cellule, aussi bien que la maison d'éducation.

Ces distinctions nous paraissent purement illusoires et la fixation d'une limite maxima impossible. Comment peut-on admettre que le magistrat puisse, sur les seules déclarations des parents et à la simple inspection d'un

1. R. P. Mars 1899, p. 343.

enfant, se rendre compte, du premier coup, du degré de perversité du mineur ? Comment pourra-t-il apprécier par avance l'efficacité d'un régime correctionnel sans connaître la nature et le tempérament de celui auquel on l'applique ? Sur quelles considérations basera-t-il son opinion pour juger qu'un internement de longue ou de courte durée lui sera salutaire ? Nous avouons ne pas saisir la possibilité d'assigner un terme à l'efficacité d'une pareille mesure.

Ce qui, plutôt qu'une limite maxima, nous paraît, au contraire, bien préférable, c'est la fixation d'un terme minima au-dessous duquel le droit de grâce du père ne pourrait pas s'exercer. On éviterait ainsi les abus que nous avons signalés en privant les familles de la faculté de « jouer » avec le droit de correction ; on éviterait surtout l'inconvénient de voir les établissements pénitentiaires refuser d'accueillir un enfant et d'entreprendre son amendement sous le prétexte qu'ils n'ont pas la certitude, pour réussir dans cette tâche, de le conserver assez longtemps. « Si l'enfant a moins de 16 ans, disait le Directeur de Mettray, nous jugeons inutile qu'on nous l'envoie, car la loi ne permet qu'un mois, ce qui est absolument insuffisant ». Admettre cette simple restriction au droit de grâce du père, c'est servir en même temps les intérêts de l'enfant dont on ne se débarrassera plus par le régime pénal de la cellule sous le prétexte de l'inefficacité d'un régime d'éducation. Et si le père, sans être déchu de la puissance paternelle, n'inspire qu'une très médiocre confiance, s'il semble ne vouloir exercer son droit de grâce que dans un but de spécula-

tion, pourquoi n'admettrait-on pas que, dans ce cas, le pupille ne devrait être rendu à sa famille qu'après enquête sur celle-ci et approbation de l'autorité spécialement chargée de l'enfant? Les commissions de surveillance, prévues par la loi de 1850 et réorganisées sur le type proposé par M. Voisin dans son projet de loi relatif à l'éducation et au patronage des jeunes détenus, seraient toutes désignées pour statuer sur ces « remises aux parents ». Serait-ce battre en brèche le droit de miséricorde du père que de prendre aussi directement, dans un cas semblable, l'intérêt primordial de l'enfant?

Substitution d'un long régime d'éducation au procédé d'un court emprisonnement cellulaire, maintien du droit de grâce mais fixation d'une limite minima d'internement, telles sont les conclusions auxquelles nous amènent les conséquences de l'inefficacité du régime cellulaire. Mais, avons-nous dit, l'emploi de ce régime n'est pas seulement illusoire au point de vue de l'amendement de l'enfant; il est encore dangereux dans ses effets : c'est ce second point qu'il nous faut maintenant examiner.

2° La cellule qui amende rarement peut quelquefois corrompre. Elle aigrit et attise les rancunes, elle excite les passions solitaires; aussi ne doit-on pas trouver exagérée cette parole d'un surveillant de la correction paternelle auquel Maxime du Camp demandait : « Si votre fils était un mauvais sujet, le feriez-vous enfermer ici ? » et qui lui répondit : « Ici ? pour en faire un galérien !... j'aimerais mieux l'étrangler ». La cellule, par elle seule, sans l'assistance d'un élément moralisateur, sans un patronage, est un non-sens, et la Petite-Roquette mise

dans ces conditions par la loi au service du peuple pour corriger ses enfants, n'est pas autre chose, selon le mot de M. Joly, qu'une véritable « Bastille démocratique ».

Quel que soit le tempérament de l'enfant, le régime cellulaire a, il faut en convenir, un effet déprimant. De deux choses l'une : ou bien l'enfant prendra sa détention au sérieux, ou, au contraire, elle le laissera totalement indifférent.

Dans le premier cas, « il se croira véritablement un criminel, comme le voleur qui habite la cellule voisine. Il est dans la prison où sont les voleurs. Il s'assied là où se sont assis des voleurs ». Les bonnes résolutions qu'il pourrait prendre seront « neutralisées par le sentiment d'irritation qu'il éprouve contre son père, d'abord, qu'il rend responsable de tout ce qu'il a à souffrir pendant sa détention, puis contre la société qu'il accuse d'avoir pris parti pour son père (1) ». Est-il d'un naturel violent, il prendra la résolution de se venger à sa sortie de l'établissement ; s'il est plutôt indolent et apathique, il dissimulera sous une apparence de résignation les sentiments de haine qu'il éprouve et qui se manifesteront dès qu'il se croira à peu près sûr de l'impunité. « L'enfant, dit M. Puybaraud, emporte de sa détention un ressentiment profond et il n'est aucunement amendé ». Son imagination sera frappée de cet excès de rigueur pour quelques peccadilles sans gravité ; il en exagérera la portée, et dans l'isolement de sa cellule, il se croira déjà marqué d'un cachet d'infâmie et prédestiné au crime. Il

1. Rollet. Les enfants en prison, p. 253.

se persuadera que la prison qui l'abrite déjà n'est que l'antichambre de la maison centrale qui, un jour, se refermera sur lui, et qu'il nous soit permis de rappeler, à titre d'exemple, ce cahier d'un élève de Saint-Hilaire, sur lequel un dessin grossier représentait, à gauche, l'établissement, puis, au loin, à droite, le clocher de la maison centrale de Fontevault avec, pour légende, ces simples mots : « Où je suis. Où j'irai. » Et l'expérience nous montre les parents faisant eux-mêmes une sorte de propagande contre la juridiction et contre le mode de répression dont ils ont usé. « Quand on dit à certains parents, raconte M. Bonjean, que leurs enfants ne peuvent être envoyés qu'à la Petite-Roquette, aussitôt ils retirent leur demande en disant : « Je ne veux pas de cela, parce que j'ai un de mes voisins qui a mis là son enfant, et cet enfant en est sorti pire qu'avant ».

L'inverse peut aussi se produire. Il se peut, avons-nous dit, que l'enfant quitte sa cellule avec cette opinion qu'elle est, après tout, un asile confortable. Il sait, avec certitude ou à peu près, le temps qu'il est condamné à passer en prison ; il se dit que sa bonne ou mauvaise conduite n'aura point d'influence sur le jour de sa sortie et il ne songe plus qu'à passer son temps de la manière la moins désagréable qu'il lui sera possible. Et alors, comme l'a dit M. le professeur Berthélémy : « on aura placé l'enfant dans la situation des gens pour lesquels la peine des autres n'est plus exemplaire ».

Telles sont les principales critiques que l'on peut adresser à l'emprisonnement par voie de correction paternelle,

En raison de leur gravité, il convient de rechercher les moyens d'assurer à l'enfant détenu un plus long séjour dans une maison apte à le réformer et, tout d'abord, de poser le principe qui s'est traduit au Congrès d'Anvers sous la forme de ce vœu : « L'emprisonnement par voie de correction paternelle doit être supprimé ». Tout le monde paraît d'accord aujourd'hui sur la nécessité de refondre la portion du Code civil relative à cette question et de créer des maisons spéciales où les enfants insoumis recevraient une éducation suffisamment prolongée pour pouvoir être ramenés dans la bonne voie. Ce que l'expérience, la justice et la raison réclament, c'est l'internement, non plus dans une maison d'arrêt, c'est-à-dire dans une prison, mais dans une maison d'éducation véritablement réformatrice. Mais que sera cet internement ? quelles seront ces écoles ? C'est ce que nous nous proposons d'étudier dans notre deuxième partie.

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉCOLE DE RÉFORME

En abordant l'étude des Ecoles de Réforme, nous ne pouvons nous défaire d'une certaine appréhension que légitime la difficulté de notre tâche. Poser le principe de la substitution d'un long régime d'éducation au châtiment d'un court emprisonnement cellulaire est chose facile lorsqu'un pareil principe est commandé par la raison et l'expérience de la pratique. Mais lorsqu'il faut essayer de poser les bases d'un tel régime, de rechercher si son application doit résulter de la transformation et de l'amélioration de quelque-une de nos institutions pénitentiaires ou si, au contraire, c'est d'innovation, de création qu'il s'agit, la difficulté surgit et se complique en présence des théories nouvelles émises sur l'Ecole de Réforme et le peu de précision dans l'esprit des philanthropes qui emploient cette expression. Ce qualificatif ne prête-t-il pas, en effet, aux plus graves confusions ! L'Ecole de Réforme, nous dit l'Administration

pénitentiaire, mais nous la possédons depuis longtemps ; elle est à Saint-Hilaire, à Saint-Eloi, à Frasnes-le-Château ; elle répond à une nécessité pratique et à une idée parfaitement rationnelle : la sélection par âge ; que voulez-vous de plus ? Et nous ne saurions oublier cet entretien tout amical que nous eûmes avec l'un des chefs les plus estimés de l'Administration pénitentiaire qui nous témoignait son étonnement au sujet du titre que nous donnions à cette étude : « C'est contradictoire, ou plutôt c'est un non-sens, nous disait-on ; il n'existe aucun rapport d'idée entre la correction paternelle et l'Ecole de Réforme. Si vous parlez des mineurs simplement indisciplinés, gardez-vous de faire intervenir cette institution qui n'a pas été créée pour eux, et si vous étudiez l'Ecole de Réforme, laissez de côté les enfants de la correction paternelle... L'expression « Ecole de Réforme » correspond à des institutions précises, ayant leur régime spécial et leurs catégories spéciales d'enfants et, ajoutait en souriant notre interlocuteur, je ne permets à personne, pratiquement bien entendu, de faire dévier cette expression du sens véritable qui lui appartient ». C'est assurément notre avis. Mais, comme nous n'examinons nos institutions actuelles que pour en signaler les lacunes et les insuffisances, qu'il est permis à tous ceux qui s'occupent de l'éducation de la jeunesse et des moyens de mettre un terme au développement de sa criminalité, de proposer ce qui devrait être par comparaison avec ce qui est, on nous permettra d'être moins optimiste et de ne pas trouver que tout est pour le mieux dans la meilleure des législations et la plus parfaite des Administrations

pénitentiaires. Aussi n'est-ce pas dans ces Ecoles, improprement nommées, à notre avis, Ecoles de Réforme, que nous cherchons le remède que nous avons sollicité. Nous voulons, dès maintenant, bien établir le double sens de cette expression, celui des praticiens et celui des théoriciens, des sociologues ; ce n'est pas de transformation dont nous voulons parler, mais de création, et de création qui s'impose en présence de toutes ces catégories d'enfants qui peupleront un jour nos maisons de correction si on ne détruit pas par une éducation réformatrice le germe de leurs mauvais instincts. Ecoles de préservation, Ecoles de Réforme, nous ne voulons pas désigner par là des choses qui existent en France, mais bien des institutions qu'il y aurait intérêt à créer en vue de remédier à des maux que l'on constate et de répondre à des besoins que l'on ressent.

L'éducation préventive n'a pas tous ses organes ; il lui faut des maisons qui soient à la fois des hôpitaux et des écoles, pourvoyant à l'éducation hygiénique et l'orthopédie morale ou mentale des enfants indisciplinés et vicieux. Or, prendrons-nous pour type d'Ecole de Réforme rêvé, en harmonie avec ces aspirations, l'Ecole de Réforme qui est l'établissement primaire de l'éducation pénitentiaire ? Assurément non ; il faut créer, à côté des types d'établissements d'éducation pénitentiaire proprements dits, une série d'établissements qui devront être diversifiés le plus possible, qui dépendront les uns du ministère de l'Instruction publique, les autres de l'Assistance publique, et dans lesquels seront envoyés un très grand nombre d'enfants, non pas évidemment les seuls mineurs de

la correction paternelle, car leur nombre ne permettrait pas la création d'établissements spéciaux, mais plusieurs catégories d'enfants que nous déterminerons dans le cours de notre étude. Au fond même de l'Ecole de Réforme, il n'y a, en réalité, qu'un malentendu qui sépare les théoriciens et la terminologie incite assurément à cette grave confusion. Il ne suffit pas de dire que l'établissement primaire de l'Administration pénitentiaire sera une Ecole de Réforme pour avoir résolu le problème du régime de préservation. Il faut créer véritablement cette Ecole de Réforme en mettant à sa tête un médecin et un pédagogue, en organisant des catégories distinctes, graduées avec soin suivant la nature, le tempérament et la tendance des enfants, en se rapprochant des idées fondamentales des créateurs de Mettray et en ayant le plus possible une séparation radicale et rationnelle entre les différentes catégories de pupilles. Il faut, en un mot, développer l'éducation préventive et la doter de tous les organes qui lui manquent.

Telle est, dans un aperçu général, l'idée que nous nous faisons des Ecoles de Réforme véritablement dignes de ce nom. Tous les auteurs n'admettent pas cependant cette solution et les deux théories adverses ont été soutenues dans le cours de ces dernières années, soit dans des Congrès, soit particulièrement au sein de la Société Générale des prisons. Avant d'entrer dans leur étude, il nous paraît nécessaire d'insister encore sur la distinction que nous avons établie entre l'Ecole de Réforme de l'Administration pénitentiaire et l'Ecole de Réforme théorique

et doctrinale par une étude spéciale de chacune de ces deux institutions.

Nous diviserons donc cette deuxième partie en deux chapitres :

Premier chapitre : *L'Ecole de Réforme de l'Administration Pénitentiaire.*

Deuxième chapitre : *L'Ecole de Réforme au point de vue doctrinal.*

CHAPITRE PREMIER

L'ÉCOLE DE RÉFORME DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

L'Ecole de Réforme dont l'Administration pénitentiaire a provoqué la création n'est, à proprement parler, qu'un degré de la maison de correction, basé sur une sélection des jeunes détenus au-dessous de douze ans. Les enfants auxquels les tribunaux appliquent l'art. 66 du Code pénal, en décidant qu'ils ont agi sans discernement, et que les juges renvoient dans une maison de correction pour y être élevés et détenus pendant un nombre d'années fixé par le jugement et ne pouvant pas dépasser l'âge de vingt ans accomplis sont placés par l'administration dans une Ecole de Réforme, s'ils n'ont pas encore douze ans au moment du jugement. Dans le cas contraire, ils sont envoyés dans une colonie pénitentiaire, publique ou privée, au choix de l'administration.

Même avant l'apparition de ces Ecoles de Réforme, les colonies de Citeaux et de Mettray, colonies privées, avaient organisé un quartier absolument séparé pour les jeunes enfants, placés ainsi sous la direction de religieuses. Malgré cette première amélioration, M. Choppin, direc-

teur de l'Administration pénitentiaire, il y a vingt ans, pensa qu'une sélection plus radicale était encore nécessaire ; les enfants, bien que séparés des plus âgés et des plus pervers, continuaient à vivre au milieu de l'atmosphère de la maison de correction et surtout en subissaient devant l'opinion le contact moral. Il fallait empêcher que l'enfant, préservé jusqu'à douze ans, fût rejeté à partir de cet âge dans le quartier des mineurs entrés plus âgés et, par conséquent, plus corrompus. Jusqu'à douze ans, il y a peu d'inconvénients à mêler les enfants ; il en est, sans doute, parmi eux, de plus ou moins précoces, dont la perversité est plus ou moins grande, mais aucun cependant n'est tellement corrompu qu'il doive être considéré comme incorrigible, et il convient, par conséquent, de les soumettre au même régime. Ce régime, d'ailleurs, doit différer essentiellement de celui appliqué aux mineurs de plus de douze ans. Tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître la nécessité de confier à des femmes l'éducation de ces jeunes enfants. « La femme, dit M. Puybaraud(1), quand elle est éducatrice, devient une mère pour ceux qui n'en ont pas ». Et l'expérience a pris soin de démontrer son heureuse influence sur les jeunes détenus.

Partant donc de cet objectif : la séparation des grands et des petits pupilles de nos colonies, le ministre de l'Intérieur se préoccupa, dès 1874, d'ouvrir des établissements spéciaux pour les mineurs au-dessous de douze ans. St-Eloi près Limoges, St-Joseph à Frasnès-le-Château dans l'Est, sont les deux premières Ecoles de Réforme qui s'organisèrent en 1875 sous l'impulsion de l'administra-

1. V. Puybaraud. *Bul. Com. Pen. Int.* 1895, t. II, p. 406.

tion : la première appartient aux religieuses du Bon Pasteur, la seconde est dirigée par les sœurs alsaciennes de Ribeauvillé. Les enfants y arrivent tout jeunes, vers neuf ou dix ans, quelques-uns plus jeunes encore ; ils y séjournent jusqu'à l'arrivée du terme fixé par le tribunal à l'envoi en correction ou jusqu'à leur libération conditionnelle s'ils l'obtiennent, et c'est ainsi qu'on voit à côté de bambins de huit ou neuf ans des adolescents de seize, dix-huit ou même vingt ans. Pour tous le régime est le même, sous l'influence maternelle et l'autorité directe de religieuses qui n'ont « pour se faire obéir en place de toute arme qu'un simple crucifix ». Cela n'est pas absolument exact, il est vrai, en ce qui concerne l'Ecole de Réforme de St-Eloi, car les religieuses y sont secondées par des hommes. Mais à l'Ecole St-Joseph de Frasnès-le-Château, tous les emplois sans exception sont tenus par des femmes. « La discipline y est douce mais sans rien de fade. Pour qui a l'expérience de l'enseignement et l'expérience de ces visites, il est impossible de s'y tromper : les attitudes, les physionomies, les jeux, les cahiers et les vêtements, l'ordre dans les grandes et les petites choses, tout sent une éducation maternelle, rendue attrayante par une propreté scrupuleuse et par ce mélange d'élégance simple et de dignité que cette communauté sait montrer dans sa tenue. Il y a là un ensemble d'influences délicates et pénétrantes, qui, en épurant les imaginations, modifient bien heureusement toutes les habitudes. Quant aux exercices militaires et aux défilés en musique, ils ont autant de correction et d'entrain que partout ailleurs ; on ne peut même se défendre d'être ému quand on voit,

à chaque retour du bataillon, le porte-drapeau saluer en passant devant la supérieure, comme devant le colonel du régiment (1) ».

A la suite des excellents résultats obtenus dans ces deux établissements, l'Etat voulut, de son côté, tenter une expérience officielle et ouvrit une nouvelle Ecole de Réforme, mais l'établissement est public et dirigé, par conséquent, par des fonctionnaires (2). Primitivement cette école ne constituait qu'une dépendance de la maison de correction de St-Hilaire ; la ferme de Chanteloup, grâce aux efforts continus du distingué directeur actuel de la colonie des Douaires, M. Brun, fut rapidement en état de recevoir une centaine de détenus ayant moins de douze ans. Les deux filles de l'instituteur, assistées de trois surveillants et de leurs femmes, furent chargées de les élever et de les instruire comme à St-Eloi et à Frasnès-le-Château ; les heureux résultats ne tardèrent pas à se faire sentir : les enfants « perdirent leur sauvagerie, leur rudesse, leur défiance... à ce contact de femmes bonnes, dévouées, tempérant la remontrance par la délicatesse et adoucissant par la patience les premières difficultés de l'instruction » (3).

Un premier pas était fait, mais restait à résoudre un autre problème : que faire des enfants ayant dépassé, à la colonie, l'âge de douze ans ? Fallait-il les plonger dans le milieu corrupteur et les abandonner à la promiscuité fâcheuse d'une colonie pénitentiaire ? Devait-on, au con-

1. H. Joly, *A travers l'Europe*, p. 77.

2. R. P. 1894, p. 891.

3. Puybaraud, *loc cit.*, p. 407.

traire, les maintenir à l'Ecole de Réforme au milieu de jeunes camarades récemment arrivés? L'une ou l'autre solution parut à M. Brun présenter de sérieux inconvénients et il lui sembla qu'il serait avantageux de prendre un moyen terme en affectant aux seuls enfants arrivés à Chanteloup avant l'âge de douze ans les trois fermes de St-Hilaire. Aujourd'hui, les enfants ne séjournent à la ferme de Chanteloup que jusqu'à l'âge de 14 ans environ ; ils passent de là à la ferme de Bellevue où, employés à des travaux agricoles, ils font un stage d'une année ; puis, à l'expiration de ce terme, ils vont rejoindre à la ferme de Boulard leurs camarades qui ont suivi la même filière (1).

Ce système présente évidemment sur celui des deux autres Ecoles de réforme de sérieux avantages. On évite ainsi la confusion toujours dangereuse des adolescents avec de jeunes enfants et la moralité générale de l'établissement ne peut qu'y gagner. Mais il est cependant un reproche qu'on peut adresser à ce mode d'éducation : c'est l'insuffisance de l'influence religieuse. La présence de l'aumônier est un puissant auxiliaire pour le retour au bien de si jeunes enfants ; or, à St-Hilaire, il n'y a qu'un seul aumônier pour les trois fermes situées à une grande distance l'une de l'autre, et encore doit-il assurer le service d'une paroisse (2).

1. Monographie de St-Hilaire, v. *Cong. pén. Int.*

2. V. Monographie Saint-Hilaire. Le même reproche pourrait être adressé à plusieurs de nos colonies pénitentiaires, notamment à celle de Montesson où l'élément religieux fait presque complètement défaut, et à celle des Douaires qui, sauf sur ce point, est

Quoi qu'il en soit, nous avons donc aujourd'hui, pour les garçons, trois Ecoles de Réforme, dépendant de l'Administration Pénitentiaire, ouvertes aux enfants de moins de douze ans, acquittés comme ayant agi sans discernement, et qui rendent sans nul doute de grands services. Parmi les œuvres privées, absolument indépendantes, répondant également à ce type d'Ecoles de Réforme pour les garçons, il convient de signaler l'Ecole de Brignais, à la fondation de laquelle M. le Professeur Berthélémy a grandement contribué, la Colonie de Saint-Louis près Bordeaux, l'établissement de M. Bonjean à Orgeville et enfin, dans la Seine-Inférieure, les trois Ecoles de Sauvic, Malleville et Aumale. Avec ces 9 écoles, en présence d'un effectif de mineurs de douze ans qui atteignait 1727 en 1892 et qui n'a fait qu'augmenter depuis, peut-on prétendre avoir un ensemble d'institutions répondant aux véritables besoins de l'heure actuelle? Nous ne le pensons pas. Pour les filles, qui ont toujours été mieux servies, de nombreuses créations ne sont pas nécessaires, mais, pour les garçons, il en manque et il faut en créer. La première réforme à apporter à la loi de 1850 en ce qui concerne les mineurs de 12 ans envoyés en correction serait d'ordonner la création, d'après le modèle déjà existant, d'établissements spéciaux qui seraient, comme nous l'avons dit, le sanatorium où l'on préserve. Et dès lors, on devrait leur donner le nom d' « Ecoles de préservation » plus conforme, ainsi que nous allons le voir,

un véritable établissement modèle, dû à la haute initiative et à la grande expérience de son directeur actuel, M. Brun.

que celui d' « Ecoles de Réforme », à la situation morale de la plupart des pensionnaires.

L'Ecole de Réforme de l'Administration pénitentiaire constitue donc un progrès certain. Mais elle est encore loin de fermer la porte à toute critique et à toute innovation.

Jusqu'à l'âge de 12 ans, dit-on, il y a peu d'inconvénients à mêler les enfants ; ils sont tous plus ou moins corrompus, mais ils sont aussi également éducatibles et il convient, par conséquent, de les soumettre au même régime. Mais si, parmi les enfants coupables de crimes ou de délits de droit commun, tout comme parmi les mendiants et les vagabonds, les vicieux et les indisciplinés, il en est de bons, de médiocres et de mauvais, le vice actuel de les confondre tous dans la promiscuité des colonies pénitentiaires ne va-t-il pas se représenter ici ? Ils sont tous éducatibles, soit, mais est-ce que la difficulté de la réformation des bons ne va pas s'accroître sous l'influence pernicieuse des plus corrompus ? Et les petits vagabonds qui, dans la pratique actuelle, sont remis trois et même quatre fois à leur famille avant d'être traduits devant les tribunaux correctionnels, qui sont, par conséquent, plus corrompus encore par le contact de la rue, qui, avant leur envoi en réforme, sont déjà passés par la prison, ne vont-ils pas être d'une promiscuité dangereuse pour ceux qu'une faute légère, souvent plus imputable à la famille qu'à la nature de l'enfant, a renvoyés devant les tribunaux correctionnels ? M. le Pasteur Pénisson, le distingué directeur de cette admirable petite colonie protestante de Ste-Foy, où sont mélangés aux jeunes enfants de

l'art. 66 les enfants de la correction paternelle, nous disait : « Dans notre colonie, enfants de l'article 66 et enfants de la correction paternelle sont traités de la même manière et confondus. D'une façon générale, ils ne valent guère mieux les uns que les autres et l'on peut affirmer que si nos garçons de la correction paternelle ne nous avaient été envoyés par leurs parents, ils seraient venus un peu plus tard envoyés par les tribunaux. Je crois cependant pouvoir affirmer que si les enfants de la correction paternelle sont, pendant leur séjour ici, aussi difficiles que les détenus, d'une façon générale ils se conduisent mieux dans la vie après leur sortie de notre colonie. La principale raison, à mon avis, est qu'ils ne sont pas familiarisés comme ces derniers avec la prison : c'est pourquoi je voudrais que le temps de l'instruction fût raccourci le plus possible et que, dès le jugement prononcé, le pupille fût immédiatement transféré. On s'étonne parfois que nos deux catégories de pensionnaires soient ensemble et l'on nous demande si nous ne nous exposons pas à ce grave péril de la corruption des moins mauvais par les plus contaminés. Il y a, sans doute, un très grand danger, mais dans une petite colonie comme la nôtre où la surveillance est effective par le fait du nombre et de la qualité des surveillants, j'estime que le danger n'est pas aussi sérieux qu'on pourrait le penser. Je crois cependant que lorsqu'un enfant donne certains gages de force morale, il y aurait un réel profit pour lui à être placé dans un autre milieu où il trouverait plus douce la main de l'autorité qu'il a déjà reconnue et acceptée. Je rêverais, quant à nous, une ferme, par

exemple, pas trop éloignée de la colonie pour que le directeur pût y jeter assez fréquemment les yeux, mais assez éloignée cependant pour que, entre les pensionnaires de la colonie et ceux de cette ferme, il n'y eût pas de communication facile. J'y mettrais mes meilleurs sujets et, pendant un an ou deux, ils feraient mieux qu'on ne le peut ici, l'apprentissage de la liberté ; j'estime que les résultats seraient excellents, mais je voudrais aussi, cela va de soi, que les effectifs soient assez réduits pour que, à l'exemple de Ste Foy, le directeur connaisse à fond ceux dont il a l'ambition de faire des hommes. »

Vis-à-vis des jeunes enfants, l'idéal serait donc de faire des sélections nombreuses et de créer des régimes progressivement plus sévères suivant leur degré de perversité, quelle que soit, d'ailleurs, la cause de leur internement ou la nature du délit commis. Quelques-uns, il est vrai, reprocheront à ce système d'entraîner des complications laborieuses. On objectera notamment qu'il sera fort malaisé, dans la plupart des cas, de déterminer dans quel établissement pénitentiaire doit être envoyé l'enfant, parce que le Tribunal ne connaît pas les outils dont dispose l'Administration. Soit ! mais ce que la Justice pourrait et devrait faire, c'est de fournir tous les renseignements permettant à l'Administration d'apprécier dans quel établissement l'enfant pourra être placé le plus utilement pour lui, d'après son degré de moralité, ses aptitudes industrielles, son état de santé. La Justice ne peut savoir quelles maisons répondent le mieux à ces conditions spéciales pour chaque enfant. Mais l'Administration qui, par ses inspecteurs, est à même de connaître

le caractère exact de chacune de ses Ecoles mettrait à profit les renseignements que lui fournirait la Justice pour apprécier celle qui conviendrait le mieux aux besoins de l'enfant ! Et puis, si les renseignements fournis par la Justice sont insuffisants, pourquoi ne se livrerait-elle pas elle-même, avant le transfert à la colonie, à une étude sérieuse du jeune détenu, étude que faciliterait la communication des renseignements pris par l'autorité judiciaire sous la forme d'une notice individuelle, la mise en observation pendant quelque temps dans un quartier distinct, qui pourrait être utilement entreprise dans les maisons d'arrêt et de justice réservées aux mineurs de la correction paternelle ou en détention préventive. Et ainsi s'opérerait tout naturellement une sélection dont le résultat précieux serait de ne réunir dans un même établissement que des enfants ayant même nature, même moralité et mêmes besoins. Evidemment ce ne serait pas encore l'individualisation de l'éducation morale telle que nous la comprenons, mais il est certain que ce serait un progrès incontestable, puisque chaque enfant s'y accommodant des mêmes influences, on ne rencontrerait plus dans nos Écoles de Réforme la promiscuité regrettable du bon et du mauvais, du médiocre avec le mauvais et le bon. Il faudrait encore, que ne faudrait-il pas dans cette délicate question du relèvement moral de l'enfant, remplacer les agglomérations par des effectifs réduits, car, alors, les sélections étant plus nombreuses seraient aussi moins étendues et plus précises. Mais, il faut le reconnaître, ce serait demander à l'Etat et aux particuliers de trop lourds sacrifices. Ce qu'on peut souhaiter, c'est de

voir l'initiative privée et l'Administration s'inspirer à l'avenir des vrais principes et abandonner pour leurs créations à venir le système vicieux des grands établissements à effectifs nombreux.

D'ailleurs, l'idée de faire de l'Ecole de Réforme, non pas seulement la maison de correction des mineurs de douze ans, mais un quartier de récompense pour les « bons » des colonies pénitenciaires avait été émise par M. Duflos, directeur de l'Administration pénitentiaire ; il avait même étudié et présenté, dans son budget, un projet de dépenses nécessitées par cette amélioration. La Commission du Ministère de l'Intérieur (1) déclarait qu'il fallait créer des Ecoles de Réforme à régime disciplinaire assez doux, dans lesquelles seraient placés tous les enfants au-dessous de douze ans et ceux qui auraient été jugés tels par le directeur de la colonie. On créait, dans chaque colonie, afin de pouvoir arriver à cette sélection, un quartier d'observation d'où, après un certain laps de temps, le directeur aurait envoyé les enfants dans la colonie des « bons » : on créait, d'autre part, des Ecoles pénitenciaires à régime sévère dans lesquelles seraient placés tous les mauvais.

Le règlement de 1899 n'a pas consacré ce système. Il s'est rangé de l'avis de ceux qui estiment que créer une colonie des « bons » serait perdre complètement les enfants qui seraient renvoyés dans les autres écoles et enlever aux colonies pénitenciaires un de leurs meilleurs

1. V. *Résumé des travaux de cette Commission*, R. P., février 1900, p. 231.

éléments de moralisation. « Il faut, disait M. Guillot, laisser les bons avec les moins bons, car, si l'éducation se fait par les maîtres, elle se fait aussi par les enfants ».

Quoi qu'il en soit, le règlement de 1899, en maintenant l'Ecole de Réforme pour les mineurs de 12 ans et la colonie pénitentiaire pour les enfants de 12 à 20 ans, n'a fait que répondre à l'idée émise par M. Puybaraud au sein de la Commission : la division par âge. « Ce que nous devons faire, avait dit M. Puybaraud, c'est élever les enfants. Nous devons supprimer les qualifications : maison de correction, Ecole de Réforme, colonie pénitentiaire ; nous devons nous borner à recevoir les enfants et à les placer, suivant leur âge, dans telle ou telle école ».

Mais cette classification admise par l'Administration pénitentiaire : Ecole de Réforme, colonie pénitentiaire, nous la critiquons à deux points de vue : d'abord, parce qu'on n'a fait qu'une seule division : enfants au-dessous de 12 ans et enfants au-dessus ; ensuite, parce qu'on a attribué à deux institutions, identiques au fond, deux qualifications différentes, en donnant improprement le nom d'Ecole de Réforme à la colonie pénitentiaire des mineurs de 12 ans.

En premier lieu, disons-nous, on n'a fait qu'une seule distinction : enfants mineurs de 12 ans, enfants majeurs de 12 ans. Cette sélection, basée sur la seule expiration d'un terme, nous paraît arbitraire et injuste. Comment, en effet, peut-on, ayant affaire à un enfant de 12 ans et quelques jours et à un enfant de 12 moins quelques semaines, condamnés le même jour pour un petit délit

sans gravité, dire au premier : « Tu seras dans une colonie pénitentiaire parce que tu as eu l'infortune de commettre trop tard le délit qui t'est reproché », et au second : « Tu iras, toi, dans une Ecole de Réforme, tu seras soumis à un régime plus doux, sous l'autorité maternelle de religieuses, parce que tu as été plus précoce ». Il y a là quelque chose de choquant et d'irrationnel : ils doivent être tous deux dans une Ecole quelconque, appelée Ecole de Réforme, école de préservation, école X ou école Z. « Divisez, disait M. Vidal-Naquet, faites une discipline de plus en plus sévère, mais n'infligez pas à l'enfant le stigmate du titre, parce qu'il a 12 ans et huit jours ».

En outre, le règlement de 1899 a commis, à notre avis, une erreur grave en n'admettant qu'une seule division : l'âge de 12 ans. Un enfant de 12 ans est-il le même qu'un enfant de 14, celui de 14 le même que celui de 16 et celui de 16 semblable à celui de 20 ! Et la pratique ancienne qui consistait à jeter dans la même colonie tous ces enfants d'âge et de nature différents, grandissant ensemble sous un même régime et une même autorité, était absolument déplorable. « Si nos Ecoles de Réforme, disait M. Vidal-Naquet, à la Société générale des prisons (1) ont réussi, si aujourd'hui les statistiques nous montrent que ces écoles amènent presque toujours le redressement de l'enfant, ce n'est pas parce qu'on a envoyé l'enfant en correction au-dessous de 12 ans... Pourquoi l'enfant envoyé au-dessous de 12 ans à Frasn-le-Château sera-t-il

1. V. R. P., mars 1900, p. 401.

corrigé, et pourquoi l'enfant de 12 ans et un mois envoyé à Aniane retombera-t-il ? C'est qu'à l'Ecole de Réforme, à partir de l'âge de 12 ans et jusqu'à ce qu'il en sorte, il pourra bien voir diminuer le nombre de ses camarades, il ne les verra jamais augmenter. Quand il aura 15 ans, quand il sera dans son atelier avec 25 enfants de son âge, ses condisciples depuis au moins trois ans ; quand, depuis trois ans, il aura suivi les conseils de ses maîtres, il ne verra jamais la porte s'ouvrir pour livrer passage à un nouveau venu de son âge, mais plus gâté, plus vicieux que lui. Au contraire, dans les colonies, qu'est-ce qui se produit ? Tous les jours la porte s'ouvre ; ce sont de mauvais camarades qui arrivent, et quand l'honorable M. Guillot vient dire que l'éducation la meilleure se fait par l'enfant, on peut répondre ce qu'Esope disait de la langue, que l'éducation la plus mauvaise se fait aussi par l'enfant. »

L'absence de l'élément nouveau, voilà le véritable secret des merveilleux résultats de l'Ecole de Réforme actuelle ; et pour étendre ce remède à tous nos enfants des colonies pénitentiaires majeurs de 12 ans, c'est au vœu émis par M. l'Inspecteur Général Puibarand à la Commission du Ministère de l'Intérieur que nous accorderions tous nos suffrages : unité du système d'établissements pour les mineurs des articles 66 et 67 et diversité de ces établissements suivant l'âge des recrues qui y pénètrent et qui y grandissent jusqu'à 20 ans. Et alors, « il y aurait un type pour les enfants au-dessus de 12 ans et au-dessous de 14 où ils pousseraient également jusqu'à 20 ans ; un autre pour les enfants au-dessus de 14 ans où ils con-

tinueraient à pousser jusqu'à 20; un troisième pour les enfants de près de 16 ans, où ils continueraient encore à pousser jusqu'à 20 ans ». (1). Ce système viendrait évidemment se heurter à de graves considérations budgétaires, car une pareille amélioration nécessiterait des établissements nouveaux et des dépenses élevées. Mais il est à souhaiter que, dans un avenir prochain, on voit ainsi s'étagier des établissements ou plutôt des collèges où s'y développent l'enseignement moral et religieux, le travail approprié à la nature et aux forces de l'enfant et où les résultats seront d'autant plus sûrs qu'on aura transplanté « des semis de jeunes arbres qui grandiront sur des terrains déjà bien cultivés ».

Mais telle n'est pas là la seule lacune de l'Ecole de Réforme de l'Administration pénitentiaire. Il est une autre critique que nous avons formulée contre elle : c'est la désignation différente de deux types admis par l'Administration pénitentiaire, là où il ne devrait y en avoir qu'une et la dénomination inexacte de l'Ecole dite « de Réforme ».

Ecoles de Réforme, colonies pénitentiaires, colonies correctionnelles, tels sont les trois types admis par l'Administration pénitentiaire. Nous laissons de côté le troisième : la colonie correctionnelle ; celle-ci reçoit les

1. R. P., mars 1900. *Discussion générale*, M. Puybaraud, p. 419. Il faut bien s'entendre d'ailleurs sur cette dernière catégorie. Remarquons qu'en parlant de ce troisième type, nous envisageons les enfants qui ont un peu moins de 16 ans et auxquels s'applique encore l'art. 66. Nous n'envisageons pas les enfants de 16 ans révolus, qui sont alors de jeunes adultes qu'on envoie dans les maisons centrales, dans des quartiers spéciaux.

enfants condamnés à plus de deux ans et les indisciplinés des autres colonies : elle comprend, par conséquent, un personnel nettement déterminé et tout spécial. Restons donc en présence de l'Ecole de Réforme et de la colonie pénitentiaire qui renferment les mineurs de l'article 66 et, pour ceux de l'article 67, les condamnés à moins de deux ans. Eh bien ! pour ces catégories d'enfants, nous ne comprenons pas pourquoi, étant donnée identité de délit, on réserve aux majeurs de 12 ans la *Colonie pénitentiaire*, tandis qu'on accorde aux mineurs de 12 ans, l'*Ecole de Réforme*. C'est une pure question de terminologie, soit, mais pourquoi créer deux appellations différentes pour deux établissements identiques par leur nature et qui ne varient que par l'âge et le régime de leurs pensionnaires ? Un jugement ne serait-il pas bien mieux accepté et compris de tous, si au lieu de porter que l'enfant « sera conduit dans une maison de correction », Ecole de Réforme ou Colonie pénitentiaire, disait simplement qu'il sera placé sous la garde de l'Etat ? Est-ce que cette formule moins effrayante, en même temps qu'elle mettrait mieux en relief le caractère tutélaire de la mesure, n'aurait pas aussi l'avantage de donner plus d'élasticité à l'action de l'Etat et de lui permettre de s'exercer sous les formes les plus variées ? Est-ce qu'une des causes principales de la défaveur qui s'attache à la maison de correction, n'est pas qu'elle n'a qu'un seul type applicable également aux enfants de toutes les catégories ? les parents ne peuvent-ils pas justement s'alarmer à la pensée que leur enfant, simple petit mendiant, est élevé en compagnie d'autres enfants qui ont com-

mis les actions les plus abominables et les plus honteuses (1). Et pourquoi, encore une fois, l'enfant qui est envoyé en correction à douze ans moins un jour et qui y restera jusqu'à sa vingtième année sortira-t-il d'une « Maison de Réforme », alors que le délinquant de douze ans et un jour, sortira, à 21 ans, d'une « Colonie pénitentiaire » ? Et si l'Administration, répondant au véritable besoin de la sélection par âge, venait à créer des établissements spéciaux pour les mineurs de 14 ans et pour ceux de 16 ans, donnerait-elle à chacun un nom différent, et alors où s'arrêterait-on ? ou un nom identique : École de Réforme, École de préservation, Colonie pénitentiaire ? Il n'y a là, nous le répétons, qu'une simple question de mots, et si nous émettons cette idée, c'est que nous pensons qu'il est inutile d'encombrer les institutions de l'Administration pénitentiaire d'appellations différentes, lorsque deux de ces institutions sont identiques au fond et, surtout, quand on donne à l'une un qualificatif aussi impropre que celui d'« École de Réforme », ainsi que nous allons le démontrer. Nous ne songeons pas, d'ailleurs, au prétendu stigmate que peut imprimer sur le front de l'enfant son passage dans « la Colonie pénitentiaire » ou « la Maison de correction » ; nous sommes de ceux qui pensent que, s'il serait préférable de désigner d'un nom moins caractéristique ces établissements qui sont toujours une tâche dans le passé de l'enfant, une qualification différente ne ferait nullement illusion au public qui prend ses opinions dans le *Petit Journal* et ses

1. V. Guillot, *L'Enfance*, p. 374.

sentiments dans les romans erronés d'auteurs mal documentés. Croit-on qu'un jardinier des environs de Paris, auquel on présentera un pupille de l'Ecole Lepelletier de St-Fargeau, s'imaginera que cet enfant sort d'une école professionnelle d'horticulture, ou qu'un cultivateur normand prendra la colonie des Douaires pour une succursale de Grignon ? Dans les campagnes, comme dans les villes, on sait bien ce que veut dire un mot : « Vous auriez beau dire que Mettray est une école où on se prépare à Polytechnique (quoique ce soit un peu vrai dans la Maison Paternelle), on sait ce que c'est au bout de peu de temps dans la ville. C'est exactement comme si on disait : « Voilà une femme qui vient de la maison charitable de St-Lazare » ; on ne croirait pas qu'elle vient d'un collège de jeunes filles. On saura bientôt aussi ce que veut dire le mot Ecole de Réforme ; mais ce mot est un terme plus large, pas offensant, et qui permettra à l'enfant de ne pas se croire dans une prison. Ces mots ont de l'importance pour nous qui sommes des sentimentaux, mais pas pour les gens du pays qui savent à quoi s'en tenir ; et lorsqu'un enfant dira : « Je viens d'une Ecole de Réforme », qu'on lui demandera : « Où était-elle ? » et qu'il répondra : « A Mettray », on comprendra. De même, il aura beau dire qu'il vient d'une colonie agricole, on saura encore qu'il sort d'une maison de redressement moral (1). Nous nous rangeons entièrement à cette opinion de M. Puybaraud, mais, avec cette différence, que nous n'admettons pas la qualification d'Ecole de

1. V. *Discussion générale à la Société des Prisons*, séance du 21 février 1900. R. P. mars 1900. Puybaraud, p. 426.

Réforme pour la colonie pénitentiaire des mineurs de douze ans et en voici la raison :

La terminologie d' « Ecole de Réforme », dans le sens de l'Administration pénitentiaire, est d'origine anglaise. Il existe, en effet, chez nos voisins d'Outre-Manche, deux types distincts d'établissements : l'un, l'Ecole Industrielle, « Industrial School », réservé, en principe, aux jeunes gens qui n'ont pas commis de délit précis, mais qui sont moralement abandonnés ou qui vagabondent, aux enfants dont les parents sont en prison, aux enfants qui fréquentent des voleurs avérés ; l'autre, l'Ecole de Réforme, « Reformatory school », réservé aux jeunes condamnés, analogues à ceux de nos articles 67 et 69. Or, par une anomalie bizarre qui n'est pas, il faut le reconnaître, entièrement à son honneur, la France, malgré l'exemple d'un peuple qui assiste à la décroissance continue de sa criminalité, a négligé l'Ecole Industrielle qui répond chez nous aux mêmes besoins que chez nos voisins et ne leur a emprunté que la terminologie d'Ecole de Réforme, « Reformatory », en l'appliquant à la colonie pénitentiaire des petits, c'est-à-dire à l'établissement au régime le plus doux, tandis qu'en Angleterre il s'applique à l'établissement au régime le plus rigoureux. Ce n'est là qu'une question de mots, c'est entendu. Mais enfin, il faut bien le reconnaître, étant donnée l'origine certaine de notre terminologie d'Ecole de Réforme, elle s'applique mal à l'idée qu'a voulu copier notre Administration pénitentiaire en poursuivant la création de semblables établissements. Si nous insistons sur cette confusion qui, en soi, n'est pas d'une importance capitale,

c'est que nous voudrions voir cette expression dévier du sens que lui donnent nos voisins pour la consacrer aux établissements spéciaux, réservés aux enfants qui n'ont pas commis de délit, et qui seraient, en France, ce que sont, en Angleterre, les « Industrial schools ». Qu'on dénomme ces établissements : Ecoles de Réforme ou Ecoles de préservation, nous ne voyons pas grande différence entre ces mots presque synonymes ; à peine y pourrait-on apercevoir une légère nuance en se plaçant au point de vue de la manifestation extérieure du degré de corruption de l'enfant et en considérant qu'il faut songer à *réformer* l'enfant qui a déjà commis un délit et *préserver* celui dont la nature vicieuse ne s'est encore manifestée par aucune atteinte à l'ordre social.

Et pour aller jusqu'au bout de notre pensée, nous dirons même que nous n'admettons pas l'Ecole de Réforme, telle qu'elle existe aujourd'hui, en tant que maison de correction des mineurs de douze ans, acquittés comme ayant agi sans discernement ou condamnés. Assurément la question a perdu de son importance depuis la loi de 1898 qui permet aux tribunaux, quand un délit a été commis par l'enfant, de le confier à l'Assistance publique plutôt que de le rendre à des parents trop souvent indignes ou l'envoyer dans une maison de correction. Mais il n'en est pas moins certain, contrairement à ce que soutenait M. Joly, à la Société générale des prisons (1) qu'on n'attend pas la dernière extrémité pour envoyer les

1. V. R. P., avril 1900. Dans le même sens, M. d'Haussonville, Félix Voisin, Mme Dupuy.

enfants en correction ; c'est ainsi qu'à St-Hilaire on élève des enfants tout jeunes, âgés souvent de moins de huit ans. Or, nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de placer dans une maison relevant de l'Administration pénitentiaire un enfant de moins de dix ans. C'est le principe même de la capacité pénale que nous nous refusons d'admettre pour cette catégorie d'enfants, pour laquelle la question de discernement ne devrait même pas se poser. Comme le disait si éloquemment M. le professeur Garçon à la séance de la Société des prisons du 21 mars 1900 : un tel enfant doit appartenir à l'Assistance publique. « Il n'est pas permis de dire qu'il a commis un véritable délit ; il a agi certainement, celui-là, sans discernement, et il me semble qu'il doit y avoir en sa faveur une présomption légale qu'il appartient, non aux maisons pénitentiaires, mais à l'Assistance publique ». Nous retrouverons la question dans notre chapitre II, en étudiant l'importance que peut avoir pour la création des Ecoles de Réforme que nous préconisons, la proposition de M. A. Muteau relative aux mineurs de l'art. 66, qui autorise les tribunaux à remettre ces enfants, soit à leurs parents, soit à des particuliers, soit à l'Assistance publique ou dans des maisons d'éducation spéciales et qui enlève au service pénitentiaire, pour les confier à l'Assistance publique et aux professeurs nationaux, certains établissements où seront reçus les mineurs absous qui n'auront pu bénéficier d'une des dispositions précédentes. Où va donc notre conclusion ? Elle va plus loin, comme nous le verrons, que la proposition de loi ; mais nous nous trouvons ici en présence d'une question qu'il serait

peut-être opportun de résoudre lorsqu'on s'occupera de cette proposition : accomplir dans notre loi française ce qu'on a accompli à l'étranger, poser une limite en deçà de laquelle l'enfant serait, par une présomption légale, invincible, considéré comme ayant agi sans discernement. Que l'on aille jusqu'à douze ans ou que l'on s'arrête à dix, mais que l'on déclare que tout ce qui est enfant au-dessous de cet âge ne peut jamais, sans aucune exception, être envoyé dans des maisons qui sont des maisons pénitentiaires. L'enfant, participant plus à la vie de famille qu'à la vie sociale, ne doit-il pas être considéré comme incapable de se rendre compte du cercle plus éloigné qui constitue la Société, et, celle-ci, dans ces conditions, a-t-elle le droit de venir à lui avec son appareil de gendarmes et de tribunaux, dès qu'elle ne s'est point révélée à lui comme un fait perceptible à sa raison ? Et puis, la mesure de l'éducation correctionnelle, même à supposer qu'il s'agisse d'un régime éducationnel, ne doit intervenir comme peine que là où les effets qu'on en attend sont susceptibles de se produire. Or, qui prétendra qu'au-dessous d'un certain âge, ces effets de la peine soient toujours réalisables (1) ?

En outre, la question de discernement, dans notre droit, a un autre but, et c'est cette confusion de rôle qui constitue le vice radical du système. Elle sert, non seulement à trancher la question de responsabilité, mais aussi à déterminer le caractère des mesures à prendre à l'égard du mineur. En effet, d'après les articles 66 et 67

1. Saleilles, *Cours de législation pénale comparée*, 1897-1898.

du Code pénal de 1810, suivant la réponse affirmative ou négative donnée à la question de discernement, le mineur sera condamné, et il subira une peine qui, au point de vue du régime, sera de la même nature que celle admise pour les adultes, ou il sera acquitté, mais il pourra être soumis à des mesures d'éducation d'un caractère pénal. C'était confondre deux choses distinctes, la question d'irresponsabilité et la question d'individualisation de la peine. Faire dépendre du discernement la notion non plus juridique, mais pratique de la répression, c'était étroitement solidariser la question du régime et la question théorique de la responsabilité.

Nous ne voulons pas entrer plus avant dans le problème du discernement de l'enfant que tant d'auteurs compétents ont si brillamment exposé avant nous. A notre avis, les questions de discernement, de responsabilité, devraient disparaître dans un Code de l'Enfance coupable. Il ne s'agit pas de savoir si l'enfant est ou non philosophiquement responsable, mais quelles sont les mesures que la Société a, dans les limites de son intérêt, le droit et le devoir de prendre à l'égard des jeunes délinquants, pour sa protection et la leur.

La question ne nous intéresse qu'au point de vue de l'incapacité absolue de l'enfant, puisque nous voudrions qu'au-dessous d'un certain âge, il ne puisse être l'objet d'aucune poursuite et soit remis à l'Assistance publique qui le placerait dans un établissement d'éducation et de réforme, au caractère, non plus pénitentiaire, mais familial et hospitalier, si toutefois il se montre indigne du placement familial. Or, il est dans la logique d'un système pénal

bien conçu, de déterminer une période d'irresponsabilité absolue, couverte par une présomption légale irréfragable. Lors de la révision du Code pénal, en 1832, il fut proposé à la Chambre des Pairs un amendement d'après lequel l'enfant de moins de douze ans pouvait être jugé, sur la réquisition du Ministère public, en la Chambre du Conseil, ses parents dûment appelés et en présence de son avocat. Cet amendement fut rejeté par le motif que le droit commun veut que les débats et le jugement soient publics en matière criminelle, que la Charte n'a autorisé d'exception à cette règle que dans le seul cas où l'ordre ou les bonnes mœurs seraient compromis par la publicité et que, s'il n'est pas douteux que le jugement d'enfants de moins de douze ans ne puisse, dans beaucoup de cas, compromettre les mœurs publiques, il suffit que la sagesse des magistrats puisse concilier le principe de la publicité des débats avec les égards qui sont dus à l'enfance (1). Les instructions de la Chancellerie ont, d'ailleurs, suppléé à la loi sur ce point et ont réglé son application. Une circulaire du Ministre de la Justice, en date du 26 mai 1855 (2), recommande aux membres du Ministère public de s'abstenir, à moins de circonstances exceptionnelles, de poursuivre les enfants au-dessous de sept à huit ans, et une nouvelle circulaire du 11 mars 1876 (3) est venue rappeler les prescriptions de

1. Observations de M. Renouard, *Moniteur* du 20 mars 1832.

2. Recueil Gillet, n° 3585.

3. *Bulletin officiel du Ministère de la Justice*, 1876, p. 46.

la précédente qui semblaient être quelque peu oubliées. Ces prescriptions ont été renouvelées en 1892 (1).

Il n'en est pas moins vrai qu'il existe des exemples scandaleux de poursuites pénales contre des enfants en bas âge. En 1889, par exemple, la statistique officielle indique, parmi les mineurs traduits en justice, 47 au-dessous de 8 ans, 623 au-dessous de 10 ans ; en 1892, se trouvaient dans les colonies pénitentiaires 51 enfants âgés de moins de 8 ans, 541 de 8 à 10 ans, 1244 de 10 à 12 ; à l'heure actuelle, et nous l'avons constaté par nous-même, la Petite-Roquette renferme un grand nombre d'enfants de moins de 10 ans, coupables de délits sans importance et qui attendent leur comparution devant les tribunaux correctionnels. Certes, ils sont, en général, acquittés, mais leur comparution devant la justice répressive n'en couvre pas moins leur passé d'une tâche qui s'efface difficilement ; et puis, peut-on sérieusement admettre qu'il soit possible, et la loi le permet, qu'après s'être posé pour un enfant de moins de huit ans la question de discernement, le tribunal y réponde affirmativement.

Aussi, des criminalistes éminents ont-ils réclamé avec insistance la fixation d'une limite d'âge au-dessous de laquelle le Ministère public ne pourrait intenter de poursuites (2). Mais cette question doit être envisagée, à notre avis, à deux points de vue. Au point de vue général, on se demandera : à partir de quel âge l'interven-

1. *Revue Pénitentiaire*, 1892.

2. V. Ortolan, I, p. 263, 269 ; Chauveau et Faustin Hélie, I, p. 485 et ss. ; Laborde, nos 127 et 128 Rossi ; I, p. 56.

tion de la société peut-elle s'exercer, à raison d'une infraction commise par un enfant, pour soumettre ce dernier à des mesures appropriées? Au point de vue restreint, on la formulera ainsi : à partir de quel âge un jeune délinquant peut-il être puni au moyen de peines proprement dites? Et nous répondrons : si jeune que soit le coupable, la société a le droit de se défendre, mais sa fonction n'est d'intervenir qu'autant qu'il est indispensable pour maintenir la paix sociale. En tant que société, elle ne peut infliger de peines que dans la mesure où elle-même a facilité la formation sociale de ses membres, où elle s'est montrée éducatrice et réformatrice. Donc, quel que soit l'âge de l'enfant, il est toujours possible de le soumettre à un système approprié d'éducation tendant à le corriger et de prendre à son égard des mesures de précaution, l'empêchant de nuire à nouveau. Mais ce n'est qu'à un certain âge qu'il sera apte à subir une mesure pénale, c'est-à-dire toute mesure qui entraîne la flétrissure d'une mention au sommier judiciaire (1).

Mais quel sera cet âge? Les auteurs (2) et les législa-

1. La Société générale des Prisons a repris, en 1892 (v. R. P., 1892, p. 467), la discussion de la question de la limite de l'âge de la responsabilité. Elle s'est d'ailleurs montrée assez défavorable à la fixation d'une limite, et la raison en a été que cette limite présuppose chez les juges eux-mêmes un certain défaut de « discernement » et qu'une telle affirmation peut difficilement être produite dans un exposé de motifs.

2. Chauveau, Faustin Hélie et Villey proposent 10 ans (t. I, n° 325). Rossi, 9 ans (t. I, p. 56), Ortolan, 7 ans (*Rev. de législat.*, 1843, p. 463 et *Elém. de droit pénal*, t. I, n°s 263, 269. Comp. Thiry, n° 86, Laborde, *Cours de dr. criminel*, n° 129.

tions positives (1) ont admis des périodes différentes. Ces divergences tiennent moins à une diversité d'appréciation de la responsabilité pénale des enfants qu'à un désaccord sur l'opportunité des mesures qu'impose l'état social. C'est pourquoi, dans les deux pays les plus extrêmes de l'Europe, la Norvège et la Grèce, la période d'irresponsabilité absolue est la même : 10 ans, tandis que dans deux autres pays limitrophes des précédents, il en est tout autrement : en Suède, elle est de 15 ans, en Turquie elle n'existe même pas. Comme l'a dit fort justement M. le professeur Léveillé, il ne s'agit pas d'une question de latitude comparée, mais d'une question de législation comparée.

Quoi qu'il en soit, la Commission, instituée près le Ministère de la Justice, en vue de rédiger un projet de révision de notre Code pénal (2) a, dans son article 57, posé comme principe que « Le mineur de *dix* ans ne peut être l'objet d'aucune poursuite... ». Que l'on abaisse cette limite ou qu'on l'élève à 12 ans, à 14, comme le demande l'avant-projet du Code fédéral suisse, ou même à 15 comme l'a proposé M. Thiry au Congrès international de Paris en 1895, il n'en reste pas moins qu'on ne devrait jamais, à notre avis, au-dessous d'un certain âge, qui, selon nous, doit être 10 ou 12 ans, prendre à l'égard des jeunes délinquants que des mesures d'éducation, soit d'éducation par la famille, soit d'éducation dans une

1. V. *Bulletin de la Société générale des Prisons*, 1892, p. 7.

2. Consultez : Le Poittevin, *Etude sur le projet de révision*, R. P 1893. Champcommunal, *Examen critique et comparé du projet de réforme du C. pénal*, extrait du *Journal des Parquets*, 1896.

maison spéciale ou à l'aide de placements individuels. Nous verrons, dans notre prochain chapitre, avec le projet de M. Muteau, si l'idée d'étendre à tous les mineurs de l'art. 66 le système de l'éducation familiale et hospitalière en écoles spéciales rattachées à l'Administration de l'Assistance publique est pratiquement réalisable. Mais ce qu'il faut écarter, avant tout, c'est pour les tout jeunes enfants l'idée de peine ; même placé dans une maison de réforme ou de correction, l'enfant ne doit pas se croire dans une prison. Comme le dit M. Rivière : « les condamnations ne peuvent avoir aucun effet sur l'âme de l'enfant ; elles le déshonorent et l'habituent à la honte de la peine, sans pouvoir arriver à le réformer ». Le régime de l'emprisonnement individuel est dangereux pour la raison et la santé ; l'emprisonnement en commun, c'est la corruption fatale ; la détention pendant tel nombre d'années dans un établissement de l'Administration pénitentiaire, c'est encore l'idée de peine pour l'enfant et le public, doublée de l'inconvénient de l'inscription au casier judiciaire qui marque l'enfance, dès son début dans la vie, d'une tâche indélébile. Et c'est pourquoi, nous voudrions voir l'enfant de moins de 10 ou 12 ans, appartenir à l'Assistance publique qui aurait le choix du régime et, s'il y a lieu, du changement à y apporter. A elle d'apprécier, non seulement si l'enfant doit être interné dans une Ecole de Réforme, telle que nous la montrerons, mais encore de savoir s'il doit être placé dans toute autre maison quelconque d'éducation ou chez un particulier, un nourricier, etc. Car prétendre qu'il appartient au Tribunal seul de déterminer le mode d'éducation auquel il

convient de soumettre l'enfant, c'est oublier que le Tribunal n'a pas, au moment du jugement, les éléments d'appréciation suffisants.

Mais, dira-t-on, l'Assistance publique n'étant pas obligée de recevoir ces enfants rend, par conséquent, inapplicable, ou plutôt inappliquée, la loi pourtant excellente de 1898. Si l'exercice de la précieuse faculté qu'elle donne aux juges d'instruction, aux Tribunaux et aux Cours d'appel, était assuré en termes précis et formels, il mettrait à leur disposition tous les moyens de protection et de salut des enfants, puisque, sur une simple désignation, ces enfants pourraient être confiés soit à des parents, soit à des particuliers, soit à des institutions charitables, soit à l'Assistance publique. Or, l'Assistance publique prétend que cette loi n'est pas obligatoire pour elle, qu'elle ne l'astreint pas à pourvoir à la dépense de la garde dont la chargent les magistrats : que ferez-vous, dès lors, de ces pupilles dont elle ne consent pas à prendre la charge ?

Eh bien ! c'est précisément dans une réforme de l'Assistance publique elle-même que nous trouverions le remède. Puisque l'attention du Parlement va être appelée, par un récent projet, sur l'opportunité de confier tous les mineurs de seize ans à l'Assistance publique, il importe de signaler cette lacune et de demander qu'il déclare, par un texte propre à dissiper toute obscurité, que l'Assistance publique doit recevoir et entretenir les enfants que la justice lui adresse. Comme le disait si éloquemment M. le sénateur Béranger (1) : il y a une chose que,

1. R. P., séance du 21 mars 1900, avril 1900.

dès à présent, l'Assistance publique pourrait faire et qu'elle ne fait pas encore. Ce serait, lorsque le Tribunal est disposé à lui envoyer un enfant, qu'elle s'organisât pour pouvoir toujours le recevoir ; ce n'est pas un choix qu'elle devrait faire parmi les enfants traduits en justice, mais bien plutôt une provocation spontanée auprès des juges d'instruction et des magistrats. Ne pourrait-elle pas réclamer ces enfants, avoir des représentants qui puissent partout se mettre en rapport avec les magistrats et se charger des enfants susceptibles d'être amendés sans passer par la maison de correction ? Avant de prendre tous les enfants, il serait utile que l'Assistance commençât par recueillir tous ceux que les magistrats croient utile de lui confier. Si elle pouvait le faire, elle aurait accompli déjà un énorme progrès dont tout le monde s'applaudirait.

Mais, dira-t-on, où est l'Assistance publique en province ? Elle n'existe pas. Ou bien a-t-on l'intention de prendre le directeur général de l'Assistance publique, M. H. Monod, comme geôlier en chef, et de lui confier tous les enfants de toute la France ? Alors, quelle est l'autorité qui peut décider s'il y a lieu pour l'enfant à une mesure répressive ou à une mesure hospitalière ?

Mais pourquoi, dans chaque Tribunal, l'Assistance publique ne déléguerait-elle pas un agent dont les fonctions seraient identiques à celles du délégué de Paris ? Pourquoi n'assurerait-elle pas dans toute la France un service humanitaire et social au premier chef ? Nous verrions ainsi disparaître de nos maisons pénitenciaires des enfants, le plus souvent victimes du défaut de surveillance

ou d'affection de mauvais parents et qui, à un âge où la responsabilité ne peut être admise, ont déjà connu peut-être le séjour infamant de la maison d'arrêt.

Fixation d'une période d'incapacité absolue, remise, au-dessous de cet âge, des mineurs délinquants à l'Assistance publique, éducation familiale et hospitalière, telles seraient, en justice et en raison, des mesures d'intérêt social bien comprises. Lorsqu'on aura enseigné à un enfant les rudiments d'un métier ou d'un commerce pratique, quand on lui aura donné des leçons d'obéissance, des soins de sa personne, quand on aura formé son esprit et son cœur à l'amour du travail et des vérités morales, la tâche de la société, éducatrice et réformatrice, sera complètement accomplie. Elle aura rempli tout son devoir et elle aura alors le droit de frapper l'adolescent qui n'aurait pas su profiter de ces enseignements.

Quelle conclusion va donc se dégager de tout ce que nous venons de dire au sujet des Ecoles de Réforme de l'Administration pénitentiaire ? Un double courant d'idées suivant le point de vue auquel on se place.

Si nous envisageons la situation actuelle, l'Administration pénitentiaire, telle qu'elle existe avec tous ses organes, et la condition faite dans notre droit pénal aux mineurs délinquants de douze ans, nous arrivons à la conclusion suivante : l'Ecole de Réforme constitue déjà un progrès certain parceque basé sur une sélection d'âge qui a pour avantage d'empêcher que l'enfant nouveau venu ne se trouve en contact avec des enfants recueillis à un âge plus avancé. Mais elle est aussi triplement critiquable : d'abord,

parce qu'elle constitue un type spécial d'établissement pénitentiaire alors que son but et sa raison d'être sont identiques, judiciairement, aux colonies pénitentiaires ; ensuite parce qu'elle est baptisée d'un qualificatif d'origine anglaise, détourné de son sens véritable, impropre, inexplicable, et qui ne peut que jeter la confusion dans l'esprit ; enfin parce qu'elle s'arrête arbitrairement à une limite d'âge unique, n'établissant aucune différence de régime entre l'enfant de plus de 12 ans et le mineur de 16.

Si nous nous plaçons maintenant à un point de vue plus élevé, nous dirions volontiers idéal, si nous recherchons ce qui devrait être par comparaison avec ce qui est, nous arrivons à la solution suivante : Dans la logique d'un système pénal bien conçu, il devrait y avoir un âge, qu'on le fixe à 10 ou à 12 ans, au-dessous duquel l'enfant sera, par une présomption légale, considéré, quel que soit l'acte qu'il a commis, comme ayant agi sans discernement. Ce n'est donc pas l'éducation correctionnelle dans un établissement de l'Administration pénitentiaire qui lui convient, mais l'éducation réformatrice et familiale dans une école spéciale dépendant de l'Assistance publique. Nous aboutissons donc à la substitution aux Ecoles de Réforme de l'Administration pénitentiaire d'Ecoles de Réforme nouvelles, véritablement dignes de ce nom et revêtant, dans leur régime, des caractères correspondant au genre d'éducation qui convient à cette catégorie d'enfants.

Mais ce n'est là, nous le reconnaissons, qu'un idéal bien difficile à atteindre, d'une réalisation actuellement

peu commode. Aussi nous replacerons-nous sur un terrain plus pratique. Nous essaierons de démontrer comme quoi, même dans l'état actuel de nos lois, même en conservant la division tripartite d'établissements pénitentiaires, se présente pour certaines catégories d'enfants, et en premier lieu pour les mineurs de la correction paternelle, ainsi que nous l'avons déjà établi, la nécessité de substituer un long régime d'éducation à un système répressif et de créer, en conséquence, des établissements nouveaux, des Ecoles spéciales, des Ecoles proprement appelées de « Réforme ».

CHAPITRE II

L'ECOLE DE RÉFORME AU POINT DE VUE DOCTRINAL

Indépendamment des jeunes délinquants primaires ou récidivistes, la société voit à sa charge tous ces mineurs de 16 ans, non délinquants, que les parents ou la police ont amené devant le magistrat : mineurs de la correction paternelle, enfants moralement abandonnés, enfants martyrs, petits exploités. Pour tous un long régime d'éducation est nécessaire et pour tous le changement de milieu est la première condition de leur relèvement moral.

Si nous envisageons des pays comme l'Angleterre et la Belgique qui ont la réputation d'avoir poursuivi plus méthodiquement que la France l'éducation réformatrice de l'enfance vicieuse ou abandonnée, nous voyons que le système d'éducation qui a toutes les préférences en ces pays, c'est le « Boarding out system » ou placement dans les familles (1). La France a cependant réalisé

1. Rapports de l'Association Howard. Congrès de Belgique. Principalement Anvers, 1898. V. *Placement dans les familles*, rapport de M. F. Thiry au Congrès d'Anvers, 1890.

depuis longtemps cette méthode et nulle part l'expérimentation n'en a été tentée sur une aussi grande échelle que dans les services de notre Assistance publique. Nous n'aurons donc pas besoin de franchir nos frontières pour apprécier la valeur de ce système que nous allons étudier avant celui du placement scolaire.

§ 1. — *Le placement familial.*

L'Administration estime que les résultats du placement familial sont si parfaits et qu'« on obtient si fréquemment par ce procédé la constitution de familles adoptives pour les « sans familles » qu'on serait coupable de songer à autre chose ». Chaque année, l'Assistance du département de la Seine place dans les familles de paysans 4 à 5.000 enfants qu'elle recueille par suite de l'abandon des parents (1). Il est certain, d'abord, que ce système présente au point de vue économique de sérieux avantages : la dépense d'un enfant ainsi placé est bien inférieure, s'il a moins de 13 ans, au prix de pension d'un pupille placé dans un établissement spécial et, au-dessus de cet âge, elle devient à peu près nulle. En effet, un enfant placé dans une école coûte au minimum 2 francs par jour, tandis que l'enfant placé dans une agence ne

1. Le service des Assistés, au 1^{er} janvier 1897, comptait 41.559 pupilles ainsi placés, dont 28.322 âgés de moins de 13 ans, pour lesquels les nourriciers reçoivent une pension mensuelle. Le service des moralement abandonnés, créé en 1881 pour nos « Arab boys » comptait 2.653 pupilles, dont 1.614 étaient gardés par les familles nourricières sans être à la charge de l'Assistance.

coûte guère plus de 0 fr. 50 par jour à l'Assistance (1). En Angleterre, la dépense moyenne d'un élève de « Reformatory » ou d' « Industrial School » est de 395 francs par an (2) et l'on comprend que, dans ces conditions, le sentiment pratique de nos voisins fasse porter tous leurs suffrages sur le placement familial.

Mais, en dehors même de cette considération budgétaire, la valeur du système s'allie à des arguments d'une portée plus élevée et touchant davantage au problème de l'éducation. La vie de famille est la vie normale dans la société ; c'est dans la famille que l'enfant devrait grandir et se développer sous la sauvegarde de l'affection ; c'est dans la famille qu'il est appelé à vivre plus tard en rendant à ses enfants l'affection même dont il a été entouré. Or, même dans un excellent établissement d'éducation, l'enfant sentira t-il et comprendra t-il qu'il est aimé? Obéira t-il, sous le couvert de l'affection, à son directeur, à ses surveillants, au règlement de la maison? Ne verra t-il pas toujours en eux la main prête à frapper et n'est-ce pas plutôt la crainte du châtiment qui lui dictera jusqu'au plus insignifiant de ses actes? Rien ne vaut la famille pour préserver l'âme de l'enfant de l'égoïsme, pour lui donner sa plus grande énergie, et cela parce que nulle part ailleurs il ne peut mieux apprendre à aimer que dans la famille.

Assurément les difficultés pratiques du placement familial se présentent nombreuses. Il est bien certain

1. Rapport pour l'année 1897 sur le service des assistés et moralement abandonnés. V. pages 64 à 91 et tableaux 164 à 172.

2. V. R. P., 97, p. 686.

que ce n'est pas par un pur sentiment de philanthropie que des paysans vont accepter un petit inconnu, mais guidés avant tout par le sentiment d'un bénéfice à en retirer, d'une spéculation entièrement étrangère au but proposé. Mais toute la valeur du système repose nécessairement sur le bon choix des nourriciers et sur un excellent service de recrutement et d'inspection. Il y a d'ailleurs des modalités dans le système du placement en famille, intermédiaires entre la famille unique et le placement dans les Écoles. Tels sont les groupes d'apprentis dans des usines et des fabriques, tel est le procédé tenté par le Comité de Liège aux cristalleries de St-Lambert où 18 enfants ont été placés chez des ouvriers vivant dans les dépendances de cet établissement. Ce placement par groupe, qui permet à l'enfant de jouir de la vie de famille tout en restant sous la surveillance constante du directeur, est assurément le meilleur mais il est aussi trop difficile, pratiquement, à réaliser.

Une bonne application du placement en famille reste donc le type normal du mode d'éducation. Mais il faut examiner également la valeur de cette méthode, appliquée à tous ces mineurs de provenance si variée qui ne tombent pas sous le coup de la loi. Nous assimilerons à ces derniers les petits vagabonds que la loi traite en délinquants, alors que la mesure qu'il conviendrait de leur appliquer devrait prendre un caractère tutélaire.

L'Union française pour le sauvetage de l'enfance, le Patronage de l'enfance et de l'adolescence dirigé par M. Rollet, sont des œuvres qui s'occupent spécialement de ces pupilles. Elles en reçoivent des mains des parents,

de la police et des magistrats et elles pratiquent avec succès le placement dans les familles (1). Mais ce placement, souvent utilisé, peut-il l'être toujours ? Il est incontestable qu'il est inapplicable à certains enfants qui ont grandi dans l'abandon jusqu'à l'âge où ils commencent à avoir des désirs personnels, des projets, des rêves et une volonté : leur nature est devenue vicieuse dans ses tendances et dans ses habitudes ; il faut dès lors une éducation trop savante et trop difficile pour que de braves paysans puissent la mener à bonne fin.

Pour les enfants de la correction paternelle notamment, pour les petits vagabonds d'un certain âge qui sont plus pervers et corrompus que tous autres, il est un fait d'expérience définitivement acquis, c'est que le placement dans une famille est inapplicable. L'Union française est obligée de renoncer pour ses enfants difficiles au placement dans les familles et l'Assistance publique, malgré son organisation plus étendue, n'a trouvé le moyen d'écarter la difficulté, pour les moralement abandonnés difficiles, qu'en n'acceptant plus les mineurs qui ont dépassé leur treizième ou quatorzième année. En outre, l'Assistance rejette avec facilité une certaine partie de son contingent et, chaque année, le service des moralement abandonnés déverse environ les $\frac{2}{5}$ de ce qu'il reçoit. Dans cette proportion nous tenons compte, il est vrai, des évasions, mais ces évasions ne contiennent-elles pas l'aveu de l'impuissance à l'égard des natures difficiles ? Dans les

1. Au 1^{er} janvier 1898, sur un effectif de 694 enfants, l'Union Française en avait placés 350 dans des familles et, sur ce nombre, 142 avaient plus de 13 ans.

rapports présentés chaque année au préfet par le directeur de l'Assistance publique de la Seine, on retrouve cette impuissance sous cet aveu que « le caractère distinctif des moralement abandonnés, c'est leur instabilité (1) » ; un enfant fait souvent deux ou trois placements successifs sans pouvoir jamais s'acclimater ni provoquer de sympathies de la part de ses nourriciers.

Que signifie cette instabilité, sinon que le système de placement ne convient pas à tous les tempéraments d'enfants. Il est bon pour les enfants assistés ; il peut l'être aussi pour le plus grand nombre des enfants moralement abandonnés ; mais ici, la règle n'est plus absolue comme pour les premiers et comporte de nombreuses exceptions. « Il est évident qu'il serait d'une souveraine imprudence de placer dans des familles les enfants arrivés vicieux et pervertis. Le choix du mode de placement doit toujours être subordonné à l'étude qui est faite de l'enfant pendant la période durant laquelle il est tenu en observation (2). » Le placement en famille n'est donc possible pour les moralement abandonnés qu'à la condition de procéder à leur égard par voie de sélection, en tenant compte de l'âge, de la vie antérieure de l'enfant et des résultats de l'étude de son caractère. Avant 1885, l'Assistance plaçait ses enfants difficiles dans des colonies privées, telles que Cîteaux et Mettray : elle renonçait donc bien pour cette catégorie au placement dans les familles. En 1885, le Conseil général a exigé le retrait

1. Rapport présenté en 1897, p. 10.

2. R. P., mars 1899, p. 331.

de ces pupilles confiés aux établissements privés, mais il s'est vu forcé alors de créer pour eux des établissements spéciaux, tels que l'Ecole de Réforme de Port-Hallan à Belle-Isle. Mais la pratique a démontré que l'Assistance publique n'était nullement compétente pour ce genre d'éducation sévère et, à l'heure actuelle, l'établissement de Port-Hallan, créé uniquement pour les indisciplinés, est devenu un séjour d'élection où il est impossible d'envoyer les sujets difficiles. « Or, disait M. Paterne, rapporteur, c'est précisément pour cette catégorie d'élèves, que l'on ne pouvait ni garder ni amender nulle part, que l'école a été créée (1) ».

Le placement familial, le « Boarding out system », présente donc en lui-même de sérieux avantages pour l'enfant et nous tendrions, quant à nous, à le voir appliqué le plus souvent possible. Mais il est à lui seul insuffisant parce qu'inapplicable à certaines natures d'enfant et impossible à généraliser parce qu'inefficace, dans certains cas, dans ses résultats. Il faut qu'à côté de ce procédé d'éducation se place, pour les mineurs vicieux et corrompus, un procédé au régime plus sévère, qui tout en revêtant un caractère familial fasse sentir à l'enfant le poids d'une autorité plus stricte et d'une discipline plus rigoureuse ; il faut qu'au placement familial s'ajoute le placement en école, en école spéciale, telle que l'ont compris les Anglais, telle que nous la préconisons sous le nom d'Ecole de Réforme, sur la nécessité de laquelle nous allons maintenant insister.

1. *Bulletin municipal* du 3 janvier 1899.

§ 2. — *Le placement scolaire.*

Quand nous parlions des mineurs de la correction paternelle et que, leur assimilant certaines catégories d'enfants non délinquants, nous propositions pour eux le système d'un long régime d'éducation dans des établissements spéciaux, nous supposions résolu un problème qui, tout récemment encore, faisait, à la Société Générale des prisons, l'objet des plus vives discussions (1) : y a-t-il utilité pour l'Etat de créer des Ecoles de Réforme ? Il nous semble que le désaccord qui n'a cessé de régner au cours de ces longs débats provient en partie de la confusion ou, tout au moins, du peu de précision dans l'esprit des philanthropes qui emploient cette expression. Ceux-ci ont facilement confondu l'Ecole de Réforme de l'Administration pénitentiaire avec l'Ecole de réforme abstraite et doctrinale que d'aucuns préconisent sous le nom d'Ecole de préservation. On s'est surtout placé, au cours de cette discussion, au point de vue de la loi de 1850 et de la loi de 1889, et on n'a pas, à notre avis, suffisamment envisagé la question de la correction paternelle qui joue, dans la création des Ecoles que nous préconisons, un rôle prépondérant. Quoi qu'il en soit, en présence de ces deux partis très marqués ; l'un qui juge inutile la création de nouveaux établissements ; l'autre qui estime, au contraire, cette création indispensable, nous allons essayer de reproduire le courant d'idées qui a dirigé les

1. V. R. P. 1899, mars, p. 321. 1900, février, p. 220, mars, p. 395.

uns et les autres et de dégager de la discussion un aperçu aussi clair que possible de la question.

I. — D'après une première théorie, dont M. Berthélemy s'est fait l'orateur éloquent, ni la loi de 1889, ni la loi de 1850 ne légitiment la création d'Ecoles de Réforme. Ces Ecoles de réforme, dit-on, nous les possédons, et en assez grand nombre; s'il reste encore, dans cette grave question de la préservation de l'enfant, des lacunes à combler, des vides à remplir, ce n'est pas à l'Administration Pénitentiaire qu'il faut s'en prendre : elle nous a donné l'instrument nécessaire, c'est nous qui ne savons pas nous en servir. En effet, quelle est d'abord la situation actuelle pour les moralement abandonnés de la loi de 1889 qui constituent la classe la plus nombreuse d'enfants non délinquants mais dont l'éducation est à refaire ou, plus exactement, à faire ? L'Administration estime que le meilleur mode d'éducation, c'est le placement familial ! Assurément, pour les enfants assistés, mais a-t-il la même valeur pour les moralement abandonnés ? Ne peut-on pas soutenir, en raison de la nécessité de faire désapprendre à ces enfants ce qu'ils tiennent de leur éducation première et de l'opportunité « de ne pas mettre en contact avec les enfants de nos écoles primaires ceux qui ont déjà plus que le germe du vice », que plus de la moitié d'entre eux exigent un genre particulier d'éducation, incompatible avec le placement familial ? « La Société lyonnaise pour le sauvetage de l'Enfance, alors que j'avais l'honneur de participer à sa direction, disait M. le professeur Berthélemy, s'est occupée d'un

millier d'enfants et a pris la charge d'en élever les deux tiers... Ce n'est que faute d'argent qu'elle a placé à la campagne la moitié environ de ses pupilles, confiant l'autre à des Ecoles de Réforme. A des Ecoles de réforme ? Mais il en existe donc ? Evidemment oui. Si vous étiez d'avis qu'on en dût créer d'autres, seraient-elles très différentes de cette Ecole de Sacuny-Brignais, où sont placés les garçons du Sauvetage lyonnais et aussi ceux de l'Union française, quand ils ne peuvent pas être soumis au placement familial ? Seraient-elles très différentes de la Colonie de St-Louis, où nos collègues bordelais élèvent des petits vigneron, ou de la Colonie protestante de Ste-Foy, si vaillamment dirigée, récemment encore, par le distingué pasteur Thenaud ? Je cite des établissements que je connais bien ; mais combien y en a-t-il que je ne connais que de nom ; combien, que j'ignore... Je ne sais pas quelles critiques peuvent être adressées aux très nombreuses écoles privées qui se chargent aujourd'hui d'élever les moralement abandonnés qu'on leur confie. Les résultats de ces éducations sont-ils médiocres ou ne sont-ils pas plutôt ignorés ? Je suis légalement le père de bien des petits, dont l'application de la loi de 1889 à Lyon m'a donné la garde. Quelques-uns de mes fils se sont évadés, pas un sur vingt. Les dix-neuf autres, je parle de ceux qui ont grandi et nous ont quittés, sont pour la plupart devenus de bons soldats, M. le Conseiller Voisin s'en occupe, et souvent de bons ouvriers. J'affirme que, de ceux que nous avons menés jusqu'au bout de leur éducation, dont nous gardons les noms et dont nous suivons les traces, aucun n'a fait connaissance avec la police correctionnelle.

Et j'affirme encore que, parmi les moralement abandonnés que nous avons pris en tutelle, il n'y en avait pas un sur cinq dont on pût espérer, s'il n'eût été secouru, qu'il demeurât ou qu'il redevint un honnête garçon ou une honnête fille » (1). Mais, à l'heure actuelle, il y a place encore dans les Ecoles de Réforme. Ce n'est pas l'instrument qui nous manque, c'est la manière de nous en servir. Ne demandons pas la création d'établissements d'Etat, d'abord parce que les écoles privées suffisent, mais surtout parce qu'elles échappent plus facilement au mauvais renom qu'auraient bien vite, indûment, les Maisons de Réforme de l'Etat, comme en ont aujourd'hui, indûment aussi, les maisons de correction ».

Au point de vue de la loi de 1850, rien n'autorise davantage la création de nouveaux établissements. Assurément le mauvais renom des maisons de correction entraîne deux conséquences très graves : l'une de détourner les magistrats d'appliquer l'art. 66 à des enfants qu'ils jugent insuffisamment responsables, l'autre de « provoquer chez l'interné cette pensée qu'il faut être bien corrompu pour être envoyé en un si mauvais lieu ». A cela quel remède y a-t-il ? « Suffira-t-il, dit M. Berthélémy, de débaptiser l'institution ? Faut-il en créer d'autres, à côté, sous un autre nom ? Débaptiser est puéril. Alors il faut, dit-on, en créer d'autres ! Si l'on provoque la création d'autres maisons d'Etat avec un nom différent et un meilleur recrutement, on n'évitera à ces nouveaux établissements aucun des inconvénients qui se sont abattus sur les maisons d'éducation cor-

1. V. R. P., mars 1899, p. 325.

rectionnelle..... Et puis, que sera vraiment ce meilleur recrutement ? Sera-t-il autre chose que la sélection déjà faite entre les enfants auxquels l'art. 66 s'applique ? Veut-on demander qu'on puisse faire élever ainsi un enfant qui, sans être coupable d'aucun fait particulier, a de mauvais penchants ? Des sélections, certes, il en faut entre les enfants de l'art. 66... Mais je ne comprends pas bien la nécessité de mettre au Code un article 66 « bis » pour permettre d'incarcérer des enfants qui n'ont rien commis du tout, même sans discernement !.... L'Etat a trois Ecoles de réforme.. les résultats obtenus y sont excellents.... Faut-il accroître le nombre de ces établissements ? Oui, s'il reste quelque part des enfants tout jeunes qu'on est obligé de mettre avec les grands ; mais cela n'existe pas ! Faut-il d'autres sélections entre les petits et les grands ? Il s'en fait d'autres encore. Ne fait-on pas une distinction entre les colonies pénitentiaires et les colonies correctionnelles ? Ne met-on pas les pires ici, les médiocres là, comme on met les bons, les petits, dans une Ecole de Réforme ? Que faut-il demander de plus ?... Je cherche en vain, en cette délicate matière, quels instruments nous manquent. La nécessité, l'utilité même des maisons nouvelles, des Ecoles de Réforme « à créer », s'évanouit à mesure que l'on creuse la question. J'ai cherché le vide qu'on signalait ; je ne l'ai pas aperçu. J'ai trouvé partout des maisons de Réforme. Que veut-on de plus ? J'avoue humblement que je ne parviens pas à le deviner ».

Assurément, si l'on se place au point de vue de la loi de 1850 et des seuls mineurs de l'art. 66, l'optimisme de cette théorie se justifie facilement. Que l'on fasse un

meilleur choix de ces jeunes délinquants, que l'on adopte une sélection rationnelle par âge et que, transformant suivant cette classification nos établissements actuels, on abandonne l'idée de « création » pour ne parler que d'« amélioration », cela suffit, quant à eux, pour les nécessités de la pratique. Mais si nous envisageons les mineurs que concerne la loi de 1889, pour ne parler que de ceux-là, il semble qu'une distinction devient nécessaire et cela précisément en se plaçant sur le terrain de la correction paternelle. En replaçant la question sur ce terrain qui lui est propre, nous allons la voir se préciser et apparaître, pour une catégorie spéciale de cette première catégorie d'enfants, la nécessité d'arriver à la création d'Ecoles de réforme. Nous arrivons ainsi à une seconde théorie, celle qui préconise la création d'établissements spéciaux. Mais, ici encore, des divergences se produisent entre les auteurs : pour les uns, il faut à la fois des Ecoles de réforme *et* des Ecoles de préservation ; pour les autres, ces deux idées se confondent pour ne faire place qu'à un seul type que l'on appellera Ecole de réforme *ou* Ecole de préservation.

II. — La double classification proposée par les partisans de cette seconde théorie a été fort éloquemment soutenue par M. Brueyre, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique (1). « Les services qui s'occupent des enfants assistés et des moralement abandonnés, dit-il, n'ont à leur disposition pour dompter ou redresser ceux de ces enfants qui sont vicieux ou insoumis que le

1. V. R. P., mars 1899, p. 331.

seul moyen légal de l'internement par voie de correction paternelle. Or, nous savons tous que la correction paternelle est, dans la pratique, un système absolument inefficace, qu'il n'est qu'une forme de châtiment, mais, à cause de son peu de durée, d'un effet absolument nul pour le redressement de l'enfant. Et la première conséquence d'un état de choses aussi fâcheux, c'est sa répercussion sur l'article 66. Les parents, en effet, devant les difficultés de l'application de la correction paternelle, trouvent plus expédient de laisser vagabonder leurs enfants, qui alors sont arrêtés, puis, en vertu de l'article 66, envoyés jusqu'à 20 ans en correction. Les parents arrivent ainsi, sans bourse délier et sans même avoir à se déranger, à se débarrasser des enfants dont ils ne peuvent venir à bout ». Or, continue l'auteur, quelle mesure employait autrefois le département de la Seine pour redresser les enfants qui, sans avoir encore commis de délit, manifestaient de mauvaises dispositions ? Ne pouvant leur appliquer le régime du placement familial, il fallait les interner ; et, pour ce faire, on avait, afin de mieux violer la loi, trouvé le mot de « préservation », c'est-à-dire qu'« on passait des conventions avec certains établissements correctionnels privés et même publics ; l'autorité fermait les yeux, acceptait la forme hypocrite de la préservation et l'on pouvait ainsi, sans avoir recours à des ordonnances de président, maintenir l'enfant pendant le temps nécessaire à son redressement ». Assurément si cet internement avait eu lieu dans une école à discipline sévère, dans un de ces établissements où un père peut toujours envoyer librement son enfant sans en ren-

dre compte à personne, il eut été aisé de soutenir qu'il n'y avait là que le libre exercice de la puissance paternelle. Mais comme ce placement avait lien dans des établissements correctionnels, comme Citeaux et Meltray, pour lesquels la loi exige l'ordonnance du président du tribunal, il était manifeste que ce procédé détourné était en opposition flagrante avec les prescriptions de loi. Voilà donc, pour ces enfants de la loi de 1889, pour ces enfants qui, sans être profondément vicieux, manifestent cependant de mauvaises dispositions, un organe nécessaire : l'Ecole de préservation.

Mais, à côté de ces enfants « qui ont simplement des tendances à mal faire », se présente la catégorie de ceux qui sont réellement vicieux : pour ceux-là un second type d'établissement est indispensable : c'est l'Ecole de Réforme.

« Qu'est-ce que l'Ecole de Réforme? ajoute M. Brueyre. C'est une école dans laquelle sont internés, en vertu des lois, les mineurs dont la conduite exige l'éducation correctionnelle, avec sa discipline rigoureuse. M'adresserai-je pour cela à un établissement privé? Autant je trouve désirable pour l'Ecole de préservation de choisir, à cause de la flexibilité de ses règlements, un établissement privé, comme d'ailleurs l'avait préconisé la loi de 1850, autant, pour les Ecoles de Réforme, je trouve qu'il faut utiliser les maisons d'éducation correctionnelle relevant de l'Etat, parce que le régime sévère qui y est indispensable y rencontre des garanties de justice étayées sur des responsabilités de fonctionnaires. Mais l'inconvénient est toujours le même. Si l'enfant est interné en vertu de la correction paternelle, comment faire fructifier les élé-

ments d'une éducation moralisatrice avec des internements de un à six mois ? Il faut donc arriver à la réforme du système de la correction paternelle et, pour ce faire, il est nécessaire de recourir à une sentence indéterminée. Comment admettre, en effet, du moment qu'il ne s'agit plus de prononcer une peine, mais de refaire une éducation morale, que le juge, à l'instant où il prononce sa sentence, puisse apprécier combien de temps il faudra la prolonger, pour que cette éducation produise des résultats utiles ? »

Ce système, proposé par M. Brueyre au conseil supérieur de l'Assistance publique, n'a pas été admis complètement dans le projet qui vient d'être déposé au Sénat par M. Théophile Roussel, mais les deux catégories d'enfants ont été conservées. Pour la première, M. Théophile Roussel demande de la confier à l'Administration pénitentiaire, mais sans utiliser la législation de la correction paternelle, c'est-à-dire de l'interner pendant tout le temps nécessaire à l'amendement. Pour la seconde, il demande la création, soit par les départements syndiqués, soit par la charité privée, d'Ecoles de préservation, dans lesquelles seraient gardés les éléments simplement difficiles, les enfants qui, sans avoir de grands vices, ne peuvent être conservés dans les placements familiaux (1).

1. Voici ces 2 articles :

Art. 26. — Lorsqu'un pupille de l'Assistance, par des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, donne des sujets de mécontentement très graves, le tuteur peut, après avis conforme du conseil de famille et avec l'autorisation du président du tribunal civil, décider qu'il sera confié à l'Administration pénitentiaire.

L'Administration pénitentiaire le recevra dans un de ses établis-

Nous nous trouvons ainsi devant deux doctrines, absolument différentes, dans lesquelles la question des Ecoles de Réforme se trouve traitée de façons dissemblables. L'une, la doctrine ancienne, qui estime que, pour la moralisation de l'enfant, son éducation et son amendement, l'Administration pénitentiaire est outillée, sauf quelques améliorations intérieures, de la manière la plus efficace. L'autre, qui estime qu'un organe nouveau est nécessaire, où l'éducation hospitalière et préventive se substitue à l'éducation correctionnelle, dans tous les cas où la situation morale de l'enfant le comporte.

sements ou quartiers d'observation et l'y maintiendra jusqu'à ce que les renseignements recueillis et le résultat de l'observation permettent de décider s'il doit être placé dans une colonie ou maison pénitentiaire ou dans une colonie correctionnelle.

Le préfet conserve la tutelle du pupille ainsi placé. Il peut, d'après les renseignements et avec l'avis conforme du conseil de famille, mettre fin au placement et opérer le retrait du pupille.

Les dépenses occasionnées par le pupille et les frais de son entretien dans le service pénitentiaire sont supportés par l'Etat, le département, la commune et la famille, conformément aux dispositions des articles 41, 42 et 49 de la présente loi.

Art. 27. — Le pupille de l'Assistance qui, à raison de son indiscipline ou de ses défauts de caractère, ne peut être confié à une famille, est placé, par décision du préfet, sur le rapport de l'inspecteur départemental et après avis du conseil de famille, à une des Ecoles professionnelles établies en exécution de la présente loi.

Les Ecoles professionnelles sont des établissements de l'Etat ou des départements, ou des établissements privés.

Les établissements départementaux et les établissements privés seront des écoles d'agriculture ou des écoles industrielles.

Les établissements de l'Etat seront particulièrement affectés aux pupilles qui, par leur constitution, leurs aptitudes physiques et leur goût, pourront être utilement préparés au service de l'armée ou de la marine.

Les associations de bienfaisance et les établissements privés qui

III. — Nous nous rallions, d'une façon générale, à la théorie de M. Brueyre, en ce qui concerne la nécessité de créer pour les pupilles de l'Assistance publique, non décidément mauvais, mais simplement difficiles, des écoles spéciales où puisse s'exercer d'une façon légale le droit de correction paternelle et où un internement suffisamment prolongé permette de faire fructifier les éléments d'une éducation véritablement réformatrice. Nous avons vu par quel procédé, possible à justifier en se basant sur le droit d'autorité du père et l'exercice de la puissance paternelle, mais illégal si l'on se reporte aux prescriptions du Code civil, l'Assistance publique arrivait autrefois à se débarrasser de ses enfants difficiles. Est arrivée une Administration pénitentiaire qui, en s'appuyant sur la loi, n'a pas voulu qu'on continuât ces errements, de telle sorte que l'Assistance publique s'est trouvée dans l'impossibilité de contenir ses mauvais éléments. Eh bien ! c'est précisément pour remédier à cette lacune que nous nous rallions, en ce qui concerne cette catégorie d'en-

voudront être autorisés et recevoir des pupilles de l'Assistance devront en faire la demande au ministre de l'Intérieur et soumettre à son approbation leurs statuts, règlements et locaux.

Chaque année, le ministre de l'Intérieur arrêtera la liste des établissements autorisés à recevoir et élever les pupilles de l'Assistance.

Un règlement d'administration publique rendu dans le délai d'un an, à partir de la promulgation de la présente loi, déterminera les mesures propres à assurer le placement provisoire ou définitif, la surveillance, l'éducation morale, religieuse et professionnelle des pupilles placés dans les établissements départementaux ou privés, ainsi que le patronage de ces pupilles à la fin de leur placement.

fants, à la théorie qui préconise la création d'Ecoles de Réforme, mais ce que nous ne saurions admettre avec M. Brueyre et qui nous fait approuver pleinement le projet de M. Théophile Roussel, c'est la création de deux nouveaux types distincts d'établissements, suivant le degré de corruption de l'enfant : l'Ecole de prévention pour les enfants qui manifestent de mauvaises dispositions et l'Ecole de Réforme pour ceux qui sont réellement vicieux. Nous ne comprenons pas l'utilité de mettre deux degrés là où nous ne croyons pas qu'on puisse en instituer plus d'un et, comme on l'a fort bien fait remarquer, pratiquement, on peut faire des sélections entre les enfants, mais non des différences entre les écoles. Que l'on renvoie les pupilles réellement vicieux à l'Administration pénitentiaire qui décidera, avec les renseignements recueillis et le résultat de la « mise en observation », s'ils doivent être placés dans une colonie pénitentiaire ou dans une colonie correctionnelle. Que l'on envoie à l'Ecole de Réforme ou de préservation, quel que soit le nom qu'on lui donne, les enfants indisciplinés « moralement abandonnés » non susceptibles du placement familial, mais dont le moral n'est pas encore suffisamment gangrené pour qu'il y ait lieu de renoncer à prendre vis-à-vis d'eux les mesures nécessaires à assurer leur éducation morale et professionnelle et tarir ainsi la source des dépenses exceptionnelles motivées par leur séjour à l'hospice dépositaire. Nous nous trouvons donc en présence d'un seul type d'établissement : l'Ecole de Réforme, tout en conservant la double distinction proposée par M. Brueyre : les enfants vicieux et les enfants difficiles. Pour ces derniers

dont l'Assistance publique se déchargera par la voie légale de la correction paternelle, il n'y a qu'une solution possible et pratique : c'est la création d'Ecoles de Réforme, de colonies agricoles et professionnelles où les aptitudes spéciales de ces enfants rebelles seraient dirigées de telle sorte qu'ils acquièrent un instrument de travail, qui serait en même temps un traitement d'orthopédie morale, un agent complémentaire de moralisation, et qui leur inculquerait les idées d'ordre et d'économie auxquelles ils s'étaient montrés réfractaires.

Mais, plus délicate apparaît la question de savoir comment on peut concilier les droits de l'Assistance avec la nécessité de soumettre l'enfant indiscipliné à un long régime d'éducation. Nous n'avons pas, disait M. le pasteur Robin, de disposition légale qui nous permette, quand nous sommes en présence de parents impuissants à diriger leurs enfants, de prendre ces enfants et de les garder dans nos établissements. A Ste-Foy, on nous a fait la même objection qu'à Mettray; on nous a dit : Quoi ! vous recevez des enfants en correction paternelle et vous n'avez pas d'ordonnance du juge ! A supposer que vous l'ayez, cet enfant que vous ne pouvez garder que six mois, vous le gardez six ans ! C'est contraire à la loi. Nous sommes désarmés et impuissants, et il y a des centaines, des milliers d'enfants qui nous échappent, parce que la loi ne nous arme pas pour leur donner une éducation préventive ou de réforme. Nous demandons un texte qui nous permette de garder dans ces conditions ces enfants qui appartiennent à des parents non indignes, mais seulement impuissants à les maintenir dans le droit

chemin. Aussi bien, les magistrats eux-mêmes se rendent-ils compte de notre embarras et du leur. Quand ils sont en présence de cas qui ne peuvent pas être résolus légalement, ils nous disent : « Prenez ces enfants », et nous les prenons, quelquefois à notre corps défendant. Mais lorsque l'enfant est arrivé à 14 ans, que le père peut en tirer parti, il s'adresse au Procureur de la République qui nous invite à lui rendre l'enfant, et nous sommes bien obligés de nous incliner car nous n'avons aucun moyen de le retenir. C'est ce moyen légal que nous demandons.

« Mais, répond M. le professeur Berthélémy, l'instrument de guérison existe (l'art. 17 de la loi de 1889 notamment), seulement vous ne savez pas en user... Vous voulez qu'on fasse des lois : vous avez ces lois, il ne vous manque que d'en faire usage. Il y a là un malentendu qui nous sépare, un point de droit qu'il faut éclaircir et qui est le suivant : il ne s'agit pas de savoir si, quand une œuvre a recueilli un enfant que lui a confié son père, cette œuvre peut garder cet enfant ; on a fait la loi de 1889 pour que cette question ne puisse se poser. Mais le problème est celui-ci : Un père de famille a-t-il, oui ou non, en droit civil français, le droit de mettre son fils, nous ne disons pas « dans une maison de correction », mais dans un internat ? Je ne me demande pas si on exerce la correction paternelle quand on met tel ou tel enfant en pension ; je me demande ceci : Voilà un établissement dans lequel on élève des enfants, Brignais, par exemple. Eh bien ! un père de famille a-t-il le droit, d'après le Code civil, d'y mettre ses enfants en pension ? » Cela ne paraît pas dou-

teux. Mais l'établissement a-t-il le droit de garder cet enfant quand le père le réclame ? Evidemment non. Dès lors, si le père de famille a le droit de le retenir, je me ferai, moi, père de famille de l'enfant moralement abandonné, c'est moi qui le placerai dans l'établissement et l'établissement le gardera parce que je l'y laisserai ».

Nous admettons, avec M. Berthélémy, le droit qui appartient au père de famille ; mais la reconnaissance de ce droit ne nous semble pas en contradiction avec le vœu de M. le pasteur Robin. Il y a, au point de vue des enfants indisciplinés dont les parents, sans être indignes, sont impuissants à les maintenir dans le droit chemin, une insuffisance et une lacune dans nos lois. Nous voulons parler du cas où le père n'est pas déchu de la puissance paternelle, et où lui-même ne consent pas, au point de vue de l'amendement de l'enfant, à le mettre dans une Ecole de Réforme. Dans le cas où il accepterait, sur les instances du magistrat, de mettre son enfant dans un établissement de ce genre, il pourra le retirer, et en fait, il le retirera presque toujours. Il faudrait donc, si l'on veut aboutir à quelque chose, pouvoir apporter, à cet égard, une restriction à la puissance paternelle.

Il y a donc, disait M. le professeur Saleilles, au point de vue légal, quelque chose d'extrêmement délicat à préciser ; ce serait de dire dans quels cas et à quelles conditions le père, n'étant pas déchu de la puissance paternelle, on pourrait cependant lui imposer la mise de son enfant dans une maison de Réforme. Entre la déchéance absolue de la puissance paternelle, qui constitue une extrémité fort grave, et la plénitude des droits qui en

dérivent, il y aurait une solution mixte à introduire et qui serait excellente en bien des cas : ce serait de pouvoir forcer la main au père, lorsque, sans qu'il y ait indignité proprement dite, il y a négligence de sa part pour mettre son enfant en préservation.

Mais il est aisé de comprendre combien serait périlleuse une semblable solution qui battrait en brèche le droit, sacré et intangible jusqu'à la loi de 1889, de puissance paternelle. Sans vouloir pénétrer plus avant dans la discussion du problème, il nous semble que, si désirable soit-elle, une pareille réforme serait considérée comme absolument subversive de l'idée de famille.

Qu'on prononce la déchéance de la puissance paternelle si les parents sont indignes, objectera-t-on, la loi de 1889 le permet, mais si le père de famille n'a pas, par sa conduite, légitimé cette mesure, est-il admissible que des étrangers prétendent s'interposer entre lui et son enfant ! Certes, le père a bien le droit de choisir l'établissement, école, lycée, collège à discipline plus ou moins rigoureuse, où il veut faire élever son enfant, mais il a aussi la faculté de le reprendre et de substituer à une éducation celle d'un autre établissement.

Et, dès lors, quand un enfant aura été confié à une maison de Réforme, comment peut-on élever la prétention de le garder aussi longtemps que cela paraîtra nécessaire malgré les instances et les réclamations du père ? Voilà un enfant qui n'a pas commis le moindre délit, un père qui n'est pas indigne et qui ne veut pas s'en séparer, est-il vraiment possible, est-il vraiment moral de faire une loi pour enlever cet enfant à ce père ? On comprend

donc l'extrême délicatesse de ce problème. Nous pensons, quant à nous, que cette faculté de forcer la main au père, non indigne mais négligent, serait, en fait, bien utile et désirable dans certains cas, mais nous croyons aussi qu'en droit elle viendrait se heurter à des objections trop graves pour qu'il soit permis de la poser à l'état de principe.

Nous voici donc amenés, en nous plaçant sur le terrain de la correction paternelle, en présence de deux catégories d'enfants pour lesquels il est indispensable de substituer à un court emprisonnement cellulaire un long régime d'éducation dans des établissements spéciaux, ainsi que nous l'avons montré dans notre première partie en faisant la critique de la législation actuelle sur la correction paternelle. La première catégorie est celle des enfants envoyés directement en correction sur la demande de leur famille; la seconde, celle des « moralement abandonnés » que la loi de 1889 place sous la tutelle et la surveillance de l'Assistance publique et que celle-ci envoie en correction lorsqu'ils se montrent indisciplinés ou indignes du placement familial. Au fond, ces deux catégories n'en font qu'une puisque, qu'il s'exerce directement ou indirectement, l'envoi en correction comme conséquence du droit de puissance paternelle reste toujours le même. Si nous les avons séparées, c'est que, dans notre première partie, nous avons fait la critique de la législation sur la correction paternelle en supposant toujours l'enfant dans sa famille et que nous sommes arrivés à cette conclusion que le long régime d'éducation qui lui est nécessaire ne permettant pas cependant de deman-

der la création d'établissements spéciaux, le nombre des enfants de la correction paternelle étant à lui seul insuffisant, il y avait lieu de se demander s'il n'existait pas d'autres catégories d'enfants pour lesquels se présentât également la nécessité de ce long régime d'éducation en Ecole de Réforme.

Voilà donc la première catégorie d'Ecoles de réforme : celles qui sont destinées aux enfants de la correction paternelle, soit qu'ils y soient envoyés sur la demande du père ou de la mère, dans les conditions déterminées par la loi, soit qu'ils y soient envoyés sur la demande du tuteur représenté, dans les cas prévus par la loi de 1889, par l'Assistance publique.

Mais, la nécessité de créer de nouvelles Ecoles de Réforme va revêtir un caractère d'autant plus actuel que l'idée surgit et prend corps de soustraire, le plus possible, les mineurs de moins de seize ans à la juridiction pénale et que, devançant l'œuvre du législateur, les tribunaux sont entrés dans la voie de l'indulgence à l'égard de cette catégorie de délinquants ou criminels et que, pour éviter leur envoi dans des maisons de correction, ils les confient à des associations de bienfaisance qui ont créé des établissements de refuge, encore rudimentaires et incomplets, parce qu'ils ont été installés à la hâte et pour faire face le plus promptement possible aux exigences toujours croissantes de l'enfance abandonnée ou coupable. Beaucoup de criminalistes songent à confier ces mineurs à l'Assistance publique lorsqu'ils se sont rendus coupables. Ils considèrent, et nous allons exposer leur théorie, que la majeure partie d'entre eux ont agi

sans responsabilité entière, soit qu'ils aient cédé à l'impulsion de l'hérédité, soit que leurs fautes proviennent de leur mauvaise éducation première. Nous nous trouvons donc, ici, en présence de la loi bienfaisante de 1898, dans laquelle rentre d'ailleurs la proposition de M. Alfred Muteau, à laquelle nous venons de faire allusion, et d'une nouvelle catégorie de pupilles à recueillir et à soumettre à un traitement moral, à un enseignement intellectuel et professionnel.

L'idée maîtresse sur laquelle est basé le projet de confier tout enfant de moins de 16 ans à l'Assistance publique a surgi des débats mémorables de la Société des prisons dont les vaillants promoteurs ont été M. le Pasteur Robin, M. Strauss, M. Brueyre et d'autres encore, à savoir qu'il faut de plus en plus substituer l'éducation préventive à l'éducation forcée (1), l'éducation hospitalière à l'éducation pénitentiaire, quand cela est possible. Ces idées ne sont, d'ailleurs, pas nouvelles ; elles ont été discutées à la Société des prisons en 1879, 1880, 1881, à la suite du rapport de M. le Pasteur Robin sur les Ecoles industrielles, et c'est de ces études fertiles, poursuivies pendant trois ans, qu'est sortie l'idée du service des moralement abandonnés que, malgré les dangers qu'elle semblait présenter, M. Brueyre, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique, M. Thulié, alors président

1. V. le récent exposé, si vivant et si pittoresque, de M. Enrico Ferri, député au Parlement italien, qui soutient la même idée en prenant pour point de départ la théorie Lombrosienne, que nous ne partageons pas d'ailleurs, à savoir que tout criminel est un malade. R. P., février 1900, p. 236 et p. 256.

du Conseil municipal, M. Strauss, sénateur, sont arrivés, avec l'appui du Conseil général, à réaliser. Le point de départ est le suivant : l'éducation pénitentiaire ne doit être appliquée qu'aux enfants incorrigibles, foncièrement pervers, vicieux, et, pour tous les enfants plus malheureux que coupables à qui on applique actuellement l'art. 66, il faut demander la moralisation à l'éducation hospitalière, complétée par la création d'Ecoles de Réforme au vrai sens du mot. L'éducation préventive n'a pas tous ses organes : il ne lui suffit pas d'avoir le placement familial, il lui faut aussi des maisons qui soient à la fois des hôpitaux et des écoles ; il faut organiser, en même temps, l'éducation hygiénique et l'orthopédie morale ou mentale des jeunes délinquants, qu'ils soient criminels ou simplement vicieux. Prenez, par exemple, la masse des enfants qui se trouvent dans une grande ville comme Paris ; dans ces petits nomades, dans ces petits « arabs » des rues, on trouve des petits vagabonds, des voleurs à l'étalage, de jeunes mendiants ; ils sont amenés devant le Tribunal et on leur applique l'article 66. Eh bien ! voilà l'enfant envoyé, en vertu de cet article, dans un établissement pénitentiaire ; puis, on se dit : voilà un enfant vicieux, indiscipliné, qu'il faut tâcher de moraliser afin qu'il sorte de la maison de correction dans les meilleures conditions ; donc il ne faut pas qu'on lui applique une courte peine, ce sur quoi tout le monde est d'accord, car il est évident que les courtes peines ne permettent pas de moraliser. Mais voici que, même si l'enfant n'a commis qu'un délit minime, comportant quelques jours de prison, on estime qu'il faut l'interner pendant toutes les années

de son enfance dans son propre intérêt. C'est, il faut l'avouer, d'une logique féroce. Mais il est acquitté en vertu de l'article 66, dira-t-on ! Qu'importe, s'il est interné tout de même et si cette distinction subtile ne l'empêche pas de souffrir de cet internement !

Dans l'autre système, au contraire, voilà un enfant qui a commis un délit et qui est pris par les agents dans une carrière, sur un banc ou sous l'auvent d'une porte cochère. Les partisans du système répressif y voient un délit ; les partisans de l'éducation préventive y voient un malheur, une infortune, un enfant qu'il ne faut pas envoyer dans une maison de correction mais à qui il faut venir en aide par une éducation hospitalière. Et lorsque l'on met en comparaison les placements opérés par l'Assistance publique, soit dans des familles à la campagne, soit dans des usines ou des écoles professionnelles, et le placement dans des établissements correctionnels, quand on voit que celle-ci a pu appliquer cette éducation hospitalière à des milliers d'enfants dont un grand nombre aurait été, sans elle, envoyé dans des établissements correctionnels, n'est-on pas effrayé à la pensée que l'on aurait pu commettre une effroyable injustice en maintenant pendant les plus belles années de son existence un enfant dans un établissement pénitentiaire, dans un milieu où il n'a ni l'idée de la famille, ni une connaissance de la vie, où il est avec des enfants vicieux, pervers, condamnés pour des fautes graves, même pour des crimes, tandis qu'au contraire il est élevé là, en plein air, en toute liberté, comme un enfant ordinaire ? Combien, parmi les 18.000 enfants moralement abandonnés qui,

depuis que la loi de 1889 a été faite, peuplent les services départementaux de France, qui auraient été envoyés dans des maisons de correction ? Certainement 5 à 6.000. En plus de cela, il existe des sociétés privées qui recueillent également des enfants ; au Sauvetage de l'Enfance, il y en a environ 900 dont l'immense majorité donne toute satisfaction. Eh bien, quand on compare ces deux formes de traitement et les conséquences qui en découlent pour le bien-être de l'enfant, y a-t-il possibilité de les mettre sur le même pied ?

Mais, ce système de l'éducation hospitalière comporte, à son tour, certaines conséquences dont la première est la création, à titre d'institutions complémentaires de cette réforme, d'Ecoles de Réforme pour les enfants mauvais dont la proportion est plus considérable parmi les moralement abandonnés que parmi les enfants assistés et vis-à-vis desquels l'Assistance publique n'a, nous l'avons dit, comme moyen de redressement que le procédé de la correction paternelle. Nous avons montré l'utilité de ces écoles pour cette catégorie d'enfants, nous n'y reviendrons donc pas.

Que l'on choisisse donc entre ces deux voies. Que l'on cherche la moralisation des enfants par l'amélioration des maisons de correction, et la voie est radicalement fausse ; qu'on la cherche par la substitution de l'éducation hospitalière et préventive à la maison de correction qui doit être réservée aux foncièrement mauvais, et l'on quitte alors le terrain étroit de simples réformes intérieures pour porter la question vers des solutions plus élevées, plus amples, plus sociales et plus fertiles dans l'avenir.

Qu'on utilise davantage l'excellente loi de 1898 et qu'en la complétant par des dispositions financières et autres, on la rende d'une application large et facile : on s'imagine toujours, en effet, qu'elle ne comporte que la déchéance de la puissance paternelle : or, il y a un titre II, dont M. Berthélémy a développé l'application à Lyon ; il permet de recueillir des enfants lorsque les parents y consentent ; c'est cet article qui a permis au Sauvetage de l'Enfance, de recueillir 900 enfants, dont un grand nombre aurait été dans des maisons de correction et qui, à cause de ce patronage, ont pu l'éviter ; ces enfants deviendront de bons sujets et ils auront des pécules importants quand, à leur majorité, ils rentreront dans la vie sociale. Et, dans un certain nombre d'années, lorsque la législation des moralement abandonnés, complétée par la création des établissements que nous réclamons, aura produit son plein effet, on se demandera comment on a pu si longtemps envoyer en correction des enfants auxquels il suffisait de donner une éducation hospitalière, « de même que maintenant on s'indigne à la pensée que, pendant tant de siècles, avant Pinel, on liât par des chaînes, dans des cages, comme des bêtes féroces, des malheureux aliénés ! »

La question va, d'ailleurs, se poser devant le Parlement, avec la proposition de M. Alfred Muteau, qui rentre dans la loi de 1898, par laquelle les enfants acquittés seront envoyés dans des établissements d'assistance et non plus dans des maisons de correction, et dont l'importance peut être si grande au point de vue de nos Ecoles de Réforme qu'il nous paraît nécessaire d'en dire quelques mots.

*Proposition de M. A. Muteau relative aux mineurs
de l'article 66.*

Les Congrès internationaux d'Assistance, qui se sont tenus ces dernières années sous les auspices de la Société internationale d'Assistance, se sont activement occupés de la question.

Cette Société qui compte parmi ses membres les plus éminents la plupart des membres du Conseil supérieur de l'Assistance publique, et entre autres M. le docteur Théophile Roussel, sénateur de la Lozère, M. le docteur Thulié, vice-président du Conseil supérieur et président de cette Société, M. Henri Monod, directeur de l'Assistance publique, etc., a discuté, en mai 1897, un rapport sur cette question, présenté par l'un de ses membres, M. Muteau, conseiller honoraire à la Cour de Paris. Grâce à la communication du rapport provisoire fait à la Commission de législation criminelle par M. le député J. Monsservin, rapporteur, il nous est facile de retracer l'économie de la proposition.

Le projet de M. Alfred Muteau, que la Commission de législation criminelle avait à examiner, modifie la situation des mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement et qui, conformément à l'art. 66 du Code pénal, sont remis au service pénitentiaire pour être retenus dans les établissements ou colonies pénitentiaires.

La loi du 5 août 1850, sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus, avait prescrit que, dans les colonies pénitentiaires, les mineurs acquittés et ceux qui ont été

condamnés en vertu de l'art. 67 ne devaient jamais être réunis, précaution indispensable pour éviter toute contagion morale. Malheureusement, elle est demeurée lettre morte dans le pratique. Aussi tous ceux qui, à un titre quelconque, s'occupent de l'enfance coupable, se sont-ils demandés si le législateur de 1850 n'avait pas commis une grossière erreur en confiant au service pénitentiaire la mission de procéder au redressement moral de l'enfant, en transformant le geôlier en éducateur ! D'ailleurs, depuis longtemps déjà, des critiques analogues avaient été formulées, et nombreuses sont les propositions de réforme qui, à différentes époques, avaient été présentées au Parlement.

En 1873, un projet de loi fut soumis à l'Assemblée nationale à la suite d'un remarquable rapport de M. Félix Voisin ; mais la séparation eut lieu avant qu'il pût être voié.

En 1879, M. Dufaure reprit cette proposition mais ne put réussir à la faire aboutir.

Plus récemment, M. Bovier-Lapierre présenta à la Commission un rapport d'ensemble sur la situation générale des mineurs ; entre temps, la Commission de révision du Code pénal, instituée près le Ministère de la Justice, établissait dans ses projets d'articles 57, 58, 59, la distinction entre les maisons de correction proprement dites et les maisons de réforme ou d'éducation.

Tous ces projets attendent encore du Parlement une solution et n'ont même pas été discutés.

Ce rapide résumé peut servir de préface à la proposition de M. A. Muteau relative à la condition des mineurs

absous comme ayant agi sans discernement : c'est de l'orthopédie morale qu'il veut pratiquer et les moyens qu'il propose sont les suivants :

1^o Confier les mineurs acquittés de l'art. 66 soit à des particuliers, soit à des établissements de bienfaisance, soit enfin à l'Assistance publique, « pendant tout le temps jugé par l'Administration nécessaire à son éducation morale, sans toutefois que l'époque à laquelle il aura accompli sa vingtième année puisse être dépassée. »

2^o Séparer toujours, et dans n'importe quel cas, les mineurs acquittés des mineurs condamnés et affecter spécialement à l'éducation des premiers certaines colonies qui seraient enlevées au service pénitentiaire pour être administrées par l'Assistance publique.

3^o Confier dans ces établissements l'éducation et l'instruction à des professeurs de l'Instruction publique.

La première partie de ce projet fait double emploi avec la loi de 1898 ; le Parlement, en effet, a déjà adopté, sous la précédente législature, les mesures tutélaires proposées par M. A. Muteau dans l'article 1^{er} de son projet : il suffit de lire les articles 4 et 5 de la loi du 24 avril 1898 pour s'en rendre compte. Mais, la seconde proposition, celle qui consiste à enlever au service pénitentiaire, pour les confier à l'Assistance publique et aux professeurs nationaux, certains établissements où seront reçus les mineurs acquittés qui n'auront pu bénéficier d'une des dispositions des art. 4 et 5 de la loi de 1898 constitue une véritable innovation.

Elle a cet avantage que la simple mutation qu'elle propose évite toute dépense nouvelle et supprime, par con-

séquent, toute objection d'ordre budgétaire. Elle donne satisfaction à l'amour-propre national en ne laissant pas la France en-arrière des nations qui, comme l'Angleterre, ont institué, à côté des « Reformatories », maisons de correction où sont détenus les mineurs condamnés, des « industrial schools » qui reçoivent les mineurs absous, en-arrière de la Prusse et d'autres puissances européennes où le patronage et l'éducation de l'enfance coupable ont été méthodiquement organisés.

Ce projet de Réforme a été approuvé par tous les membres de la Commission ; mais le rapport de M. Monservin sur la proposition de M. Muteau a été plus avant encore dans la voie des améliorations à poursuivre et estimé que celle-ci ne constituait qu'un minimum, que ce qui était désirable pour les mineurs, acquittés comme ayant agi sans discernement, l'était également pour les mineurs condamnés. Pourquoi, dit ce rapport, ne pas avoir le même objectif pour ceux qui ont été déclarés irresponsables et pour ceux qui, par suite d'une faute souvent légère, ont été condamnés et envoyés dans une maison de correction ? Pourquoi, suivant l'exemple donné par la Belgique depuis l'arrêté royal du 17 juillet 1890, l'Assistance publique ne serait-elle pas substituée complètement à l'Administration pénitentiaire et chargée, dans des établissements différents, de la réforme et de l'éducation aussi bien des mineurs absous que des mineurs dont la responsabilité a été jugée suffisante par les Tribunaux ?

Mais, sur ce sujet, de nombreuses divergences d'opinion se sont produites parmi les membres de la Commis-

sion et il a été décidé que, avant de prendre une décision définitive sur le fond même du problème, la Commission se mettrait en rapport avec le bureau de la Société générale des prisons pour lui demander son avis et certains renseignements.

Les choses en sont là. Dès la rentrée des Chambres, au mois de mai ou de juin de cette année 1900, la Commission doit se mettre en rapport avec le bureau de la Société des prisons et, après avoir entendu M. le Ministre de l'Intérieur, prendre une décision.

Nous regrettons que la circonstance qui nous contraint à terminer si prématurément cette étude ne nous permette pas de reproduire ici les discussions intéressantes que vont faire naître, au sein de la Société générale des prisons, les projets de MM. Mutcau et Monsservin, ainsi que les opinions différentes des membres si compétents qui la composent.

Mais, s'il nous est permis d'apporter notre faible avis sur cette importante question, nous dirons volontiers qu'il nous semble qu'on ne peut, telle qu'elle est posée, lui donner une solution absolue. Nous sommes partisan, plus que tout autre, de la substitution de l'éducation hospitalière et familiale à l'éducation répressive, toutes les fois qu'elle est possible. Mais, précisément, elle paraît difficile à généraliser parce qu'à notre avis inapplicable à certaines natures d'enfants. Ici encore, comme dans toutes les questions qui concernent l'enfance, doit se poser le principe de l'individualisation ; il est de ces enfants profondément vicieux, acquittés comme ayant agi sans discernement, auxquels un régime répressif est

nécessaire, comme il en est d'autres qui ne sont pas définitivement perdus et qui, condamnés en vertu de l'article 67 pour un simple petit délit, doivent être soumis à un régime hospitalier, sous la sauvegarde de l'Assistance publique. En réalité, la distinction établie entre les mineurs de 16 ans acquittés et les mineurs de 16 ans condamnés, ne repose sur aucune base sérieuse. On décide qu'un enfant a agi avec discernement ou sans discernement, non pas parce qu'il est plus ou moins intelligent, mais uniquement au point de vue de la mesure qui est à prendre à son égard, en sorte que la différence admise entre les uns et les autres est le plus souvent contraire à la vérité des choses et a pour résultat de soumettre au traitement le plus rigoureux ceux qui le méritent le moins. « Il n'est pas, écrivait le vicomte d'Haussonville dans son rapport sur le régime des établissements pénitentiaires, un seul directeur de colonie publique ou privée qui ne nous ait déclaré qu'il n'y avait aucune distinction à faire entre les enfants envoyés en correction en vertu de l'article 66 et ceux condamnés en vertu de l'article 67, à l'avantage des premiers ou au détriment des seconds ». On s'exposerait donc à porter des jugements artificiels et vains si l'on appréciait la moralité de l'enfant en se fondant uniquement sur ce fait qu'il a été acquitté ou condamné, comme si encore l'on ne tenait compte que du motif de la prévention.

Il nous semble donc que la proposition de M. Muteau est trop restreinte en ce qu'elle n'englobe dans son régime hospitalier que les seuls mineurs de l'article 66, et que le

projet de M. Monsservin est trop large en ce qu'il applique les mêmes mesures à tous les mineurs délinquants, acquittés et condamnés.

C'est pourquoi, nous ne saurions partager la manière de voir de MM. d'Haussonville et Félix Voisin, trop optimistes, à notre avis, et qui estiment que le régime pénitentiaire convient parfaitement aux mineurs que les Tribunaux envoient en correction. Nous ne partagerions pas non plus, du moins d'une façon générale, la théorie de MM. Strauss et Brueyre qui concluent que tous les enfants doivent être distraits de l'Administration pénitentiaire et tous confiés à des établissements hospitaliers. Nous pensons que ce qu'il faut faire avant tout, c'est une double distinction : poser, pour les enfants de moins de dix ou douze ans, une limite en deçà de laquelle il y a une présomption absolue d'irresponsabilité et les confier à l'Assistance publique; pour les autres, faire des catégories, des sélections, faire relever les uns, les plus vicieux, de l'éducation pénitentiaire, remettre les autres, les enfants qui ont le malheur d'avoir une famille mauvaise, qui ont été entraînés à commettre de petits délits et qui pourtant ne sont pas définitivement vicieux et perdus, à l'Assistance publique. Nous ne sommes donc pas les adversaires de l'éducation correctionnelle, et il ne saurait en être autrement puisque nous nous sommes rangés déjà de l'avis de M. Théophile Roussel en réfutant la théorie qui préconise, pour les enfants vicieux, l'Ecole de Réforme et, pour les enfants simplement indisciplinés, des établissements spéciaux, des Ecoles de préservation. Mais cette éducation correctionnelle, nous la restreignons, nous

venons de le montrer, aux cas où elle seule peut produire des effets salutaires.

Il nous paraîtrait, en effet, dangereux de faire ce que propose M. le rapporteur de la Chambre : déclarer que *tous* les établissements appartiendront à l'Assistance publique. Car si l'Assistance publique de Paris ouvre largement ses portes aux jeunes enfants arrêtés, elle se préoccupe, d'un autre côté, avec juste raison, de ne pas introduire dans son service des éléments absolument vicieux, qui seraient de nature à compromettre sa bonne réputation, et elle rend aux juges d'instruction ceux de ces enfants qui, soumis à son étude, lui ont paru animés de sentiments tout-à-fait pervers. On a donc, dans cette délicate question, d'un côté l'Assistance publique à ménager, car, si on écoule chez elle tous les déchets qui, aujourd'hui, sont reçus par l'Administration pénitentiaire, on compromet sa réputation et on lui donne bientôt le mauvais renom des maisons de correction ; on a, d'un autre côté, des enfants qui n'ont commis aucun délit, qu'il ne faut pas frapper d'une déchéance, car l'opinion publique pourrait être amenée à les confondre avec les jeunes délinquants mêlés à eux (1).

Mais, dès lors, une grave question se pose. Si l'on fait un choix entre les enfants, majeurs de dix ou douze ans et mineurs de seize, afin de renvoyer les uns à l'Adminis-

1. Il convient d'ajouter que, grâce à la loi de 1898, la remise des mineurs de 16 ans à l'Assistance publique s'effectue quotidiennement ; chaque jour, à Paris, les juges d'instruction envoient rue Denfert-Rochereau des enfants arrêtés pour crimes et délits ; l'Assistance publique, après les avoir placés dans un quartier spécial, les étudie et les adopte dans nombre de cas.

tration pénitentiaire, les autres à l'Assistance publique, qui devra faire la sélection ? A quelle autorité appartiendra-t-il de statuer sur le sort de l'enfant ? Les mesures à prendre pour le réformer devront-elles être ordonnées par le pouvoir judiciaire, abandonnées à la discrétion du pouvoir administratif ou confiées à la sagesse de l'Assistance publique ?

Le système qui rejette l'intervention judiciaire présente l'avantage considérable d'éviter toute publicité et tout scandale, mais si l'enfant est ainsi livré à la discrétion de l'Administration, dès que la preuve matérielle de son délit a été faite, n'est-il pas à craindre que sa liberté ne soit pas respectée ? « Il est contraire à tout principe, dit M. Dohet, qu'un citoyen, fût-ce un enfant, soit privé de sa liberté sans avoir comparu devant les juges ». D'un autre côté, dire que le choix n'appartiendra pas aux tribunaux, que les tribunaux renverront l'enfant à l'Assistance publique, sauf à celle-ci, après un temps d'observation, si elle voit qu'elle ne pourra corriger ces pupilles, à les renvoyer à l'Administration pénitentiaire, c'est oublier qu'il y a des enfants vicieux et d'un vice précoce, vis-à-vis desquels l'administration qui paraît la mieux placée pour apprécier la question est le pouvoir judiciaire, L'instruction judiciaire n'a-t-elle pas des moyens plus efficaces de procéder à une enquête approfondie sur les faits et sur la situation de l'enfant et de ses parents ?

Reste à déterminer quelle autorité judiciaire sera compétente pour statuer sur l'application des mesures. Evidemment ce serait encore le juge d'instruction qui serait le mieux placé, mais il serait peut-être à craindre qu'un

tel pouvoir lui donnât trop d'autorité. A notre avis ce devrait être le Tribunal, mais non pas le Tribunal siégeant en audience publique, mais le Tribunal siégeant en chambre du Conseil. Car, prétendre qu'il lui appartient de déterminer immédiatement le mode d'éducation auquel il convient de soumettre l'enfant, c'est oublier que le Tribunal n'a pas, au moment du jugement, des éléments suffisants d'appréciation. Comme le disait fort justement M. le professeur Garçon : le Tribunal ne sait pas toujours. On lui amène un enfant qui a commis un délit ; ce qu'il faut savoir, avant tout, c'est si cet enfant est mauvais dans le tréfonds. Or, le Tribunal, qui ne prend qu'un instantané, peut se dire : « Ce petit à l'air gentil ; il ne doit pas être bien vicieux », et que ce ne soit le contraire ; que, d'un autre côté, il ne dise : « Voilà un enfant qui est définitivement perdu » et que, si on le regarde de près, il ait encore de bons sentiments !

Nous croyons écarter ce danger d'erreur en décidant que c'est le Tribunal en Chambre du Conseil, après avoir observé le caractère de l'enfant et s'être entouré de tous les éléments d'appréciation nécessaires, qui statuera sur le sort de l'enfant.

Tels sont, à notre avis, les tempéraments qu'il conviendrait d'apporter à la règle générale et trop absolue posée par les projets de MM. Muteau et Monsservin. Aussi, avant de prendre ce grand parti de supprimer les colonies correctionnelles, les Écoles de Réforme de l'Administration pénitentiaire, et d'envoyer tous les enfants dans des établissements hospitaliers, la Commission parlementaire fera-t-elle bien de réfléchir sérieuse-

ment, de bien se rendre compte de l'importance et de l'étendue de la question et de s'entourer, avant de prendre un avis, de toutes les lumières que la Société générale des prisons compte dans ses rangs. D'autant plus que si l'on place maintenant la question sur le terrain de la réalisation pratique, on se heurte, comme nous allons le voir, à de graves objections.

D'abord, on peut se demander si l'Assistance publique pourrait remplir pratiquement la mission de recueillir tous les mineurs de 16 ans, vicieux, délinquants, criminels peut-être, alors même qu'ils ne seraient pas poursuivis. En l'état actuel, les Administrations départementales d'enfants assistés seraient-elles outillées pour recevoir, pour élever, pour moraliser les enfants malheureux qu'on voudrait leur confier? Même à Paris, où il y a une grande organisation d'assistance publique, on serait très mal préparé; dans les autres départements, on ne le serait pas du tout.

En effet, le principal organe d'une Administration départementale d'enfants assistés, c'est l'hospice dépositaire qui appartient à l'Administration hospitalière de la commune et non au département. Il reçoit, moyennant un prix de journée, les enfants qui sont destinés à être envoyés à la campagne où ils sont placés chez des nourriciers et des patrons, sous la surveillance des inspecteurs départementaux nommés par le Ministre. Or, est-ce à l'hospice dépositaire, qui appartient à l'Administration hospitalière, qu'on pourra constituer un quartier spécial, convenablement dirigé par des fonctionnaires et agents qui feraient de l'éducation et non de la

répression ? Cela paraît impossible. Enverra-t-on ces enfants à la campagne, chez un nourricier ou un patron quelconque ? Alors, quelles seront les garanties d'éducation et de moralisation. L'Administration départementale des Enfants Assistés créera-t-elle, pour ce nouveau service, de petits établissements spéciaux, chargés de répondre aux nouveaux besoins ? Alors, de deux choses l'une : ou bien la loi imposera une obligation, mais le Parlement sera-t-il disposé à entrer dans cette voie ?, ou bien elle laissera une faculté, mais n'est-il pas permis de prédire que la majorité des départements dans lesquels les considérations financières ont une grande importance, ne feront rien ?

Mais c'est bien simple, dira-t-on ; il y a au budget de l'Etat un crédit pour l'Administration pénitentiaire ; que l'on fasse passer ce crédit au budget de l'Assistance publique ! L'État versera ainsi, à titre de subvention, aux départements, les sommes qu'il mettait auparavant à la disposition de l'Administration pénitentiaire, et ces sommes permettront de faire face à l'entretien de nouvelles maisons à créer. Oui, mais c'est qu'il ne s'agira pas seulement de payer l'entretien, il faudra construire : de sorte qu'il se peut que, dans 50 ans d'ici, il ne soit pas donné suite au projet.

Il y a donc bien un progrès à réaliser, mais c'est sur l'accomplissement de ce projet que repose une partie des difficultés. L'Assistance publique n'est pas outillée pour réformer tous les enfants : il n'y a que quelques administrations départementales qui aient des établissements organisés en Écoles de Réforme ; partout ailleurs il n'y en a pas.

Le moyen qu'indiquait M. Muteau : détacher quelques-unes de nos colonies pénitenciaires, pour les consacrer aux enfants acquittés et à eux seuls, serait peut-être la solution indiquée.

La proposition de M. Théophile Roussel, de prendre les mesures nécessaires pour assurer la moralisation des malheureux enfants, aujourd'hui traduits devant les Tribunaux et qui doivent être acquittés par eux, sans avoir à les faire comparaître devant les Tribunaux, ce qui est toujours considéré comme une tâche, serait le plus heureux progrès vers le but qu'on s'efforce d'atteindre.

Quoi qu'il en soit, c'est affaire aux pouvoirs publics de rechercher les voies et moyens pour aboutir ; mais, avant tout, il importe de créer et de fonder au plus tôt des Ecoles de Réforme placées sous la direction ou sous la surveillance de l'Assistance publique, afin de ne pas confondre ces établissements avec les maisons de correction où seraient internés les vauriens et les criminels précoces.

La création d'établissements de réforme apparaît donc inévitable pour atteindre le but éducateur et moralisateur devenu plus pressant par la loi du 24 juillet 1889, et par celle qui est en perspective sur les mineurs de 16 ans acquittés par les Tribunaux et, s'il est aujourd'hui difficile que les partisans de ce moyen de préservation puissent obtenir satisfaction, que les Tribunaux s'efforcent d'appliquer, dès maintenant, avant la lettre, et allant au-devant des intentions du législateur, les remèdes non encore formulés en texte de loi.

Nous venons de montrer la tendance actuelle à ratta-

cher à l'Assistance publique tous les mineurs délinquants, acquittés en vertu de l'article 66 et même condamnés en vertu de l'article 67, ce qui constituerait déjà un argument sérieux pour la création de nos Ecoles de Réforme.

Mais ce n'est encore qu'un projet dont nous ne pouvons que souhaiter, sinon dans son ensemble, tout au moins pour partie, la consécration législative. Aussi, ne nous y attarderons-nous pas plus longtemps ; ce que nous voulons démontrer avant tout, c'est que, même dans l'état actuel de notre législation, même en conservant les dispositions de notre article 66 en ce qui concerne les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement, apparaît encore, pour cette catégorie d'enfants, la nécessité de créer des Ecoles de Réforme. Et voici le point de vue auquel nous nous plaçons :

Si l'on se reporte aux statistiques du Ministère de la Justice, on constate que de 1887 à 1895, 63.982 enfants ont été traduits devant les Tribunaux correctionnels de France. Mais nous ne savons pas combien ont été arrêtés ; par conséquent, nous ne pouvons connaître le nombre d'enfants qui, n'ayant pas été traduits devant les Tribunaux, auraient pu être envoyés dans une Ecole de Réforme. Sur ces 63.982 enfants, 27.146 ont été remis aux parents, 19.737 ont été condamnés à des peines courtes ou à l'amende, 17.099 seulement ont été envoyés en correction, dont 4.884 pour un an et moins d'un an. Il y a donc environ 46.883 enfants qui ont été replacés dans leur famille ou qui ont subi de courtes peines. Or, combien sur ce nombre, ont pu devenir récidivistes, surtout après avoir dépassé la seizième année !

Mais, à Paris, où nous pouvons opposer au nombre des arrestations celui des comparutions devant le Tribunal correctionnel, nous avons des chiffres plus instructifs. Pendant les 11 dernières années, jusqu'à la fin de 1897, il y a eu 20.357 enfants arrêtés : il n'y en a eu que 5.640 qui ont comparu devant le Tribunal. Sur ces 5.640, 2.454 seulement ont été envoyés en correction pour plus d'un an et 171 pour moins d'un an ; les autres, 2.073, ont été remis à leurs parents et 1.413, ont été condamnés à de petites peines ou à l'amende.

Or, si nous retranchons les 2.625 enfants en correction des 20.357 arrêtés, il reste 17.732 enfants qui ont comparu devant le juge d'instruction (car depuis l'année 1890, tous les enfants arrêtés font l'objet d'une information judiciaire) et qui ont été reclassés, mais comment ? A Paris, qui est le pays où les œuvres charitables sont les plus puissantes, on en a beaucoup admis dans les patronages ; l'Assistance publique, dont l'asile temporaire rend des services énormes, en a absorbé une certaine quantité, mais la plupart sont restés dans leurs familles, parce qu'on ne pouvait pas les traduire devant le Tribunal. Et on ne pouvait pas les y traduire, parce que la faute qu'ils avaient commise, suffisante pour motiver l'arrestation, ne l'était pas pour les déférer au Tribunal, qui ne les aurait pas envoyés en correction. En effet, « le parquet de la Seine, disait M. le juge d'instruction Albanel, n'aime pas beaucoup les acquittements, et on n'aime pas non plus ces comparutions de bambins de dix ans amenés à la barre du Tribunal pour être ensuite rendus à leur famille » : de là, la grande quantité d'ordon-

nances de non-lieu rendues par les juges d'instruction.

Il y a donc eu près de 17.000 enfants qui sont restés dans leur famille. Ceux-là sont devenus souvent de nouveaux délinquants, qui, après avoir comparu devant le Tribunal, ont pu être envoyés en correction, mais le plus grand nombre, après avoir dépassé le cap de la majorité pénale, ont recruté l'armée des criminels de seize à vingt et un ans, si dangereuse et si inquiétante. En 1897, par exemple, il y a eu plus de 7.000 arrestations d'inculpés de cet âge, et plus de 4.500 ont été condamnés.

Eh bien ! parmi ces 17.000 enfants rendus à leur famille, un grand nombre pourrait, à notre avis, être envoyé dans des Ecoles de réforme, si le juge en avait à sa disposition, en plus de l'asile temporaire qui ne peut pas tout prendre et des patronages qui ne peuvent pas non plus tout accepter. Ces enfants pourraient être déférés, comme nous l'avons dit, à la chambre du conseil et ainsi mis dans une Ecole de réforme d'où on pourrait les réclasser plus sûrement, sans avoir à craindre qu'ils ne viennent un jour grossir l'armée des récidivistes. Certes, la loi du 19 avril 1898 a comblé la lacune, mais d'une façon incomplète. Elle permet bien, dans son article 4, au juge d'instruction de confier les enfants, non seulement quand ils sont maltraités, mais encore dans le cas d'un délit ou d'un crime commis par eux, soit à un particulier, soit à un patronage, soit à l'Assistance publique. C'est une garde provisoire, ordonnée par le juge d'instruction, qui peut être transformée par le Tribunal en une garde définitive. Mais, on ne peut pas toujours se servir de ce moyen. Quelquefois l'enfant n'a pas commis un véritable délit et

ne peut être traduit en justice, le parquet se refusant, avec raison, à poursuivre devant le Tribunal un enfant qui n'est sorti de sa famille que depuis trois jours, ou un enfant voleur qui s'est emparé d'une orange à l'étalage. Dans ces conditions, le juge d'instruction rend une ordonnance de non-lieu et, si l'enfant était déjà pourvu d'une garde, cette mesure tombe parce qu'elle était provisoire.

La loi de 1898 a donc bien apporté un remède ; mais il faudrait avoir un lieu de placement certain pour ces enfants-là. Les patronages ne prennent que ceux qu'ils agréent ; l'Assistance publique n'est pas non plus obligée, nous l'avons dit, d'abriter tous les enfants qu'on lui envoie, tandis que l'Etat, s'il créait des Ecoles de réforme, serait tenu de recevoir tous les enfants qui lui seraient remis par les Tribunaux. Voici donc que se présente encore, pour les mineurs acquittés en vertu de l'art. 66, un organe nouveau, un rouage nécessaire : l'Ecole de Réforme.

Mais, à côté de la catégorie qui précède, il est encore d'autres enfants, non passibles des Tribunaux, auxquels la loi du 24 juillet 1889 ne paraît pas applicable, ou pour lesquels elle n'a pas été invoquée, soit faute de ressources, soit qu'on n'ait pas voulu rompre les liens familiaux qui les rattachent à leurs parents.

Ce sont les enfants privés de leur père ou de leur mère, que le survivant ne peut suffisamment surveiller, obligé qu'il est de suffire par lui-même aux besoins de son existence et à ceux de sa famille. Ce sont les enfants d'ouvriers, livrés à eux-mêmes et à toutes les tentations de la rue, dont le père et la mère gagnent péniblement

leur vie par un travail peu rémunérateur, en dehors du foyer conjugal. Ce sont enfin les enfants non vicieux dont les père et mère ou le père ou la mère ont une conduite blâmable, mais non assez caractérisée pour provoquer la déchéance de la puissance paternelle, par application de l'article 2, § 6 de la loi du 24 juillet 1889 que les Tribunaux appliquent avec la plus grande circonspection et qu'ils se refusent même à invoquer pour ne point briser le lien familial et ne pas mettre à la charge du département des dépenses considérables, qui résulteraient de la dévolution à l'Assistance publique de la tutelle de ces enfants. Tous sont, à divers degrés, en état d'abandon physique et moral, et feront peut-être bientôt de jeunes vagabonds, de jeunes délinquants. Recueillis assez tôt, ils pourront être amendés, dirigés et échapper ainsi aux poursuites judiciaires qu'ils n'évitent pas plus tard, s'ils restaient dans l'ignorance et l'oisiveté. Pour ceux-ci encore, des Ecoles de Réforme et professionnelles doivent être créées, ouvertes à tous, l'entrée facultative, et la contribution à payer pour leur entretien proportionnelle aux ressources des parents, si minime soit-elle, avec participation de la commune, du bureau de bienfaisance, du département et de l'Etat. Pour ceux-là surtout, l'Ecole de Réforme doit être, au sens propre du mot, un collège préservateur, où ils recevront l'éducation morale et l'instruction intellectuelle et professionnelle. On aura ainsi fait œuvre utile et sociale en préparant de bons ouvriers, en développant chez eux le sentiment du devoir, l'amour du travail, l'esprit d'économie, et l'on aura aussi, en augmentant la force produc-

tive de l'ensemble des individus, contribué à la richesse et à la prospérité nationales.

Il est, enfin, une dernière catégorie d'enfants qui appelle notre sollicitude, d'autant plus grande qu'ils sont plus intéressants, parce que moins responsables, et pour lesquels l'Ecole de Réforme revêtira le caractère d'hôpital, au sens propre du mot. Nous avons nommé les enfants que, dans une dénomination générale, nous appellerons « incomplets », « arriérés », « attardés ». Ce sont ceux qui sont victimes d'une influence créée par la maladie des ascendants, qui sont marqués d'une tare héréditaire qui aura fait dévier chez eux le développement physiologique de l'intelligence et des instincts et qui en aura, en quelque sorte, perverti l'expansion. Souvent, on ne songera pas à soumettre l'enfant à un examen médical, et il sera alors envoyé en correction, au lieu d'être dirigé sur l'asile hospitalier qui lui convient (1); car, il faut bien le reconnaître, derrière certaines manifestations extérieures, derrière des constructions mauvaises du crâne et de la face, se cachent ou des maladies ou des perversions instinctives et variées à l'infini, qui poussent l'enfant à commettre des actes cruels, obscènes ou simplement délictueux.

1. C'est ainsi, disait M. le docteur Colin, médecin en chef de l'Asile spécial et de la maison centrale de Gaillon, que j'ai trouvé à la colonie des Douaires une moyenne de 15 0/0 d'enfants anormaux. Et il ne s'agit pas seulement ici des débiles, des demi-responsables, d'anormaux dont l'état mental a pu passer inaperçu : ce chiffre comprend des idiots, des imbéciles, des incurables, des individus dont il sera à jamais impossible de faire quelque chose. V. R. P., avril 1900, p. 623.

Ce sont aussi des enfants, dont l'examen du « tréfonds », comme le disait M. Garçon, amène le spécialiste à conclure que, si bizarres et si indisciplinés soient-ils, ils ne sont pourtant pas dépourvus du discernement proportionné à leur âge, et dans ce cas, il n'y a qu'à les rendre au juge chargé des demandes de mises en correction paternelle. Mais souvent, au contraire, l'examen prouve qu'on a affaire à un faible d'esprit, à un impulsif, à un irresponsable, chez lequel on ne trouve pas trace d'une tare ancestrale. Celui-là appartient aussi au médecin qui, dans la pratique actuelle, opère son placement, soit à Bicêtre, soit à la colonie de Vaucluse d'où, trop souvent malheureusement, et des exemples récents sont là pour confirmer nos allégations, il est renvoyé à la suite d'un examen superficiel qui le déclare pleinement responsable.

Et, entre ces deux catégories extrêmes d'enfants, il y a des situations intermédiaires qui créent de véritables embarras : ce sont des enfants irréguliers, incomplets, dont les défectuosités d'organisation et l'arrêt de développement ne sont pas tellement marqués qu'on puisse leur assigner un rang parmi les infirmes ou les malades. Ils ne sont qu'« insuffisants », ce ne sont pas de petits fous. Ceux-là ne paraissent nulle part à leur place ; le régime disciplinaire d'une maison de correction n'est pas fait pour eux et, d'autre part, leur internement parmi des idiots ou des aliénés est une mesure excessive, qui serait sans doute fort préjudiciable à leur avenir. Il est, par conséquent, nécessaire d'avoir des établissements à part pour ces « organisations retardantes » ; il faut pour eux

des Ecoles de Réforme spéciales, car il est inadmissible qu'on adopte ici la classification par âge exposée par M. Puybaraud et que l'on mette ces « attardés » avec leurs pareils par l'âge seulement. Ils ne pourraient, et devrait-on leur en faire un grief? se conformer aux règlements d'une discipline sévère ; ils seraient condamnés à être toujours en retard, toujours en arrière, comme leur nature elle-même, par conséquent toujours punis, puisqu'on leur demanderait ce qu'ils ne peuvent pas faire.

Est-ce à dire que pour ces anormaux, le médecin interviendra d'une façon définitive, tandis que l'éducateur ne remplira qu'un rôle à peu près nul ?

Oui, certes, si avec l'Ecole Italienne, avec M. Enrico Ferri, avec Lombroso, son maître, on professe que l'enfant est, tout entier, la résultante des dispositions ancestrales et si l'on admet un déterminisme déconcertant. Mais si l'on soutient, et c'est notre théorie, que, si puissant que soit le facteur de l'hérédité, il n'est pas unique et qu'il convient de considérer aussi comme prépondérante l'influence du milieu et de l'exemplarité, on conclura à l'association de l'éducateur et du médecin pour la mise en valeur de ces pauvres petits terrains intellectuels que représentent les attardés. Et c'est pourquoi, avec les Ecoles de Réforme pour les enfants que nous avons déterminés, demandons-nous, non pas des établissements qui soient simplement des hôpitaux, mais à la fois des hôpitaux et des écoles, des maisons de Réforme « médico-pédagogiques », des Ecoles de Réforme spéciales pour les insuffisants, les incomplets, dont la débilité d'esprit se double si souvent de perversité. Et n'est-

il pas permis d'espérer ainsi qu'un traitement méthodique et rationnel, thérapeutique et intellectuel, fera jaillir de leur cerveau, chez un certain nombre au moins, la flamme de l'intelligence qui y reste voilée et obscurcie.

On a vraiment peine à croire que dans ce magnifique programme de l'Assistance publique en voie d'exécution et de parachèvement, une place n'ait pas été faite à cette catégorie d'enfants. Il existe aujourd'hui des hospices pour les vieillards, des maisons pour les aveugles et les sourds-muets, des hôpitaux marins pour les scrofuleux et les malingres : l'« arriéré », lui, n'a pas de refuge indiqué où il puisse être avantageusement traité, guéri, tout au moins amélioré.

En résumé, les diverses catégories de pupilles à admettre dans nos Ecoles de Réforme comprennent tous ceux auxquels un long régime d'éducation, familial et hospitalier, est nécessaire : mineurs de la correction paternelle, enfants assistés ou moralement abandonnés, simplement indisciplinés, dont l'Assistance ne peut se décharger que par ce même procédé, les pupilles profondément vicieux étant remis à l'Administration pénitentiaire; les mineurs de 16 ans considérés comme ayant agi sans discernement, tous ceux enfin auxquels sont applicables : les articles 375 à 384 du Code civil, le décret du 19 janvier 1811, la loi du 7 décembre 1874, celles du 24 juillet 1889 et du 19 avril 1898.

On y admettrait également les enfants restés en dehors de ces dispositions légales, mais que les parents ne peuvent ou ne veulent suffisamment surveiller, instruire et élever, et qui, souvent, demandent à les remettre

aux soins de l'Assistance publique. Enfin, des quartiers spéciaux seraient réservés aux « arriérés » qu'une commission spéciale aurait déclarés susceptibles d'amélioration intellectuelle et physique, et dont quelques-uns sont envoyés aujourd'hui dans des colonies pénitentiaires ou dans des asiles d'aliénés. Ajoutons que si la réforme que nous demandions : la fixation d'une limite d'âge au-dessous de laquelle il y aurait une présomption légale d'irresponsabilité, venait à se réaliser, on trouverait là tout un contingent nouveau d'enfants à remettre à l'Assistance publique qui les placerait dans des Ecoles de Réforme, où ils recevraient une éducation familiale et hospitalière, et aussi, comme le prescrit la loi de 1850, pour les mineurs acquittés en vertu de l'art. 66, une éducation morale, religieuse et professionnelle.

Ce serait une noble tâche à entreprendre que celle qui consisterait à parer au plus pressé, à fonder une colonie agricole, à créer une Ecole de Réforme où, sans y introduire de prime abord, et tout en limitant les dépenses, les perfectionnements de la science et du progrès moderne, on pourrait établir des quartiers spéciaux pour toutes ces catégories d'enfants, répartis selon leurs aptitudes et leur degré de perversité. Que ces établissements soient des maisons départementales ; que des maisons pénitentiaires soient désaffectées et consacrées à cette œuvre, peu importe ; l'essentiel est d'aboutir et d'arriver à l'assainissement moral des gangrenés tout en préservant de la contagion les bons sujets.

Quelle que soit la solution qui interviendra, les avantages obtenus par la création de ces établissements seront

à la fois moraux et économiques. Moraux, parce qu'ils tendront à l'amélioration intellectuelle, morale et professionnelle des enfants qui en seront les pensionnaires et que, par suite, l'armée du vagabondage, du vice et du crime verra diminuer son contingent. Economiques, puisque ces enfants, amendés, n'iraient pas grossir le nombre incessamment croissant des délinquants, des criminels et des récidivistes de 16 à 21 ans qui encombrant les prisons et qui coûtent de l'argent à l'État. Il sera toujours préférable de placer nos pupilles vicieux ou insoumis dans un établissement où, parallèlement à l'éducation, ils recevront une instruction professionnelle et méthodique, que de les placer dans un établissement où le prix de la pension sera, sinon plus élevé, tout au moins le même, mais sans équivalence dans les résultats obtenus.

Mais, en attendant cette création humanitaire et vraiment sociale, les patronages et les Ecoles de Réforme, que l'initiative privée a établis, sont là et ils pourraient aisément être utilisés ; seulement, il est de toute évidence qu'il serait juste que l'Etat contribuât budgétairement à l'entretien des enfants ! Or, il nous semble qu'il lui serait possible de réaliser ce progrès, et même de construire de nouveaux établissements, des Ecoles de Réforme au vrai sens du mot. En effet, il y a annuellement en France un peu plus de 6.000 enfants (1), traduits devant les tribunaux correctionnels. Si l'on suppose que, grâce à la loi de 1898, les tribunaux n'envoient

1. Statistique de M. Albanel.

que la moitié des enfants, traduits à leur barre, dans des maisons de correction, il resterait 3.000 enfants qui pourraient être placés dans des Maisons de Réforme, en vertu de l'article 5 de la loi du 19 avril 1898. En prenant comme base uniforme d'entretien le prix de 0 fr. 85, il en résulterait pour l'Etat une augmentation de dépense annuelle, pour chaque enfant, de 310 fr. 25, soit, pour 3.000 enfants, une dépense de 930.750 fr.: et si l'on admet que la durée du séjour nécessaire pour obtenir une amélioration sérieuse soit de plusieurs années, 5 ans par exemple, il en résulterait un surcroît total de dépense de 4.653 250 fr. Est-il permis de supposer que la France, avec un budget qui dépasse trois milliards, ne puisse faire cette dépense relativement minime ? On pourrait déjà, nous semble-t-il, faire très grand, c'est-à-dire produire un bien moral immense, et la défense sociale ne vaut-elle pas un pareil sacrifice ?

Il nous reste à examiner comment on pourrait rapprocher le plus possible la disposition, en quelque sorte architecturale, et le régime de nos Ecoles de Réforme du régime de la famille et du mode d'éducation morale et professionnelle que nous avons sollicités pour toutes les catégories d'enfants qui devraient être envoyés dans ces établissements.

I.— En ce qui concerne leur aménagement, nous préconiserions volontiers le système des petits établissements, de préférence aux grands monuments à population nombreuse, aux grandes casernes qui ne répondent pas complètement à leur but utilitaire. Ce qu'il ne faut pas,

avant tout, c'est que le règlement devienne la principale force éducatrice ; cette force doit être l'action individuelle des gardiens de l'enfant. De là la nécessité de restreindre les effectifs, car l'influence devient nulle lorsqu'un éducateur, si bon qu'il soit, se trouve à lui seul à la tête d'un trop grand nombre d'enfants. N'a-t-on pas constaté dans les statistiques que le nombre des évasions des jeunes détenus, et celui de leurs récidives après leur libération, étaient proportionnels à l'agglomération des pupilles et à l'insuffisance des gardiens (1) ? En effet, aucune influence ne peut pénétrer efficacement sur des individus qui se trouvent confondus pêle-mêle ; l'éducation se réduit alors à une surveillance, surveillance qui elle-même ne peut être que tout-à-fait superficielle à cause, que l'on nous pardonne l'expression, du fouillis qu'elle ne peut pénétrer. En France, comme en Italie et en Prusse, l'Etat tient à faire grand ; les anciennes maisons centrales deviennent de grandes casernes où l'on réunit des centaines de jeunes détenus, et la conséquence inévitable, c'est que la récidive est toujours proportionnelle à l'agglomération.

Il est un petit pays voisin du nôtre où les traditions sont tout autres, et les résultats aussi : c'est la Suisse. Ses modestes institutions peuvent fort bien nous servir de modèles, car il n'y en a pas à travers toute l'Europe

1. A Mettray, 1 gardien pour 25 enfants : 360 enfants, 12 évasions.

A Saint-Hilaire, 1 gardien pour 35 enfants : 402 enfants, 45 évasions.

A Mettray, 110 libérés : 11 récidives, soit 10 0/0.

A Saint-Hilaire, 82 libérés : 13 récidives, soit 16 0/0.

Chiffres donnés en 1888. V. R. P., 94, p. 895.

qui préviennent mieux la récidive. Or, quel aspect présente le « Rettungsanstalt » ou établissement de sauvetage pour enfants abandonnés ? « Prenez, écrit M. Joly (1), une de nos écoles champêtres les plus simples, mais les plus propres ; placez-là en face ou au milieu d'une toute petite ferme sans prétention, conduite par un fermier et une fermière aisés ; arrangez un peu ce groupe en vous souvenant du rêve de Jean-Jacques Rousseau, avec les contrevents verts qui se détachent sur le mur blanc ou sur le bois rustique, avec le verger grand ouvert ; placez le tout sur un sommet entouré de verdure, à côté de sources jaillissantes, en face de l'un de ces panoramas qu'on va chercher au prix d'une ascension fortifiante ; vous avez le « Châlet correctionnel » où la Maison de refuge suisse ».

Avec cette simplicité de local, ce qui le caractérise surtout c'est la sage réduction de l'effectif et l'unité du personnel. L'effectif est d'environ 40 à 60 enfants, le dernier chiffre est déjà regardé comme très élevé. Dès que l'effectif dépasse 20, on le subdivise en « familles » de 12 à 15 enfants. Chaque famille a son appartement et son chef, qui surveille les uns et les autres et assume une responsabilité de jour et de nuit, tandis que des maîtres enseignent indifféremment la lecture et le jardinage, le soin de l'étable et le calcul. L'établissement est comme une maison de famille qui travaille pour elle, sans faire concurrence à l'industrie libre, et s'applique à suffire à tous ses besoins.

1. H. Joly, *A la recherche de l'éducation correctionnelle*, p. 112.

Tel est le type suisse. On le retrouve également dans le Grand-Duché de Bade, dans le Tyrol, en Styrie et dans les parties de l'Allemagne du Nord qui ont pu sauver quelques restes de leurs vieilles institutions.

Les résultats ? La statistique fédérale (1) donne la proportion des condamnations subies par les enfants sortis de ces établissements pendant les années 1884-1888. Sur 1.270 sujets, il y en a eu 33 de condamnés, soit une proportion de récidivistes d'environ 2.50 0/0 ; leur pire moyenne est de 45 0/0 ; leur meilleure de 20. Les résultats sont donc indubitablement supérieurs à ceux de nos meilleures colonies et nous pensons, avec M. H. Joly, qu'avant tout il faut attribuer cette supériorité au régime des petits effectifs.

« Mais, ajoute-t-il, s'il était question d'introduire chez nous le système suisse, on ferait probablement deux objections : la première serait qu'un régime qui convient à un petit pays n'est pas possible dans un grand ; la seconde, que 10 maisons de 50 élèves chacune doivent finalement coûter plus cher qu'une seule maison de 500. Il est aisé de répondre à chacune de ces objections.

Le système des petits pays ne convient pas au grand si l'on s'obstine à vouloir celui-ci rigoureusement, impitoyablement centralisé. Mais il lui convient parfaitement si la vie nationale veut bien laisser subsister en elle, avec quelque indépendance, un certain nombre de vies provinciales ou départementales. Dans le premier cas, sans doute, l'administration centrale aimera mieux (ce sera

1. V. *Annuaire statistique de la Suisse*, p. 231.

plus commode pour elle) n'avoir qu'un petit nombre de directeurs à diriger ; dans le second cas, elle délèguera plus volontiers une partie de son autorité à des pouvoirs locaux ou régionaux » (1). Reste la question des économies que l'on croit faire par la concentration des frais généraux.

M. Joly la résout en comparant les chiffres officiellement donnés par une de nos grandes colonies publiques, celles des Douaires, avec ceux que l'on trouve dans la réponse de la Suisse au questionnaire du Congrès de St-Petersbourg. Il arrive à cette conclusion que 10 établissements comme le Sonnemberg, situé sur les hauteurs qui séparent Lucerne de Kriens, coûteraient, y compris même le bétail, environ 200.000 ou 300.000 francs de moins que les Douaires et ils élèveraient beaucoup mieux le même nombre d'enfants. A toutes ces qualités, le petit établissement en joint une dernière : celle d'attirer beaucoup plus les dons et les legs des particuliers, lorsqu'il est l'œuvre d'un petit groupement, qu'une immense caserne dont chacun s'empresse de laisser à l'Etat le soin et les charges (2).

1. V. H. Joly, *op cit.*, p. 122.

2. Les dépenses totales qu'a nécessitées l'organisation de la colonie des Douaires sont d'environ 2 millions. Or, en Suisse, le coût d'une colonie de 50 enfants est de 100.000 à 150.000 francs et n'atteint que bien rarement 200.000. (Bätschelen, près Berne, a coûté cette somme de 200.000 fr., mais elle a 60 enfants, divisés en 4 familles). Le Sonnemberg, dont nous parlons plus haut, a coûté en tout 155.000 francs.

Les recettes du Sonnemberg s'élevaient, en 1888, à 43.551 francs sur lesquels provenaient : Des profits sur le travail agricole et industriel : 12.016 francs ; de legs et souscriptions volontaires :

C'est donc la création d'établissements de ce genre qu'il faut provoquer et soutenir. Et s'il n'est pas toujours possible d'éviter les grandes organisations, au moins faut-il chercher à en pallier les inconvénients par un système de sélections, rétablissant autant que possible, dans chaque groupe séparé, le régime de « famille ». Mettray est un modèle du genre : destiné à plusieurs centaines d'enfants, cet établissement se subdivise en petites exploitations, petits ateliers, petites familles distinctes, quoique groupées les unes à côté des autres, une partie centrale réunissant les services généraux. L'établissement de M. Demetz a fait la fortune du système et certains pays étrangers comme l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, la Suède et la Hongrie, ont multiplié leurs établissements sur le modèle de Mettray.

Enfin, dans les organisations du Mettray néerlandais, de la colonie de Stall, près de Stockholm, et de la colonie d'Aszod au nord de Budapesth, s'est manifestée la préoccupation d'espacer davantage les maisons de famille et de diminuer le nombre des pensionnaires.

Malgré tous ces perfectionnements le système des gros effectifs garde toujours son infériorité. La sélection en « famille » de 30 ou 40 n'empêche pas les enfants de

16.909 fr. ; des parents : 6.250 fr. ; des communes : 6.976 fr. ; du gouvernement : 1.400 fr. Or, dans cette même année, les Douaires avaient encaissé 318.061 fr. 62 c. sur lesquels 241.912 fr. 80 c. sortaient des caisses de l'Etat, et 46.060 fr. des produits de l'établissement, le reste des produits d'autres colonies. Elle avait à peu près balancé ses dépenses par ses recettes, tandis que le Sonnenberg avait eu 35.314 fr. de dépenses avec un boni de 8.327 fr. V. H. Joly.

« familles » différentes de se retrouver groupés à l'atelier ou aux champs et, la surveillance individuelle s'y exerçant beaucoup plus difficilement, les succès thérapeutiques sont moins assurés. Que l'on crée donc des établissements à petits effectifs, et, avec ce système, ce n'est plus la famille que l'on reconstituera, c'est un organisme nouveau que l'on appropriera aux besoins d'individus spéciaux.

II. — Après avoir mis en lumière le caractère familial de l'éducation, il nous reste à examiner comment on réalisera les deux autres caractères qu'elle doit revêtir : moral et professionnel.

Notre loi du 5 août 1850, relative à l'éducation correctionnelle, ordonne, dans son article premier, que les jeunes détenus recevront « une éducation morale, religieuse et professionnelle. Celle-ci sera nécessairement morale du moment qu'elle sera *religieuse* et *professionnelle* ; il nous intéresse donc de savoir comment on doit comprendre ces deux derniers caractères de l'éducation dans nos Ecoles de Réforme (1).

1° — En fondant la belle colonie de Mettray, M. Demetz voulut que nul ne se méprît sur le caractère religieux de l'œuvre qu'il fondait avec ses collaborateurs laïques et rappeler à tous, colons et chefs de famille, que si la religion est pour les égarés le principe le plus sûr de la régénération morale, elle est aussi pour ceux qui leur

1. V. Discussion et vœu du Comité de Défense sur le système d'éducation correctionnelle en France. R. P., 1897, p. 539 et suiv.

consacrent leur vie la source la plus féconde du vrai dévouement. Nos colonies privées s'inspirent aujourd'hui encore des mêmes principes.

Mais il est un peu de mode, depuis un certain nombre d'années, de bafouer certaines croyances ; on proclame que la vie de l'homme tient dans ces trois termes : naissance, maturité, mort, et que les phénomènes qui s'y montrent sont d'ordre essentiellement matériel ; que le matérialisme, en un mot, est la vraie doctrine qui doit balayer les croyances spiritualistes. Celles-ci doivent, au contraire, suivant nous, former la base du système éducatif qu'il convient d'appliquer au redressement de l'enfant pervers ou perverti. Aussi croyons-nous qu'il faille attribuer le désarroi mental actuel qui grandit de plus en plus, l'extension de plus en plus rapide de la criminalité de l'enfance, le désespoir de plus en plus envahissant, qui provoque, même chez des enfants mineurs, tant de suicides, aux doctrines néfastes qui prêchent une morale qui n'en est pas une, qui ne proposent et ne peuvent rien proposer de plus réconfortant pour l'homme, que la croyance en l' « au-delà de la vie ». Les écoles sans Dieu, sans un enseignement moral qui apprend à l'enfant qu'il aura plus tard des devoirs à remplir avant d'exercer ses droits, que ceux-là passent avant ceux-ci, ces écoles ne peuvent engendrer que des êtres vicieux et malfaisants, pour lesquels la jouissance matérielle est le but suprême et la satisfaction de leurs appétits bestiaux, l'essentielle préoccupation.

Et cependant, pour la première fois depuis M. Demetz, une colonie privée toute moderne, et construite précisé-

ment sur le modèle de Mettray, manifeste une tendance hostile à l'idée religieuse dans son système d'éducation : c'est la colonie créée par le Conseil général de la Seine à Montesson. Les conseillers parisiens avaient été, lors d'une visite à Mettray, « saisis par l'aspect lugubre et clérical de l'établissement » (1). Cependant le règlement de leur établissement fait mention de l'instruction religieuse car l'Administration pénitentiaire ne voulut point agréer la colonie tant qu'elle ne serait pas conforme aux prescriptions de la loi de 1850. Aussi, pour sauvegarder les apparences et avoir l'air de respecter la loi, réservait-on une salle, vaste et nue, dans laquelle on plaça, devant des gradins réservés aux colons, une chaire en bois que l'on qualifia d'autel ; c'est là que le curé du village voisin vient, une fois par semaine, assurer le service du culte et les jeunes détenus « qui y consentent » font acte de présence à cette cérémonie à laquelle ils ne comprennent rien, qu'ils considèrent comme une récréation et qui les amène fatalement, toute instruction religieuse étant supprimée, à tourner en ridicule la religion même qu'ils jugent par le côté mesquin de ses manifestations humaines. Au point de vue de l'éducation religieuse, Montesson diffère donc malheureusement de Mettray et cette différence a été voulue (2).

1. Rapport au Conseil municipal : 26 mars 1887.

2. Il convient d'en signaler une seconde qui ne constitue pas non plus une heureuse innovation. A Montesson, le confortable et le luxe se substituent à la simplicité des aménagements de Mettray. Un simple détail que nous mentionnons d'autant plus volontiers que nous le tenons de la bouche même du directeur, permettra de s'en rendre compte : tous les primeurs, fruits et légumes, cultivés

La France est, il faut le reconnaître, le premier pays du monde dans lequel des hommes au pouvoir aient tenté d'éloigner de l'enfance les représentants de cette force sociale, de cette autorité moralisatrice par essence qui s'appelle la religion. On n'apporte pas, dans l'éducation correctionnelle, cet élément que nous considérons comme indispensable et nous ne voulons pour garant de ce fait que ce que disait M. E. Brun à la Commission du Ministère de l'Intérieur. On disait à M. Brun, en mars 1899 : « Eh bien ! et l'aumônier ? — Il demeure à 3 kilomètres. — C'est un peu loin !... — Il vient dire une messe rapide le dimanche ; il n'est pas en contact avec les enfants ; il ne pénètre jamais dans les cellules de punition ». On lui demandait : « Est-ce que vous trouvez que c'est une organisation favorable ? — Non, pas du tout ». Et cependant personne ne considérera ce distingué directeur comme entâché de cléricisme !

La vérité est qu'il reconnaissait implicitement, et tout le monde reconnaît aujourd'hui, que dans les établissements pénitentiaires il n'y a absolument que l'étiquette de l'éducation religieuse, que la fonction du ministre du culte est annulée, qu'elle est rendue en tout cas le plus

et récoltés par les colons, sont consommés par eux, et par eux seuls. Le directeur ne s'est jamais permis de goûter aux produits de sa colonie et se voit obligé de s'approvisionner, pour sa consommation personnelle, au village voisin ! Bien plus, la gourmandise pousse certains colons, qui cependant n'en ignorent pas la destination, à s'appropriier les fruits avant leur maturité... et l'autorité ferme les yeux ! N'est-ce pas préparer ainsi aux jeunes pupilles d'amères déceptions pour le jour où, rentrés dans la société, ils devront se suffire à eux-mêmes et se contenter de la médiocrité ?

difficile possible. Est-ce un système fécond, avantageux, heureux ? Non ; il crée à nos établissements publics un état d'infériorité constaté, avoué, vis-à-vis des établissements privés, vis-à-vis des établissements de l'étranger, car aucun pays civilisé ne se prive de ce moyen d'action. Il nous crée, il faut bien le dire, une situation scandaleuse en présence de la loi de 1850 qui est violée dans son esprit et dans son texte, puisqu'elle nous dit, dans son premier article, que l'éducation sera morale et religieuse : or, la manière dont elle est appliquée par l'Administration n'est pas seulement une étiquette inexacte mais une amère dérision !

Dans le Congrès des professeurs de l'Université, qui s'est tenu à Paris au mois d'avril 1899, on a, entre autres questions, traité celle de l'éducation des enfants, et on a fait ressortir, avec l'autorité qui appartenait à une réunion d'hommes aussi compétents, la nécessité de l'enseignement de la morale afin de développer chez l'enfant la pensée élevée du devoir, en mettant sous ses yeux les exemples essentiellement éducateurs de vertus privées ou publiques, fournis par l'antiquité ou par les temps modernes et, comme adjuvant indispensable pour assurer le succès, on a reconnu qu'il fallait séparer avec soin l'ivraie du bon grain, et éloigner l'élève, contaminé moralement, de ses camarades qui n'ont pas encore été atteints par la contagion. C'est là, nous semble-t-il, une méthode qui se rapproche assez sensiblement de celle dont nous sommes partisan. Nous voulons, nous aussi, qu'on fasse une séparation complète, absolue, entre les jeunes enfants, mettant, d'un côté, dans l'Ecole de Réforme, ceux

qui sont encore amendables, et, de l'autre, dans les établissements de l'Administration pénitentiaire, ceux qui sont profondément pervertis et pour lesquels il est nécessaire d'appliquer une discipline matérielle toute particulière. Ce que le Congrès des professeurs a demandé pour les élèves de l'Université, nous le demandons, nous, avec les modifications toutefois qu'il convient d'apporter, pour les enfants délinquants ou criminels, partant de ce principe que l'enfant est comme la fleur qui s'étiole et meurt dans une atmosphère malsaine, mais qui, au contraire, se développe et s'épanouit dans un air pur et réconfortant.

2° — L'éducation, dans l'Ecole de Réforme, devra apprendre aux pupilles un métier qui leur permette de faire utilement partie de la Société; l'éducation serait incomplète, elle ne serait même plus une éducation, si elle n'était pas, comme l'ordonne la loi de 1850, professionnelle.

« Les jeunes détenus, précise l'article 3 de cette loi, seront appliqués aux travaux de l'agriculture, ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent ». L'amendement de l'enfant par la terre est encore aujourd'hui la méthode la plus sûre pour la régénération des jeunes tempéraments déformés et ce sont de longues expériences qui, à l'heure actuelle, nous démontrent l'infériorité du travail à l'atelier.

« D'une manière générale, disait un des derniers directeurs de Mettray où il existe, on le sait, une double exploitation rurale et industrielle, au point de vue du travail, des mœurs et des dispositions morales, ceux qui

travaillent à la terre valent mieux que les enfants des ateliers ; et parmi les premiers, les enfants des fermes valent mieux que ceux qui travaillent autour de la maison ; parmi les seconds, les charrons et les charpentiers qui se remuent, valent mieux que les cordonniers et les tailleurs, confinés dans des ateliers plus étroits où ils vivent serrés les uns contre les autres ». « Ce n'est certainement pas, ajoute M. Joly (1), le directeur d'Aniane qui s'inscrirait en faux contre ces jugements, car, à Aniane, ce sont les cordonniers et les bonnetiers qui donnent le plus de soucis. Aussi le directeur aimerait-il à développer dans la colonie un travail qui se rapproche beaucoup du travail rural, la tonnellerie ».

Mais pourquoi, alors, organise-t-on des ateliers professionnels dans ces établissements, à l'exemple des « Reformatoires » anglais dont la colonie de Redhill, le Mettray Britannique, est un modèle d'aménagement, et pourquoi la loi le permet-elle ? Parce que le législateur savait, parce que les directeurs savent que l'éducation doit être avant et surtout une adaptation de l'individu au milieu dans lequel il est destiné à vivre. Or, mieux vaut une formation moins parfaite mais pratique pour l'avenir qu'une éducation plus idéale pour le présent, mais incapable demain de donner le moindre fruit.

L'éducation agricole, supérieure en soi, ne saurait convenir à plus d'un d'enfant arraché à la rue. S'il a été recueilli à un âge déjà avancé, il a le goût de la grande ville tellement invétéré qu'il succombera fatalement à la

1. *A la recherche de l'éducation professionnelle*, p. 87.

fascination de la rue lorsqu'il y retournera; il abandonnera sa campagne, et, sans métier à la ville, il ne fera qu'un déclassé, une recrue facile pour l'armée du crime. Et, même s'il a été recueilli de bonne heure, à un âge où de nouvelles habitudes peuvent encore étouffer complètement les anciennes, il ne faut pas croire que l'apprentissage agricole puisse toujours lui servir pour se reclasser dans la société. S'il appartient à une famille urbaine et que ses relations avec elle aient subsisté, il retournera au milieu des siens qui, heureux de revivre avec lui ou, peut-être, seulement intéressés à le voir « gagner » tout près d'eux, lui persuaderont de laisser là la charrue pour devenir un véritable ouvrier! Les statistiques nous apprennent que, dans nos colonies pénitentiaires, la proportion des pupilles d'origine urbaine est de 80 0/0; en 1895, par exemple, sur 2.595 jeunes détenus, exerçant un métier avant leur internement, 875 seulement travaillaient aux champs, 1.045 avaient un métier industriel, 674 des professions diverses : soit 66 0/0 de l'effectif ayant déjà un état non agricole.

Et puis, de nos jours, en France comme à l'étranger (1), l'agriculture nécessite un maximum d'efforts pour un minimum de bénéfices. L'expérience nous montre chaque jour davantage le paysan, séduit par les mirages trompeurs qu'on fait miroiter devant ses yeux et croyant trouver dans les grands centres la vie facile et un labeur largement rétribué, quitter son village où il gagnait un

1. V. Notice rédigée par la Société philanthropique sur la colonie de Redhill : *Une visite à Redhill*.

salaire peu élevé, et, tout confiant en l'espoir de trouver un gain supérieur, accourir dans la grande ville où il s'aperçoit bientôt que la vie y est plus chère et que, s'il gagne plus, il est aussi obligé de dépenser davantage. Comment espérer, dès lors, qu'un pareil sentiment n'entrera pas dans l'âme de l'enfant lorsqu'il devra pourvoir par lui-même aux exigences croissantes de la vie !

L'éducation agricole, préférable en elle-même, se heurte donc dans l'application à de grosses difficultés : si le paysan lui-même quitte sa campagne, ce n'est pas l'enfant sorti des grandes agglomérations qui s'y fixera. Aussi l'éducation industrielle s'impose-t-elle aujourd'hui comme une impérieuse nécessité pour un certain nombre, peut-être le plus grand nombre, de nos pupilles des Ecoles de Réforme. Et déjà l'administration agréée parfaitement dans les colonies pénitenciaires, devançant une réforme législative que M. Voisin demandait à l'Assemblée nationale en 1875 (1), toutes sortes d'organisations industrielles, bien que la loi de 1850 ne permette qu'une certaine catégorie d'industries, celles « qui se rattachent à l'agriculture ». Que le texte de la loi de 1850 soit formellement violé, cela est bien certain, mais puisque c'est au nom du bon sens que les dérogations sont faites, à qui donc en ferait-on un grief, si ce n'est au législateur attardé (2) ?

1. Enquête parlementaire. Projet de loi. Annexe au procès-verbal de la séance, 18 mars 1873. Assemblée nationale.

2. Un certain nombre de colonies sont à la fois agricoles et industrielles, telles sont Mettray, Montesson, les Douaires. Une colonie, récemment fondée par l'administration, celle d'Aniane, est uniquement industrielle : on y apprend les métiers de bonnetiers, cordonniers, menuisiers, tailleurs, etc.

C'est donc l'éducation agricole et industrielle que nous voudrions voir enseignée à nos pupilles des Ecoles de Réforme, celle-là réservée à ceux d'origine rurale dont on peut espérer le placement définitif à la campagne, celle-ci aux enfants d'origine urbaine qui retourneront fatalement un jour à la ville d'où ils sont sortis. Et comme les statistiques nous montrent le nombre des seconds bien supérieur à celui des premiers, nous accorderons toutes nos préférences à l'éducation industrielle en proposant comme modèle le développement et l'aménagement pratique que les Anglais lui ont donnés dans leurs « Reformatories ».

Mais ce serait entrer dans des détails d'application trop étendus que de chercher à tracer un programme d'administration d'une institution qui n'est même pas à l'état de projet ni d'ébauche et de vouloir ainsi prématurément transporter l'idée même qui a guidé notre étude sur le terrain d'une solution technique et pratique. Aussi, arrêtons-nous là l'exposé des développements dans lesquels nous a fait entrer, bien témérairement peut-être, la question des Ecoles de Réforme, si nouvelle, si à l'ordre du jour, mais aussi si délicate, que l'on n'est même pas encore parvenu à s'entendre sur la définition qui convient de leur donner. Si insuffisante et défectueuse que soit cette étude, si paradoxales que soient les idées que nous avons émises, peut-être aurons-nous assez fait, en rappelant, une fois de plus, comme nous le disions au début, que « la sollicitude pour l'enfance est un des signes du progrès et de la civilisation ».

CONCLUSION

Le seul moyen mis par la loi à la disposition des parents pour la répression des mauvais instincts de leurs enfants est la détention de ceux-ci dans un établissement correctionnel. Mais, les imperfections, les dangers même, que présente le système actuel de la correction paternelle ont pour conséquence de rendre inappliquée, sinon par les mauvais parents, du moins par ceux qui ont le sentiment de leurs devoirs et le souci de l'avenir de leurs enfants, cette partie cependant capitale de notre législation. Et cette conséquence en entraîne elle-même une autre : c'est de faire de tous les enfants dont les mauvais instincts ne sont pas réfrénés, soit par crainte, soit par insouciance des parents, un contingent nouveau pour l'armée du vice et du crime : le vagabondage est, pour eux, l'école primaire du délit, de même que la prison leur sert d'école supérieure, avec le casier judiciaire du récidiviste comme diplôme.

Une refonte complète de la législation actuelle sur la correction paternelle s'impose donc d'une façon absolue, refonte en tête de laquelle sera posé le principe admis déjà à l'unanimité au Congrès international d'Anvers de

1890: « L'emprisonnement par voie de correction paternelle doit être supprimé. »

Il doit être supprimé, d'abord parce qu'il n'est qu'une forme de châtiment, assimilant dans un même régime répressif l'enfant simplement coupable de penchants vicieux et dont l'éducation est à refaire avec l'adulte dont le degré de perversité s'est déjà manifesté par une atteinte à l'ordre social et qu'il faut punir. Ensuite, parce que ce châtiment, rendu plus barbare par l'emploi du régime cellulaire, est contraire au développement physique et moral de l'enfant et que, s'il amende quelquefois, il est aussi très fréquemment un danger de corruption plus grande. Enfin, parce que, logique avec lui-même, le législateur a dû rendre la durée de la détention d'autant plus courte que le châtiment est plus sévère, et qu'il est impossible de refaire l'éducation d'un enfant avec des internements de un ou de six mois. La prison est donc, par elle-même, impuissante à moraliser l'enfant : l'éducation n'est pas une œuvre qui s'accomplisse en quelques jours ni en quelques mois : il faut pour cela des années.

Ce qu'il faut aussi, c'est un éducateur et non un geôlier ; c'est un milieu où le vice soit comprimé et non pas épanoui ; c'est, en un mot, une influence persistante qui soit toute autre que la démoralisante promiscuité de la plupart de nos prisons. Rendu à la liberté, après quelques semaines, quelques mois de cellule, l'enfant se retrouvera dans son abandon primitif ; il retombera dans le délit parce que ce n'est pas la cellule qui aura pu supprimer le dénûment, l'impuissance de sa famille, écarter les mauvais exemples et les pires relations qui s'offrent à lui à sa sortie.

Que substituera-t-on donc au court emprisonnement cellulaire dans une maison d'arrêt ? Un long régime d'éducation, en plein air, dans une colonie à petit effectif, revêtant un caractère à la fois familial et hospitalier, où l'enfant recevra une instruction morale, c'est-à-dire religieuse et professionnelle. Mais que seront ces écoles qu'on substituera aux maisons d'arrêt et de correction ? Sur ce point, on tombe d'accord sur la nécessité de recourir à des établissements particuliers ; mais là où les uns estiment l'Administration pénitentiaire suffisamment outillée, ne parlent que de « transformation » ou d'amélioration et demandent l'installation de quartiers spéciaux pour la correction paternelle dans les maisons de correction de garçons, comme il y en a déjà dans les pénitenciers pour filles, nous demandons, nous, la *création* d'établissements nouveaux que nous avons appelés « Ecoles de Réforme » et où seront envoyés, non pas seulement les enfants de la correction paternelle, leur nombre ne permettant pas de demander, pour eux seuls, la création d'établissements spéciaux, mais toutes ces catégories d'enfants, délinquants ou non, qui vont peupler aujourd'hui nos maisons de correction ou encombrer l'Assistance publique et que nous nous sommes efforcés de délimiter dans la seconde partie de notre étude.

Mais prendrons-nous pour « Ecole de Réforme » suivant le type rêvé, en harmonie avec nos aspirations profondes, l'Ecole de Réforme qui est l'établissement primaire de l'éducation pénitentiaire ? En aucune façon. Nous nous sommes efforcés de démontrer comme quoi cette dernière, tout en réalisant un progrès certain parce

qu'elle pose le principe de la sélection par âge, était néanmoins insuffisante, parce qu'elle a arbitrairement fixé une limite de 12 ans, inexacte dans sa qualification même parce qu'elle diffère du « Reformatory » anglais dont elle n'a pris que le nom et inutile si l'on admet, comme nous l'avons fait, qu'au-dessous d'un certain âge, l'enfant doit être, par une présomption irréfragable, considéré comme ayant agi sans discernement et remis à l'Assistance publique. Non, l'éducation préventive n'a pas tous ses organes; il ne lui suffit pas d'avoir le placement familial; il lui faut aussi des établissements qui soient à la fois, comme nous l'avons dit, des hôpitaux et des écoles dans lesquels soient organisées, en même temps l'éducation hygiénique et l'orthopédie morale ou mentale des jeunes délinquants, qu'ils soient criminels ou simplement vicieux. Ce qui manque le plus, c'est l'école intermédiaire, c'est-à-dire une école placée entre la remise aux parents autorisée par l'article 66 du Code pénal et l'envoi en correction. Certes, la loi de 1898 permet bien de remettre ces enfants, dans un certain nombre de cas, à des établissements privés ou à l'Assistance publique, mais il faut encore vivifier cette loi en créant ces établissements et en les créant où? A l'Administration pénitentiaire! Ce serait tourner dans un cercle vicieux et aggraver la difficulté au lieu de l'atténuer. C'est à d'autres Administrations, dans une autre direction, dans un autre esprit, notamment à l'Administration de l'Assistance publique, qu'il convient de faire appel. Et lorsque celle-ci, pour ses enfants moralement abandonnés ou pour ses enfants assistés, incorrigibles ou vicieux, ou lorsque les grandes

Associations ont des pupilles rebelles, indomptables, et à qui ne convient pas le placement familial, elles doivent les placer, non pas pêle-mêle dans un établissement qui recueille les enfants de l'article 66 ou de l'article 67, non pas avec des petits délinquants ou des petits coupables, mais à part. Quant à ces enfants « arriérés », « attardés », qui ne sont à leur place, ni dans nos maisons de correction, ni dans nos asiles d'aliénés ou d'idiots, ces enfants à tendances vicieuses, à dispositions morbides, que rencontrent les commissions scolaires, les délégations cantonales, les directeurs d'écoles publiques ou privées, ils doivent être, eux aussi, placés dans des écoles spéciales de redressement, qu'ils soient des arriérés proprement dits, des anormaux au point de vue physiologique ou psychologique. Voilà l'utilité de l'Ecole de Réforme.

Mais, à côté des enfants internés par voie de correction paternelle sur la demande du père ou du tuteur, de ceux auxquels le juge applique l'article 5 de la loi de 1898 et de ceux dont les parents sont déchus de la puissance paternelle par application du titre I de la loi de 1889, il existe toute une catégorie d'enfants pour lesquels devraient s'ouvrir les portes de nos Ecoles de Réforme : ce sont ceux *sur* lesquels ou *par* lesquels il n'a été commis ni crime ni délit, qui auraient besoin d'un régime réformateur et dont le père se refuse cependant à demander l'internement. Peut-on moralement demander qu'une loi nouvelle permette de forcer la main au père ? Nous avons posé la question et nous avons émis l'avis que lorsqu'il s'agit d'enlever un enfant à sa famille, alors que l'abandon de cet enfant n'est établi par aucune

infraction commise, soit sur lui, soit par lui, il convient d'agir avec la plus grande circonspection et que mieux vaut une loi qui reste en deçà dans la crainte de porter atteinte injustement à la puissance paternelle, qu'une loi allant au delà et disloquant arbitrairement la famille par une série de prescriptions toutes théoriques et *a priori*.

Enfin, nous demandons, par application des règles tracées par le Comité de Défense des enfants traduits en justice, conformément à l'excellente pratique inaugurée au tribunal de la Seine, qu'on envoie de moins en moins sur les bancs de la police correctionnelle les jeunes délinquants et que, par une décision du parquet ou du juge, on envoie directement, le plus souvent possible, soit à l'Assistance publique, soit aux Sociétés de patronage privées, avec les garanties que la loi doit exiger, les enfants qui ne pourraient pas être sans danger remis à leur famille.

Mais, qu'on le remarque bien, nous ne voulons pas nous montrer, de parti pris, hostile à nos institutions pénitentiaires : nous réduisons leur rôle aux cas où les chances d'amendement sont d'autant moins grandes que l'enfant est plus profondément vicieux et pervers, partant qu'un régime plus sévère, qu'une discipline plus rigoureuse, paraissent indispensables au relèvement moral de l'enfant. Ce qu'il faut, avant tout, selon nous, dans cette grave question de l'enfance en danger moral, c'est poser le principe de l'individualisation, et si l'on doit multiplier nos écoles de préservation pour que nos maisons de correction se vident, il faut aussi se garder de dépeupler celles-ci pour remplir les premières. Nous n'ouvri-

rons donc pas toutes grandes les portes de nos Ecoles de Réforme, car les magistrats ne manqueraient pas d'y faire entrer la majorité de ceux qu'ils devraient envoyer en maison de correction. Celle-ci n'est pas trop sévère pour ces vauriens qui ont grandi dans l'oisiveté et le vice jusqu'à 14 ou 16 ans, car une certaine rigidité s'impose dans le régime auquel ils doivent être soumis. Malheureusement l'opinion publique s'égare et elle ne sait plus voir autre chose dans un jeune détenu qu'un jeune forçat; elle ne voit pas que la maison de correction avec sa discipline rigide est nécessaire, et nous allons jusqu'à dire que le seul fait que des excès de sévérité s'y soient produits prouve la nécessité de ces établissements. L'esprit foncièrement mauvais et haineux de certains jeunes détenus est la cause de ces brutalités de la part des gardiens et l'excès dans lequel ils tombent démontre combien il importe qu'un règlement trop doux n'atténue pas leur autorité.

En France, il nous faut donc plusieurs degrés dans notre éducation correctionnelle. Lorsque nous aurons drainé dans nos Écoles de Réforme le contingent de tous ces enfants vicieux ou simplement indisciplinés qui attendent aujourd'hui leur maturité pour la maison de correction, nous verrons diminuer le nombre des pensionnaires de ces établissements au caractère sévère; mais d'ici-là, le mal qui s'est fait à besoin d'être réparé, et il est trop avancé pour que la préservation puisse suffire à la place de la correction. Préserver en ce moment ceux qui, dans quatre ou cinq ans, iraient peupler nos maisons de correction, c'est la seule méthode vraiment rationnelle

de vider celles-ci. Encore croyons-nous que nous aurons toujours besoin en France de maisons de correction. L'Angleterre qui a vu diminuer le nombre de ses « Reformatories », au fur et à mesure que se multipliaient ses « Industrial Schools », constate à présent qu'elle ne peut se passer complètement des premiers établissements, car il y aura toujours des jeunes révoltés et surtout de jeunes vauriens, déchet inévitable de toutes les grandes villes.

Mais ce qu'il faut chercher de plus en plus, si l'enfant en est digne, c'est à transformer sa détention en une simple hospitalisation, à lui éviter ou à atténuer la publicité de l'audience, à renoncer enfin à lui infliger la prison pour ne songer qu'à lui assurer une éducation préservatrice ou réformatrice qui lui permettra de rentrer plus tard dans la société : en un mot, il faut considérer de plus en plus comme un devoir sacré, d'arracher l'enfant au milieu où il se corrompt, pour lui donner, non pas un geôlier, mais l'éducateur dont il a besoin. C'est à ce but que répond l'Ecole de Réforme.

Nous avons précédemment démontré, par des chiffres, que la dépense pour l'Etat qu'exigeraient certaines dispositions financières qu'il serait possible de prendre immédiatement, se monterait au plus à environ 4 millions et demi, somme assurément minime dans un budget qui dépasse 3 milliards. Avec cet argent, l'Etat pourrait déjà, sans bouleverser notre système actuel, faire beaucoup et commencer la construction de nouveaux établissements, d'Ecoles de Réforme. Mais, pour ce qui est de l'organisation et de la direction, le besoin de décentralisation nous

fait préférer l'initiative privée à l'action de l'Etat ; ce n'est pas d'ailleurs la seule raison. Le recrutement du personnel est aujourd'hui mieux fait dans les administrations privées que dans les administrations publiques. Un gardien de l'Etat doit souvent sa situation à une influence politique ; l'autorité de ses chefs s'en trouve d'autant diminuée. Ajoutons à cela que ces gardiens qui seraient chargés de l'éducation de nos pupilles ne seraient autres que des gardiens de prison ; ce n'est pas la modification que l'on a apportée à leur uniforme lorsqu'ils sont en fonctions dans une maison de correction qui changerait en quoi que ce soit leur origine ni leur formation pénitentiaire. Il y a, en outre, des faits récents qui n'ont pu être soustraits complètement au contrôle du public et dont l'ensemble démontre péremptoirement l'insuffisance de la colonie publique (1).

Que l'Etat ait *quelques* établissements à lui, pour ne jamais être à la merci d'une coalition possible des œuvres privées, nous l'admettons, mais, cette précaution prise, nous réduisons son rôle à contrôler et à subventionner les efforts des particuliers. Les forces privées ont ce précieux mérite, que « supportant leur part des charges générales, elles trouvent dans les généreuses impulsions de leur âme religieuse, dans des sentiments d'abnégation et de sacrifice personnel, le pouvoir de multiplier encore leurs ressources en se privant souvent dans leurs

1. Ces faits, nous les empruntons à l'évolution de l'éducation correctionnelle des jeunes filles pendant ces quinze dernières années. Qui n'a encore présents à la mémoire les événements scandaleux qui ont amené la fermeture des établissements d'Auberive, de la Fouilleuse et de Cadillac.

propres besoins » (1). Aider par des subventions ces efforts si désintéressés, c'est décupler leur force souvent paralysée par l'exéguïté des ressources, c'est aussi perfectionner le bien qu'elles font, car la subvention devient la condition d'une surveillance et d'un contrôle assez étroit dont les œuvres ne peuvent assurément que bénéficier (2).

Pour les garçons, des créations sont donc absolument urgentes, et si l'Etat ne les provoque pas, ou tout au moins ne les encourage pas, il y aura pendant longtemps encore une insuffisance dans nos institutions. Quoi qu'il en soit, peu importe aujourd'hui qu'un établissement, qu'une École de Réforme, soit ou non subventionné, agréé ou autorisé par l'État, les Tribunaux ont toute liberté pour choisir et désigner celui auquel il leur convient de confier un enfant dans les termes de la loi du 19 avril 1898 ; c'est déjà un grand progrès accompli sur la loi de 1850, car, désormais, l'initiative privée est mise sur le même pied que l'Administration.

La tâche du législateur n'est donc pas terminée ; il reste encore de nombreuses améliorations à apporter à la législation pénale concernant les enfants. Certes, nous n'avons pas entrepris de les passer toutes en revue : nous avons voulu poser une fois de plus, mais sous un aspect nouveau, le problème de l'enfance en danger moral et signaler une réforme qui s'impose et dont on semble ne pas se préoccuper dans les sphères gouvernementales.

1. Réponse de l'inspecteur des Enfants Assistés du département du Tarn-et-Garonne à l'enquête parlementaire de 1883.

2. Loi de 1850 : articles 8, 14, 15 et 20.

Chercher à prévenir le mal autant que faire se peut, et, tout au moins, lorsqu'il est déclaré, chercher à lui trouver un remède qui ne soit plus un poison, tel a été l'objet de notre étude. Tel est aussi le but que poursuivent aujourd'hui tous ces hommes de cœur, entièrement dévoués à la cause de l'enfance, qui fondent chaque jour de nouveaux patronages, tel « le Patronage familial pour la protection de l'enfant en danger moral » que nous saluons, à son berceau, en la personne de son fondateur, M. Albanel, et des jeunes membres du barreau parisien qui se sont groupés autour de lui. Mais aux pouvoirs publics il appartient surtout de tendre les ressorts au lieu de favoriser le relâchement universel. « Se fier, comme l'écrivait M. Fouillée, à la « bonne nature », c'est oublier que le propre des sociétés humaines est de se diriger par des règles qui ne sont plus simplement les lois de la nature, mais bien les lois de la moralité. De même, se fier au jeu spontané des libertés, c'est oublier que la justice ne s'établit pas toute seule parmi les hommes et ne règne pas sur eux par sa seule autorité. »

Et si cette modeste étude, nécessairement incomplète, ne peut avoir la prétention d'attirer l'attention des théoriciens et des sociologues, peut-être aura-t-elle fait assez en proclamant une fois de plus le principe posé déjà par La Rochefoucault-Liancourt dans un laconisme éloquent : « Les secours publics sont une dette sacrée ».

Vu, le Président de la thèse,

SALEILLES.

Vu par le Doyen,

GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1

PREMIÈRE PARTIE

La Correction paternelle

CHAPITRE PREMIER. — Les punitions et châtimens corporels.	21
§ 1. — Loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfans maltraités ou moralement abandonnés.....	27
§ 2. — Loi du 19 avril 1898.....	43
CHAPITRE II. — L'emprisonnement par voie de correction paternelle.....	58
§ 1. — L'ordonnance d'envoi en correction	60
§ 2. — La détention.....	84
§ 3. — Critique de l'emprisonnement cellulaire par voie de correction paternelle	90

DEUXIÈME PARTIE

L'Ecole de réforme

CHAPITRE PREMIER. — L'école de réforme de l'administration pénitentiaire.....	110
CHAPITRE II. — L'école de réforme au point de vue doctrinal.	143
§ 1. — Le placement familial	144
§ 2. — Le placement scolaire.....	150
CONCLUSION	213

